S'ENGAGER PAR LA PLUME 3

LA PAROLE À LA JEUNESSE

RÉVOLTE !

LES JEUNES
DE L'INSTITUT DES HAUTES ÉTUDES DE DÉFENSE NATIONALE

LES JEUNES IHEDN

S’engager par la plume

LA PAROLE À LA JEUNESSE

Cet ouvrage n'aurait pu voir le jour sans la contribution active des services de l'IHEDN, notamment de Monsieur Philippe RASCHKE, qui a réalisé l'intégralité de la maquette. Qu'il en soit ici chaleureusement remercié.

Outre les auteurs, nous tenons également à remercier l'ensemble des membres du Pôle "Publications" des Jeunes IHEDN, qui ont effectué le travail de corrections et de relecture.

AVERTISSEMENT

Les textes publiés dans le présent ouvrage n'engagent que la responsabilité de leur auteur. Les idées ou opinions émises ne peuvent être considérées comme l'expression d'une position officielle.

Tous droits réservés.

La diffusion et la reproduction de tout ou partie de cette publication sont soumises à l'autorisation du directeur de l'IHEDN.

Préface

« Aux armes, citoyens ! » Depuis que le droit de se révolter contre l'oppression a été reconnu par la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, l'engagement de tous dans la défense de la nation est constitutif de l'identité républicaine. À partir de sa création en 1936, l'Institut des hautes études de la défense nationale a donné consistance à cette ambition en permettant à tous ceux qui le souhaitent de débattre et contribuer à la réflexion, favorisant ainsi cette unité de doctrine et de pensée sans quoi il n'est pas de défense efficace, comme l'avait souligné son décret fondateur. L'ouvrage qui nous est proposé aujourd'hui participe à cette triple tradition. Les auteurs, membres de l'association Jeunes-IHEDN s'inscrivent dans la dynamique de l'Institut par leur détermination à apporter une contribution renouvelée au débat sur les grandes questions stratégiques. Ils proposent ensuite une vision libre sur des sujets à la fois concrets et difficiles. Si cette vision ne saurait être tenue pour la position de l'IHEDN, elle témoigne de la vitalité du débat dans notre pays.

Enfin, le fil conducteur choisi avec à-propos pour cet ouvrage renvoie à cette tradition de réaction contre l'inacceptable et à ce qu'elle peut signifier aujourd'hui. La révolte a souvent été envisagée en France comme un épisode romanesque ; n'est-elle pas d'ailleurs le propre d'une jeunesse dont le réflexe est de renouveler le monde ancien que découvre chaque génération ? Pourtant, après avoir été survalorisée par les mouvements révolutionnaires de l'après-Seconde Guerre mondiale, la révolte semblait connaître un déclin relatif sur le plan théorique, emportée par le déterminisme technologique ou le relativisme créé par la mondialisation. Le monde réel n'a cependant pas attendu la théorie, comme l'ont illustré à des degrés divers l'assaut sur le capitole aux États-Unis ou le *Brexit*.

Ce décalage entre la réalité du phénomène et sa représentation montre toute la pertinence de cet ouvrage. Au fil des pages et des articles, il suggère que la révolte est un phénomène universel plus que culturel, et qu'elle est moins aisée que l'imagerie d'Épinal pourrait le suggérer. En particulier parce que la décision de se révolter est toujours délicate et demande discernement et courage. Elle suppose de s'engager dans une démarche de rupture qui la distingue des contestations variées qui marquent la vie des collectivités humaines. Elle suscite des niveaux d'engagement et d'adhésion variables qui posent de manière éminente la question du *leadership*. Elle conduit souvent à des situations ambiguës et ses résultats sont régulièrement difficiles à appréhender, tant du point de vue des révoltés que de leurs adversaires. Elle s'inscrit d'ailleurs dans un mouvement sans fin, les révoltés arrivés à leurs fins devant invariablement se prémunir contre de nouvelles révoltes. En définitive, elle peut être la meilleure et la pire des choses. En dépit de ces difficultés, l'attitude de révolte porte en

elle quelque chose de grand et touche à l'héroïsme lorsqu'elle prend des risques et sait repousser le plus loin possible la tentation de la violence. Elle est toujours une attitude de responsabilité de celui qui ne se satisfait pas du monde qu'il trouve ou de l'évolution qu'il sent venir. La défense nationale est en ce sens une révolte puisqu'elle consiste à refuser ce qui se passerait si nous ne faisions rien, alors que des groupes politiques ou des États hostiles veulent s'en prendre à nos valeurs, à notre population ou à nos intérêts. Et cela va jusqu'à prendre les armes. C'est bien là l'attitude des Jeunes IHEDN qui se mobilisent pour prendre leur part à la défense nationale et faire face aux défis de ce temps. Ils s'écrient à leur tour : « Aux armes citoyens ! ».

GÉNÉRAL DE CORPS D'ARMÉE BENÔIT DURIEUX
Directeur de l'Institut des hautes études de défense nationale
et de l'Enseignement militaire supérieur

À nos lecteurs

Y a-t-il un thème plus lié à la jeunesse que la révolte ?

On pourrait difficilement le penser tant celle-ci est associée à ce concept cardinal dans l'Histoire de France. Pour les manifestants de mai 1968, il était nécessaire de tuer le Père, non seulement le père symbolique qu'était le général de Gaulle, mais aussi le père comme concept anthropologique, considéré comme le symbole d'une société étouffante où nulle place n'était faite aux énergies individuelles.

Mais il serait beaucoup trop réducteur – et résolument injuste – de projeter sur la jeunesse révoltée un réflexe pavlovien d'hostilité aux institutions ou un présupposé vulgairement anarchiste. Les printemps arabes du début des années 2010 ou encore le Hirak algérien de février 2019 ont bien montré qu'une jeunesse éduquée pouvait nourrir des exigences institutionnelles fortes : celles d'un service public qui fonctionne au bénéfice de tous, celles d'une justice indépendante, celles d'un exercice du pouvoir purgé de la corruption, du népotisme, du renoncement et des petites compromissions.

À tous points de vue, la jeunesse peut être exigeante, tournée vers l'avenir et soucieuse du bien commun, à rebours des procès en individualisme qu'on lui a trop souvent intentés. Parce que le numérique, malgré les indénombrables questionnements éthiques et moraux qu'il pose, a aussi établi les jalons de nouvelles solidarités. Parce qu'un enjeu aussi grave que la question climatique – et ses vertigineuses conséquences démographiques, économiques et géopolitiques – ne peut définitivement pas laisser indifférentes les générations futures. Indéniablement, les repères peuvent être complexes à trouver dans un monde où les frontières se troublent. Dans son célèbre incipit à Aden Arabie, Paul Nizan décrivait le chaos du monde contemporain et l'absurdité qu'il y avait à considérer qu'avoir vingt ans constituait "le plus bel âge de la vie".

Au travers de cette troisième édition de *S'engager par la plume*, ouvrage qui regroupe une série d'articles sur le thème de la révolte et un florilège des meilleurs articles des années précédentes, les membres des Jeunes IHEDN ont modestement voulu contribuer à décrypter quelques sujets d'importance dans un monde de plus en plus troublé. La révolte – non pas seulement pour ce qu'elle est, mais aussi pour ce qu'on en fait – en est un. Qu'ils en soient ici chaleureusement remerciés.

HÉLÈNE ROLET
Présidente de l'association Les Jeunes IHEDN

Le mot du pôle "Publications"

Alors que les autres recueils de *S'engager par la plume* abordaient différents thèmes, sa troisième version se concentre sur celui de révolte ; plus exactement de révoltes.

La révolte est une "agitation intérieure traduisant une opposition violente, un refus d'accepter quelque chose qui heurte ou blesse les sentiments profonds de l'individu". Elle se caractérise donc par une réaction à quelque chose d'extérieur, d'exogène. Elle donne forme à l'altérité, là où il n'y avait – ou là où il ne devrait y avoir – d'uniformité. Mais, parce qu'elle est une revendication d'intégrité, qu'elle soit matérielle (conditions de vie) ou morale (impératif de conscience), elle est également un facteur d'identité. Elle opère par conséquent, pour une durée et selon une intensité variable, une distinction, voire une division, ce qui lui donne une dimension politique considérable.

Quand bien même en effet la révolte puisse être strictement personnelle, et d'une envergure très limitée, elle n'en demeure pas moins une remise en cause qui, sitôt convergente avec d'autres en vertu d'un principe ou d'une finalité en commun, devient dangereuse pour le pouvoir établi. Aussi a-t-il toujours été particulièrement délicat pour les pouvoirs politiques de déterminer l'attitude à adopter vis-à-vis de tels mouvements, qu'il s'agisse de la sauvegarde du régime en place, ou du respect de ses idéaux. La révolte, sa lutte concrète pour une vie digne, et morale pour les libertés, n'est-elle pas par ailleurs le principe fondateur des Républiques romaine et française, pour ne citer qu'elles ? Et le tyrannicide n'était-il pas célébré dans l'Antiquité ? La noblesse française, puis en 1793 le peuple entier ne possédaient-ils pas "le plus sacré des droits et le plus indispensable des devoirs", celui précisément de révolte ?

Aussi de l'Affaire Dreyfus et la révolte intellectuelle et éthique de Zola à celle de Julian Assange, parmi d'autres lanceurs d'alerte, voire à certains mouvements politiques, sociaux et environnementaux, ces préoccupations de l'approbation et de la légitimité morales sont-elles toujours d'actualité. Laissant de côté la question épineuse de la légitimité, comment résoudre l'équation entre révolte légitime et ordre nécessaire ? Quelles sont les revendications et les modalités des révoltes dans le monde ? Autant de raisons auxquelles les articles de la 3e édition de *S'engager par la plume* – et certains du florilège – tentent de répondre

S'ENGAGER PAR LA PLUME 3

LA PAROLE À LA JEUNESSE

15 RÉVOLTES !

17 Un bref parcours de l'histoire des révoltes en Asie
CÉDRIC LEGENTIL

23 Le numérique comme force de pression sur les populations
WINSTON SMITH

31 Révolte numérique, des hacktivistes ukrainiens investis d'une mission patriotique
BORIS DAILLY

39 D'un mouvement contestataire aux prémices d'une révolte : approche pluridisciplinaire de la crise vénézuélienne
MARINA DE CASTRO
THOMAS SALANOVA

47 L'adaptation des entreprises aux contestations citoyennes dans le cadre de la lutte contre le changement climatique
MELVIN POYET
KEVIN ARNAUD

55 Le soviétisme inoxydable et la Révolution des pantoufles en Biélorussie (2020-2021)
HÉDI ZERAÏ

61 FLORILÈGES 2018-2021

63 La "Guerre du Bush" en Rhodésie du Sud (1965-1979 : l'échec d'une contre-insurrection oubliée
CHARLES NEVEU

73 Les forces armées en Égypte (2010-2021)
MARTIN GUILLEAUTOT

83 Terres rares : des enjeux de la transition énergétique aux enjeux géopolitiques ?
LOUIS-MARIE ZELLER
WASSIM ALIDRA

99 Les enjeux du renouvellement des deux composantes de la dissuasion nucléaire
JEAN-SAMUEL DE BOISSIEU,

109 L'Empire ottoman au XIXe siècle : une histoire européenne
ROMAIN PICARD

RÉVOLTES !

Un bref parcours de l'histoire des révoltes en Asie

PAR CÉDRIC LEGENTIL, ancien secrétaire général du comité "Asie"

L'histoire de France est jalonnée de révoltes, de révolutions et d'insurrections. Des termes similaires, qui expriment un sentiment commun : l'indignation, la contestation d'une situation ou d'une autorité. Ces termes sont employés à l'occasion d'une situation de rejet – souvent violent – de l'ordre établi, dans la volonté de redéfinir les bases – aussi bien politiques que sociales – d'une société. Pourquoi s'adonner à la révolte, alors qu'elle implique de se battre, de risquer des acquis, voire des vies ? Tout simplement parce que « ce n'est pas la révolte en elle-même qui est noble, mais ce qu'elle exige »[1]. La révolte n'est ni un mouvement noble ni élégant en soi. Mais elle reste l'un des meilleurs moyens d'espérer le changement. En France, si « l'insurrection est pour le peuple et pour chaque portion du peuple, le plus sacré des droits et le plus indispensable des devoirs », comme l'ont affirmé successivement La Fayette et la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1793, les individus au pouvoir qui se prétendent les légataires de ce devoir le rejettent fermement et ironiquement, par calcul et intérêt. En France donc, la révolte est une contradiction permanente.

Qu'en est-il de cette notion sur le continent asiatique ? Nous serions tentés de penser qu'elle n'est pas aussi présente, pas aussi prononcée chez des peuples et des nations qui ont connu des régimes aux premiers abords stables. La longévité de l'Empire du Milieu puis du régime communiste chinois, l'existence plurimillénaire d'une unique lignée dynastique impériale japonaise, l'attachement profond des Thaïlandais pour leurs souverains ; ne sont-ce pas là des preuves que l'Asie est un modèle de stabilité ?

[1] Albert Camus, *L'homme révolté*, 1951.

Et pourtant ! Dans l'espace géographique asiatique, les archives révèlent plus d'une centaine d'événements majeurs dont l'origine ou la nature sont une d'insurrections. Nature par ailleurs variable : de l'affrontement politique ou religieux en passant par une lutte indépendantiste ou contre la famine, l'histoire de l'Asie est jalonnée d'occurrences. Autre élément révélateur, les deux tiers d'entre elles concernent le siècle en cours et son prédécesseur. À l'image de l'Indonésie, des États se sont construits par la révolte armée contre un pouvoir colonial. Et face aux efforts de certains régimes dits autoritaires, l'Asie reste un foyer potentiel de révolte, propre à inspirer le reste du monde.

La Chine, pays le plus révolté de tous

Est-ce une surprise ? L'histoire plurimillénaire de la Chine est jalonnée de révoltes. La première d'entre elles, surnommée la révolte des Compatriotes, remonte au IXe siècle avant Jésus-Christ ; celle-ci a pour but de forcer à l'exil un souverain. Une première page de l'histoire impériale chinoise se tourne également avec une révolte : en –206, le dernier représentant de la dynastie des Qin est jeté à bas de son trône par Liu Bang, ancien fonctionnaire, ancien brigand et futur empereur. Fait marquant, Liu Bang est originaire de la classe paysanne, trait qu'il partage avec Zhu Yuanzhang, fondateur de la dynastie Ming, ainsi qu'avec Ma Zedong, Grand Timonier de la République populaire de Chine. Trois hommes du peuple, révoltés contre un pouvoir tyrannique avant de devenir eux-mêmes tout-puissants ; preuve, s'il en fallait une, de l'aspect cyclique de l'histoire chinoise.

La Chine détient un autre record, pour autant peu glorieux : celui du soulèvement le plus sanglant de l'Histoire ; non seulement d'Asie, mais du monde. En 1851, la dynastie Qing doit faire face à la rébellion des Taiping, dont les membres défendent la création d'un État alternatif à l'Empire : le Royaume céleste de la Grande Paix. Avec à sa tête un dirigeant se prétendant le frère de Jésus, cette révolte durera quinze années et coûtera la vie à plusieurs dizaines de millions de personnes. Un mouvement insurrectionnel comme la Chine n'en connaîtra plus, même au XXe siècle.

Le choix d'opérer une distinction entre révoltes ayant eu lieu avant et après le XXe siècle n'est pas étranger à l'histoire chinoise : cette nation connaît des bouleversements drastiques au début de ce siècle, avec la fin de l'ère impériale et l'avènement d'une république au demeurant instable, jusqu'à la consolidation du régime communiste de Mao en 1949.

La Chine ne reste pas à l'abri des troubles internes dans la seconde moitié du XXe siècle. Les années 1950 sont marquées par des mouvements de révolte dans deux régions dont les noms sont éloquents : le Xinjiang (soulèvement de la population Ouïghour en 1954 dans la ville d'Hotan) et le Tibet (rébellion contre le pouvoir central de 1956 à 1959). Aujourd'hui encore, la Chine connaît, à travers les émeutes de Hong Kong depuis l'été 2019, l'un des mouvements de révolte les plus actifs du globe ; nous y reviendrons plus loin.

Pays	Révoltes pré-XXe siècle	Révoltes post-XXe siècle	Total
CHINE	20	15	35
INDE	9	21	30
VIETNAM	10	10	20
CORÉE	4	6	10
PHILIPPINES	3	5	8
INDONÉSIE	3	5	8
AFGHANISTAN	4	3	7
BANGLADESH	0	6	6
JAPON	5	0	5
THAÏLANDE	1	4	5
AUTRE	3	21	24

Tableau 1 : Révoltes par pays d'Asie (IXe siècle av. J.-C. – XXIe siècle)

L'Inde, l'exception pacifique qui confirme la règle

De l'histoire des rébellions indiennes se dégagent trois périodes distinctes. La première est marquée par des actes violents contre une puissance étrangère, à une époque où, au demeurant, l'unité nationale indienne n'existe pas. Ainsi, deux révoltes sont déclenchées à un an d'intervalle, respectivement en 1668 et 1669 dans le Nord-Ouest du sous-continent ; elles ont pour objet commun de s'opposer au règne des Empereurs moghols. Un siècle plus tard, ce sont les Anglais, à travers la British East India Company, qui sont l'objet du mécontentement local, avec deux insurrections coup sur coup en 1781 et 1782.

La seconde période est initiée par le Mahatma Gandhi, qui prône la non-violence et la lutte pacifique face à l'occupant. L'absence d'emploi d'armes ne retire pas à la révolte son caractère de lutte contre l'occupant britannique, qui ne peut justifier moralement de réprimer des manifestants convertis à la pensée du père spirituel de la nation indienne.

Pourtant, l'influence des enseignements de Gandhi ne perdure pas et n'empêche pas non plus d'autres foyers de révolte d'apparaître en Inde. Dès 1947, l'année de l'indépendance, un mouvement sécessionniste apparaît dans le Nagaland, à l'extrémité orientale de la Fédération. Plus grave encore, le mouvement naxalite se développe depuis les années 1920 jusqu'à atteindre le point de rupture avec les autorités en 1967. Ce mouvement milite pour une réforme agraire, ce par tous les moyens à sa disposition ; il est toujours actif à l'heure actuelle[2]. Enfin, entre les velléités indépendantistes des sikhs et la situation explosive dans la région du Cachemire, le Nord-Ouest indien ne renie pas son passé de révolte.

[2] https://economictimes.indiatimes.com/news/defence/possible-naxal-attack-in-gadchiroli-leaves-several-security-personnel-injured/articleshow/69127641.cms

Le Vietnam et les Philippines, experts en lutte nationale !

Le cas vietnamien est singulier : seuls trois des soulèvements recensés ne concernent pas une lutte contre un occupant étranger ! Du Ier au XVe siècle, le Vietnam affronte l'impérialisme chinois, avant de faire face aux XIXe et XXe siècle au colonialisme français.

Le cas de la Guerre du Vietnam, de 1967 à 1973, interroge. Faut-il considérer ce conflit comme une révolte, a fortiori contre une puissance étrangère ? On peut considérer la chose comme suit : le Nord-Vietnam et les États-Unis s'affrontent en tant qu'États à part entière ; mais l'action des insurgés du Sud-Vietnam, acquis à la cause d'Hanoï, peut être considérée comme une révolte.

Du côté des Philippines, c'est la longévité qui interpelle : l'état d'urgence contre les colons espagnols ne cesse pas entre le XVIe et la fin du XIXe siècle, un record ! Les Philippins se lèveront également contre la transition du pouvoir colonial aux Étasuniens avant de plier définitivement.

Le Japon, la révolte pour (ré)instaurer l'ordre

Pays de tradition confucéenne, le Japon a connu de très longues périodes de paix, à l'image de l'ère d'Edo, sous le règne des shoguns Tokugawa. La figure de l'empereur n'y est pas étrangère : il est possible pour des seigneurs ambitieux de s'y référer et de prétendre agir en son nom pour justifier des actions violentes. Lors du Sengoku Jidai, période qui précède l'ère d'Edo, aucun des seigneurs de guerre nippons qui ambitionnent d'unifier le pays sous leur bannière n'envisage de le faire sans l'aval impérial.

Le Japon connaît pourtant des mouvements de révolte particuliers dans leur nature. Le premier est la Rébellion de Hogen, au XIIe siècle : il s'agit d'une lutte d'influence pour le contrôle de la cour impériale, qui dégénère en conflit ouvert. Sa principale conséquence est l'avènement d'une période dominée par les clans guerriers nippons, d'où l'instauration d'un nouvel ordre. Plus tardivement, la Guerre du Boshin au XIXe siècle oppose les partisans réactionnaires du dernier des shoguns aux clans souhaitant la modernisation du pays à marche forcée. Ces derniers, vainqueurs, ont affirmé la légitimité de leur combat en prétendant servir l'empereur, qui s'est ensuite vu doté d'une autorité nouvelle par la constitution Meiji. L'ordre est "réinstauré" dans l'archipel, après une révolte de clans contre l'autorité politique pourtant elle-même sanctionnée par l'empereur.

Quelques cas particuliers

Dans la majorité des cas, l'origine des révoltes tient à des troubles d'ordre politique, des mouvements internes qui visent à changer de dirigeants, qu'ils soient de la même nationalité ou au contraire issus d'un pouvoir étranger. Cependant, il existe des figures d'exceptions qui méritent d'être évoquées.

Par exemple, la mutinerie de soldats sri lankais en 1942 contre l'autorité britannique pendant la Seconde Guerre mondiale. Qu'a-t-elle d'unique ? Le fait d'avoir lieu dans les îles Coco, un territoire insulaire au sud de l'Indonésie, sous contrôle australien et d'avoir pour but de les remettre à l'envahisseur japonais !

La révolte peut prendre un caractère religieux, à l'image des talibans dont le mouvement est parti d'Afghanistan. Ces individus sont bel et bien révoltés, à la fois contre le pouvoir afghan reconnu par la communauté internationale et contre les puissances étrangères présentes sur ce sol. La rhétorique de cette lutte se focalise toutefois moins sur le fait de défendre une nation qu'une religion. On retrouve cette logique chez d'autres mouvements à caractère islamiste, en particulier aux Philippines et en Indonésie.

Nature	Trouble interne	Opposition à une puissance extérieure	Instauration ou restauration de l'ordre	Trouble religieux	Total
Pré-XXe siècle	25	23	5	5	58
Post-XXe siècle	67	25	7	2	101
TOTAL	92	48	12	7	159

Tableau 2: Révoltes d'Asie par nature

Hong Kong, plus qu'une révolte

Dernière occurrence majeure en date en Asie, Hong Kong est le théâtre d'un mouvement de protestation impressionnant. À l'origine, la volonté de Pékin portée par la cheffe de l'exécutif sur place d'autoriser l'extradition des détenteurs d'un passeport hongkongais, attentant ainsi à la liberté de déplacement. Depuis mars 2019, Hong Kong est devenue le théâtre d'une opposition à la violence croissante entre défenseurs du régime spécifique du territoire et les forces de l'ordre.

Dans quelle catégorie de révolte placer ces événements ? Hong Kong est de fait sous souveraineté chinoise ; mais depuis la fin de l'été, certains manifestants vont jusqu'à réclamer la sécession du territoire, amenant l'île à devenir un État à part entière. Les citoyens hongkongais restant majoritaires en nombre, doit-on commencer à considérer cette révolte comme un affrontement avec un pouvoir étranger ? De fait, l'autorité de Carrie Lam est largement dénoncée.

Un point retient particulièrement l'attention : les stratégies et techniques employées de part et d'autre des protestations. Du côté de l'ordre, une rotation des effectifs a permis la venue de troupes régulières chinoises, rompues au combat urbain et à la contre-insurrection. Par ailleurs, un travail d'identification systématique est entrepris pour identifier et neutraliser les manifestants. Ces derniers ont répondu en multipliant les méthodes pour éviter d'être identifiés :

masques traditionnels puis en hologramme[3], emploi de lasers pour tromper les outils des forces de l'ordre. Pour s'opposer aux armes de la police et aux actions des triades locales acquises à Pékin, on a pu voir, entre autres, des catapultes en bambou pour expédier des projectiles !

En somme, au-delà des enjeux et des conséquences possibles de ces affrontements, le mouvement de révolte qui secoue Hong Kong est un véritable laboratoire à ciel ouvert, un terrain où il est possible d'étudier les méthodes visant à rendre possible – ou impossible – la lutte insurrectionnelle.

Il apparaît erroné de croire que les sociétés asiatiques seraient incapables de comprendre le sentiment menant à la révolte ; elles sont familières de longue date avec cette notion. De l'Asie centrale au Japon, de la Mongolie au Timor oriental, à l'exception du Bhoutan, chacun des États asiatiques contemporains inclut une nation, un peuple, ayant connu la révolte. Les digues établies par les courants de pensée, tel le confucianisme, ou par des idéologies autoritaires, comme le maoïsme, cèdent aisément lorsque l'injustice ou l'inégalité se font ressentir de manière trop vivace. Pour autant, il serait également faux de croire qu'une révolte implique une demande de liberté, ou l'obtention de droits : toute insurrection contre le pouvoir n'a pas vocation à le fragiliser, bien au contraire. La situation politique en Thaïlande, régulièrement marquée par des putschs militaires depuis plusieurs décennies, en est un exemple. Se révolter revient à prendre un pari risqué sans garantie de succès ; de l'échec de la révolte dite des turbans jaunes en Chine au IIe siècle à l'écrasement du soulèvement tibétain par les communistes chinois en 1959, les exemples d'une victoire du pouvoir défié et d'une défaite des insurgés ne manquent pas.

L'Asie n'en reste pas moins un terreau fertile pour la révolte. Ce continent possède une base composée de plusieurs éléments : la capacité à s'indigner, à rejeter un ordre établi injuste (qu'il soit rappelé ici le succès d'*Indignez-vous !* de Stéphane Hessel, traduit en mandarin, coréen et japonais) ; la capacité, souvent spontanée et désorganisée, mais au potentiel à la désobéissance ; enfin, encore et toujours, à l'emploi parfois paradoxal de la révolte. Des éléments qui façonnent une mentalité somme toute très similaire à celle de la France, au regard de sa propre histoire.

Quel avenir pour la révolte en Asie ? Il existe un certain degré d'incertitude, les pouvoirs autoritaires n'étant que peu friands de ce genre de dynamique. Pour reprendre le cas de Hong Kong, il reste difficile d'entrevoir une sortie de crise et surtout ses bénéficiaires. Mais, s'il est compliqué de savoir quelle forme prendra la révolte, « [qui], elle, s'autorise parfois toute seule à prendre forme »[4].

---

[3] https://www.ladn.eu/tech-a-suivre/robotique-homme-augmente/hongkong-loi-antimasque-masques-virtuels/

[4] JACOB Suzanne, *L'obéissance*, 1991.

Le numérique comme force de pression sur les populations

PAR WINSTON SMITH[5], membre du comité "Cyber"

L'année 2020 marquera le déploiement sur l'ensemble du territoire chinois d'un système de "crédit social" capable d'évaluer la portée des actions de chaque individu[6]. La conception de cet outil de surveillance, initiée en 2014, suit la volonté politique du parti communiste chinois (PCC) de discipliner et de contrôler la population[7].

Depuis l'élection de Xi Jinping en 2013, la surveillance des canaux numériques s'est considérablement intensifiée, tout comme, la répression également. Les réseaux sociaux sont devenus la cible d'un intense contrôle et toutes les critiques contre le PCC sont punies. Internet n'est plus un espace de liberté d'expression et d'action. Cette surveillance de l'Internet passe par la mise en place d'un certain nombre de composants parmi lesquels on peut trouver la « grande muraille numérique », la mise en place de système *big data* ou encore l'intégration de l'intelligence artificielle afin d'optimiser le traitement des données et de parfaire ce système de contrôle total des populations.

Du fait de sa culture et son histoire, le peuple chinois est habitué à un certain niveau de surveillance et de délation, comme l'ont montré les périodes de violences dans l'histoire longue ou plus récemment (révolution culturelle). Les principaux arguments mis en avant par le pouvoir concernent la sécurité des habitants et la

---

(5) L'auteur de cet article a souhaité maintenir son anonymat.

(6) CROQUET, Pauline, "En Chine, un système de notation des citoyens encore flou, mais aux ébauches effrayantes", *Le Monde*, 28 décembre 2018 [en ligne] disponible sur : https://www.lemonde.fr/pixels/article/2018/12/28/en-chine-un-systeme-de-notation-des-citoyens-encore-flou-mais-aux-ebauches-effrayantes_5403357_4408996.html

(7) CREEMERS, Rogier, traduction du rapport "State Council Notice concerning Issuance of the Planning Outline for the Construction of a Social Credit System" publié par le Conseil des affaires de l'État de la République populaire de Chine, 14 juin 2014 [en ligne] disponible sur : https://chinacopyrightandmedia.wordpress.com/2014/06/14/planning-outline-for-the-construction-of-a-social-credit-system-2014-2020/

mise en place d'une société plus juste et respectueuse de la loi. En définitive, pourquoi critiquer un système, qui finalement ne sanctionne que les mauvais citoyens ? Une telle vision se fonde sur des préceptes développés par Confucius, qui ressurgissent depuis la fin du XXe siècle et sont même enseignés dans les écoles[8].

La technologie est également mise en avant, au service de l'économie chinoise. Le pouvoir montre que la Chine est à la pointe de la technologie sur des thématiques modernes, telles que l'intelligence artificielle et la reconnaissance faciale. Étant sa propre vitrine, la Chine promeut son indépendance technologique et compte l'exporter afin d'étendre son influence.

La reconnaissance faciale au service de la surveillance de masse

De manière générale, la reconnaissance faciale est présentée comme la seule analyse statique d'un individu. Cependant, au regard de la quantité massive d'informations récoltées par de simples caméras, il devient possible d'extraire et d'agréger ces dernières à d'autres sources de données, les rendant ainsi plus pertinentes. Un tel traitement de données est généralement orchestré par un système d'intelligence artificielle (IA) programmé pour déterminer des critères physionomiques propres à chaque individu[9]. L'IA permet une efficacité de traitement dépassant celle de l'humain, tout en garantissant une grande fiabilité. L'entraînement lui permet d'extraire relativement simplement, à partir de l'image d'un individu, son sexe, son âge, sa taille ou encore sa tenue vestimentaire.

Sachant que l'objectif fixé par le gouvernement chinois est la mise en place, d'ici 2020, de plus de 626 millions de caméras de surveillance dans l'ensemble du pays[10], il devient alors primordial de maîtriser la gestion de la masse de données générées. C'est ici qu'entre en jeu la notion de *Big Data* : toutes ces données extraites sont sauvegardées dans de grandes bases de données. À cela s'ajoutent les résultats de recherches sur *Baidu* (le Google chinois), les différentes conversations et les transactions bancaires effectuées depuis WeChat (un équivalent de Facebook Messenger), mais aussi les informations biométriques collectées lors des contrôles de police[11].

---

[8] GUIHEUX, Gilles, "À bas la boutique de Confucius ! Entrée dans la modernité chinoise", *The Conversation*, 9 juillet 2018 [en ligne] disponible sur : https://theconversation.com/a-bas-la-boutique-de-confucius-entree-dans-la-modernite-chinoise-99253

[9] SUDWORTH, John, "In Your Face: China's all-seeing state", BBC.com, 10 décembre 2017 [vidéo en ligne] disponible sur : https://www.bbc.com/news/av/world-asia-china-42248056

[10] "宣海伦. "中国安装了 1.76 亿个监控摄像头, 这市场还在增长 | 好奇心小数据", Qdaily.com, 21 novembre 2017 [en ligne] disponible sur : http://www.qdaily.com/articles/47431.html

[11] GUEDJ, Léa, "La Chine distribue des bons et des mauvais points à ses citoyens", *France Inter*, 7 février 2019 [en ligne] disponible sur : https://www.franceinter.fr/monde/la-chine-distribue-des-bons-et-des-mauvais-points-a-ses-citoyens.

Il devient alors possible d'agréger les données récoltées depuis ces équipements, à différents intervalles spatio-temporels, afin d'obtenir les habitudes de l'individu ciblé, mais aussi, ses relations, ses conversations, donnant lieu à la conception d'une fiche de profil extrêmement développée.

Cette fiche est ensuite utilisée afin d'évaluer la qualité d'un citoyen et son apport pour la société. Cela donne lieu à un système de notation, intitulé "crédit social", appliqué pour chaque citoyen présent sur le territoire, depuis sa naissance, jusqu'à sa mort. Ainsi, pour chaque action contraire aux règles définies par le PCC, l'individu ciblé perd un certain nombre de points. Ces derniers pourront être récupérés lors de la réalisation d'actions en adéquation avec le PCC.

Cette note permettra à l'individu en question d'accéder, ou non à un ensemble de services. Des sanctions sont encourues, pouvant aller de l'interdiction d'entrer au parti communiste, à l'interdiction de sortie du territoire, en passant par l'interdiction de prendre des billets de train ou d'avion sur des lignes intérieures. En revanche, une bonne note permet par exemple un accès prioritaire à l'hôpital, ou encore des réductions sur les cartes de transport public…[12]

Actuellement, deux entreprises chinoises font figure de fer de lance dans ce domaine. CloudWalk Technology et SenseTime. Toutes deux ont présenté des systèmes de surveillance complets capables de définir un portrait extrêmement précis de chaque citoyen chinois. Faisant suite à la demande du PCC, ces dernières ont progressivement déployé leurs technologies respectives dans un certain nombre de villes à l'ouest de la Chine, et plus précisément au nord-ouest, dans la région du Xinjiang, où l'on retrouve principalement la population ouïghoure. Cependant, dès 2020, ce système sera mis en place dans les principales villes de Chine, comme Pékin et Shanghai…

De l'humiliation au contrôle total, des dérives bien réelles

Depuis l'élection en 2013 de Xi Jinping au poste de président de la République populaire de Chine, les autorités n'hésitent plus à humilier publiquement les citoyens, que ce soit dans des enquêtes pour corruption, pour crimes ou pour des délits mineurs. Ainsi plusieurs années, des personnalités vivant en Chine (étrangères ou non[13]) se voient imposer un passage à la télévision publique pour avouer des crimes et présenter leurs excuses auprès du parti communiste et des citoyens. Désormais, grâce aux technologies combinées de reconnaissance faciale et d'intelligence artificielle, un simple délit commis par un résidant se

---

[12] LEPLÂTRE, Simon, "En Chine, des citoyens sous surveillance", *Le Monde*, 15 juin 2018 [en ligne] disponible sur : https://www.lemonde.fr/economie/article/2018/06/15/en-chine-des-citoyens-sous-surveillance_5315522_3234.html

[13] PEDROLETTI, Brice, "Confessions forcées : la télé chinoise accusée de complicité", *Le Monde*, 18 avril 2018 [en ligne] disponible sur : https://www.lemonde.fr/actualite-medias/article/2018/04/18/confessions-forcees-la-tele-chinoise-accusee-de-complicite_5286793_3236.html

transforme en véritable humiliation sur le lieu du « crime ». Par exemple, un piéton traversant en dehors d'un passage clouté, sous l'œil d'une caméra de surveillance, verra son visage affiché sur des écrans géants installés sur le carrefour. Ensuite, après une rapide identification par le système de la personne incriminée, c'est son identité qui s'affiche sous la photo : son nom, son prénom, et son adresse[14].

Dans la lignée du système de crédit social, l'on peut également citer la mise en place dans certaines villes d'un message vocal obligatoire pour les mauvais payeurs, remplaçant la tonalité d'attente avant que l'interlocuteur ne décroche. L'opérateur de télécommunication peut recevoir une injonction de la Justice pour la mise en place de ce message, indiquant que la personne que l'on essaye de joindre est sur une liste noire et qu'il conviendrait de la convaincre de régler ses dettes. Et si l'on veut savoir si son voisin est un bon payeur, sans devoir lui téléphoner, la Cour suprême de Chine maintient à jour une base de données publique des mauvais payeurs[15]. Ces exemples ne sont qu'une partie des systèmes imaginés par différentes provinces ou villes pour réduire toute forme d'indiscipline.

Un système au service du contrôle des régions autonomes

La technologie numérique est également utilisée de manière encore plus intrusive dans les provinces dissidentes, comme le Xinjiang, où vivent les Ouïghours. En effet, une véritable oppression numérique est en œuvre dans cette région, où il est difficile de récolter de l'information tant les autorités chinoises verrouillent l'accès à ces territoires.

D'après un rapport de l'ONG Human Rights Watch[16], relayé par les médias, une plateforme nommée IJOP pour *"Integrated Joint Operations Platform"* a été mise en place dans la province. Elle permet de centraliser une multitude de données récoltées par les bases de données des autorités, mais également les informations reçues par le système de reconnaissance faciale (grâce aux caméras). Des outils d'interceptions de réseaux mobiles existent également pour détecter les utilisations téléphoniques des habitants (WhatsApp, notamment). On peut penser que ce système, développé par un sous-traitant militaire chinois, repose sur une technologie d'intelligence artificielle. Il permet des corrélations de données et prévient les autorités en cas de changement inhabituel. Par exemple, selon l'ONG, le système est capable de détecter si

---

(14) AFP, "Chine : reconnaissance faciale pour humilier les piétons indisciplinés", *France 24*, 20 juin 2017 [en ligne] disponible sur : https://www.france24.com/fr/20170620-chine-reconnaissance-faciale-humilier-pietons-indisciplines

(15) COHEN, Claudia, "La Chine attribue une sonnerie de téléphone spéciale aux citoyens endettés", *Le Figaro*, 21 mai 2019 [en ligne] disponible sur : https://www.lefigaro.fr/secteur/high-tech/la-chine-attribue-une-sonnerie-de-telephone-speciale-aux-citoyens-endettes-20190521

(16) HRW, "Chine : Recours à une application pour la surveillance de masse au Xinjiang", HRW.org [en ligne], 1er mai 2019. Disponible sur : https://www.hrw.org/fr/news/2019/05/01/chine-recours-une-application-pour-la-surveillance-de-masse-au-xinjiang

une personne ayant acquis un plein d'essence n'est pas propriétaire du véhicule afin de déclencher une enquête de la part des autorités. De plus, côtoyer une autre personne déjà sous surveillance (contact téléphonique ou dans la rue) génère une alerte. Ce système est couplé à un autre de barrières virtuelles, chaque citoyen ayant l'autorisation ou non d'entrer dans des lieux publics ou de sortir d'une ville voire de la région. En cas d'infraction, une alarme retentit et la personne est immédiatement arrêtée par la police.

L'état de la surveillance dans le Xinjiang témoigne des capacités technologiques que possède la Chine. Leur utilisation est aussi une question de survie pour le régime. Pour continuer son développement, il a absolument besoin d'une population docile et patriote, sans risque de révolution.

Une résistance discrète

Il est évidemment difficile de connaître l'état d'esprit de la population. La société est bien consciente de la surveillance poussée et l'état ne s'en cache pas non plus. Le système de crédit social bénéficie d'une communication portée par le PCC, des permanences jusqu'aux campagnes. C'est d'ailleurs dans celles-ci que le pouvoir a le plus de mal à appliquer ses lois, comme la politique de l'enfant unique pour laquelle des dérogations ont été accordées suite aux réticences de certaines régions. La corruption est également plus active, ce qui pourrait engendrer de nouvelles dérives par des chefs locaux (par exemple, le chantage). La plupart des citoyens sont également au fait de la censure effectuée par le régime. Des techniques existent pour contourner cette censure, comme l'écriture en langage codé sur les réseaux sociaux ou l'utilisation de VPN *(Virtual Private Network)*, une technologie permettant de dissimuler son identité numérique. Ces techniques, et notamment cette dernière, sont traquées par les services de Pékin et régulièrement bloquées. C'est donc un jeu du chat et de la souris entre le pouvoir et les esprits dissidents.

Lors de l'écriture de cet article, de grandes manifestations ont secoué Hong Kong. En effet, le spectre du *"Big Brother"* chinois hante la jeunesse, qui s'est largement mobilisée contre le projet de loi autorisant les extraditions vers la Chine. Alertés par les dernières avancées technologiques chinoises, les manifestants ont modifié leur utilisation des outils numériques par rapport aux précédentes vagues de manifestations en 2014. Pour s'organiser, beaucoup d'entre eux ont migré sur Telegram, une application de messagerie qui propose un mode de conversation chiffré et n'ont posté que très peu de messages sur les réseaux sociaux.

Par ailleurs, le président-directeur général de Telegram a signalé sur Twitter une attaque, provenant de Chine, ayant perturbé le service pendant cette période de manifestations. D'autres manifestants ont même privilégié de nouveau les tickets pour les transports et se sont déplacés sans leurs téléphones, craignant d'être pistés par leurs cartes de paiement "Octopus" utilisée pour payer les

transports publics ou par des relais *Wi-Fi*[17]. À noter qu'à ce jour, il n'existe pas de preuve de l'exploitation des données de surveillance de Hong Kong par Pékin, mais le doute, demeure.

L'objectif d'une emprise mondiale

La volonté de l'actuel président chinois Xi Jinping se veut expansionniste, ce qui passe par un fort développement commercial, ainsi que la mise en place d'un certain *leadership* dans le secteur des nouvelles technologies. Cela s'illustre, par exemple, avec le développement de relations entre la société CloudWalk Technology, citée précédemment, et le gouvernement du Zimbabwe, réalisé à l'occasion de la rencontre entre Xi Jinping et le président Emmerson Mnangagwa en 2018[18]. L'objectif est d'exporter la technologie chinoise de reconnaissance faciale et de surveillance généralisée. En juin 2017, un journal d'investigation pakistanais, *Dawn*, révèle le plan adopté par la Chine et le Pakistan[19] pour, entre autres, mettre en place un système de surveillance dans les grandes villes, avec un projet de "*safe cities*", qui fait beaucoup penser aux actions que mène le pouvoir chinois sur son territoire. Comme pour les projets africains, aucun détail ne fuite, notamment sur le traitement et la destination des données, mais l'on peut aisément penser que les autorités chinoises auront un regard sur ces informations, en contrepartie des investissements. Un tel réseau de surveillance ne peut que renforcer le contrôle de Pékin sur ses ressortissants, mais également sur les étrangers.

Ces développements sont d'ailleurs facilités par la mise en place de la nouvelle route de la soie, majoritairement financée par le gouvernement chinois.

Il est à noter que l'opinion internationale reste partagée sur cette idée de contrôle des populations. Certains pays tels que le Royaume-Uni, la France ou l'Allemagne[20] commencent à utiliser, dans une moindre mesure, des composantes de ce système. Les gouvernements ne peuvent que très difficilement mettre en place des systèmes de contrôle sans bafouer les principes de liberté individuelle. D'autre part, une ville comme San Francisco a très récemment interdit l'utilisation de la reconnaissance faciale comme

---

(17) SEIBT, Sébastien, "À Hong Kong, des manifestants craignent la surveillance électronique de Pékin", *France 24*, 13 juin 2019 [en ligne] disponible sur : https://www.france24.com/fr/20190613-hong-kong-manifestation-surveillance-chine-technologie-telegram-octopus

(18) LE BELZIC, Sébastien, "Le *Big Brother* chinois s'installe dans les rues et les foyers africains", *Le Monde Afrique*, 9 juillet 2018 [en ligne] disponible sur : https://www.lemonde.fr/afrique/article/2018/07/09/le-big-brother-chinois-s-installe-dans-les-rues-et-les-foyers-africains_5328467_3212.html

(19) HUSAIN, Khurram, "Exclusive: CPEC master plan revealed". *Dawn*, 21 juin 2017 [en ligne] disponible sur : https://www.dawn.com/news/1333101

(20) SCHAER, Cathrin, "Germany edges toward Chinese-style rating of citizens", *Handelblatt.com*, 17 février 2018 [en ligne] disponible sur : https://www.handelsblatt.com/english/politics/big-data-vs-big-brother-germany-edges-toward-chinese-style-rating-of-citizens/23581140.html?ticket=ST-6108277-OoucALg1tcdvXYE7Tbw1-cas01.example.org

moyen de surveillance[21]. En revanche, tourner le dos à un pays en plein développement tel que la Chine peut porter préjudice à de futures relations politiques et commerciales, qui plus est, dans un contexte de tensions économiques internationales.

Un tel système de surveillance conduit à une absence d'identité propre pour chaque homme et femme du genre humain. Sans qu'il n'y paraisse, sans vouloir déroger à la règle, ces derniers entrent dans un moule régi par une entité unique, voire dictatoriale, afin de bénéficier des maigres avantages qu'une meilleure note peut leur apporter. Chaque individu se retrouve alors dans l'engrenage d'un système dont il ne perçoit pas l'emprise, mais duquel il sera exclu s'il n'agit pas comme on le lui demande. De cette étude, il en ressort deux interrogations. Premièrement, cette approche est-elle l'aube d'une nouvelle forme de régime politique où le numérique régit ce dernier ? Deuxièmement, ne devient-il pas crucial de réaffirmer les valeurs morales que nous avons acquises tout au long de notre histoire face à cette nouvelle faculté pour un État de régir son peuple grâce à ce système tentaculaire offert par le numérique ?

[21] CONGER, Kate, FAUSSET, Richard, KOVALESKI, Serge F., "San Francisco Bans Facial Recognition Use by Police", The New York Times, 14 mai 2019 [en ligne] disponible sur : https://www.nytimes.com/2019/05/14/us/facial-recognition-ban-san-francisco.html

Révolte numérique, des hacktivistes ukrainiens investis d'une mission patriotique

PAR BORIS DAILLY, membre du comité "Cyber"

Avant l'annexion de la Crimée en 2014, s'est développé en Ukraine un engagement politique de *hackers* pro-ukrainiens, se sentant investis d'une mission patriotique à visée politique, voire guerrière. Ce mouvement, contribuant aux efforts des forces armées et des services de sécurité ukrainiens, s'est néanmoins construit comme une force révolutionnaire lors de l'Euromaïdan. La révolte fait ainsi partie de leur ADN. Leur but est de lutter, par leurs propres moyens, contre les opérations de déstabilisation russes dans l'Est de l'Ukraine et de protéger les systèmes informatiques de secteurs stratégiques (énergie, médias, banques, administrations). Ces *hackers* utilisent diverses méthodes (DDoS[22], hameçonnage par email) afin de démontrer l'implication russe dans le conflit du Donbass et récolter des informations stratégiques pour l'armée et les services de sécurité ukrainiens. Ces soldats de l'ombre ne constituent pas une armée structurée, mais sont divisés en plusieurs groupes, temporairement rassemblés afin d'unir leurs forces.

La cyberguerre de la Russie en Ukraine

Le conflit ukrainien, au Donbass et en Crimée a simultanément été le théâtre d'affrontements terrestres et cyber. La Russie est accusée d'avoir, dès le départ, mené des attaques sur les systèmes électoraux afin d'influencer les résultats du référendum de 2014 sur le rattachement de la Crimée à la Fédération de Russie et des élections présidentielles de 2019. Les cyberattaques à l'encontre de l'Ukraine s'inscrivent donc dans une logique de déstabilisation dans le cadre du conflit du Donbass avec des attaques extrêmement coûteuses en termes financiers et la récolte d'informations à haute valeur militaire et politique pour la Russie.

[22] Les DDoS désignent des attaques par déni de service et consistent à empêcher l'utilisation d'un ou plusieurs serveurs ciblés par l'envoi simultané de multiples requêtes.

En 2015 et 2016, des centrales électriques ukrainiennes ont été piratées. Environ 220 000 personnes ont été privées d'électricité, en plein mois de décembre. Le signal était clair, montrer que la Russie était capable d'infliger des dommages matériels, à l'instar du piratage en 2010 de centrifugeuses nucléaires en Iran par le *malware* Stuxnet. L'Ukraine fait de plus l'objet d'attaques informatiques récurrentes dans de nombreux autres secteurs (transports, informations, finance). L'attaque NotPetya[23] en 2017 a été dévastatrice pour l'Ukraine. Quatre hôpitaux, deux aéroports, six entreprises énergétiques et au moins 300 entreprises au total ont été touchés.

La Russie dirige aussi ses attaques informatiques contre les forces armées ukrainiennes. À partir de 2015, des *hackers* du groupe APT28 ou Fancy Bear[24] récupéré, grâce au logiciel malveillant X-Agent, les données (notamment de géolocalisation) de smartphones d'unités d'artillerie ukrainiennes opérant à l'est du pays[25]. Ce type d'attaques vise à saper la confiance des citoyens ou des soldats en leur gouvernement ou en leur chaîne de commandement. La dimension psychologique de ces attaques est extrêmement importante, d'autant plus pour un pays dont les services de sécurité sont relativement peu expérimentés et dotés de faibles moyens. En outre, l'Ukraine continue de constituer un laboratoire pour les Russes dans leurs capacités cyberoffensives. En effet, le pays, ne faisant pas partie de l'Otan, et ses services de sécurité étant moins bien dotés que ceux des pays occidentaux, il est une cible plus facile que les États-Unis. De cette manière, la Russie dévoile avec fracas son potentiel destructeur à ses rivaux.

Un dispositif de cyberdéfense faible au niveau étatique :

En réponse à cette menace constante, le dispositif étatique de défense contre les cyberattaques russes a été renforcé. Le SBU (successeur de la section ukrainienne du KGB) et la police nationale sont les principales entités à avoir développé des capacités de lutte contre les attaques informatiques. Le ministère de la Défense n'a fait qu'envisager la possibilité de créer des unités cyber de réaction[26]. L'ancien secrétaire du conseil de la sécurité nationale et de la défense, Olexandr Turchynov avait mis en place en 2018, sous l'égide du Service

---

(23) NotPetya est un logiciel malveillant prenant l'apparence d'un *ramsomware*, mais ayant en réalité pour objectif de crypter les données de ses cibles afin de les rendre inutilisables.

(24) APT28 et Fancy Bear désignent un même groupe de hackers russes utilisant des logiciels malveillants dont le niveau de sophistication et les cibles choisies suggèrent des liens très étroits avec la direction générale des renseignements de l'état-major des forces armées de la Fédération de Russie, également appelé GRU.

(25) "Use of Fancy Bear android malware in tracking of Ukrainian field artillery units", *CrowdStrike*, 22 December 2016, [en ligne] disponible sur : https://crowdstrike.com/blog/danger-close-fancy-bear-tracking-ukrainian-field-artillery-units/p. 7 [consulté le 25/10/2021].

(26) MILLER, Christopher, "What's Ukraine Doing To Combat Russian Cyberwarfare? 'Not Enough", *Radio Free Europe*, 7 mars 2018, [en ligne] disponible sur : https://www.rferl.org/a/ukraine-struggles-cyberdefense-russia-expands-testing-ground/29085277.html [consulté le 25/10/2021].

des communications spéciales et de la protection de l'information[27], un centre dédié aux menaces cyber. Ce service s'appuie d'une part, sur une collaboration entre l'État et les entreprises des secteurs stratégiques (énergie, secteur bancaire, transports) et d'autre part entre autorités compétentes (Service des communications spéciales et de la protection de l'information, le SBU et la police nationale). Son rôle consiste à créer en amont des mécanismes de détection des logiciels malveillants et des vulnérabilités des serveurs et, en aval, à installer des mécanismes de réaction contre les attaques informatiques.[28]

Cependant, malgré ces progrès et ces investissements, les capacités cyber de l'Ukraine restent bien inférieures à celles de la Russie. Les hacktivistes de l'Ukrainian Cyber Alliance (UCA) ont comblé ces lacunes, notamment en révélant aux administrations centrales ou régionales et aux entreprises énergétiques, des failles dans leur système. Le secteur énergétique demeure peu coopératif avec les *hackers*, probablement en raison de leur statut ambigu et du faible crédit qu'ils accordent à leurs conseils.

Le ministère de la Défense et les services de sécurité, quant à eux, prennent très au sérieux l'UCA et coopèrent plus ou moins ouvertement avec eux. Dans sa stratégie de cybersécurité de 2017, le gouvernement de Petro Poroshenko avait également misé sur les aides internationales (Otan et États-Unis). Les États-Unis jouent effectivement un rôle important dans le renforcement des capacités de cyberdéfense. Dmytro Shymkiv, ancien conseiller de Petro Poroshenko, souhaitait « mettre en place, à Kiev, un centre non gouvernemental de cybersécurité dirigé par les États-Unis constituant une équipe d'intervention informatique d'urgence, tout en se concentrant sur la formation d'experts »[29]. De manière générale, le dispositif national de défense n'est pas encore abouti. Chaque institution continue à investir séparément dans ses capacités défensives.

L'identité des *hackers* pro-ukrainiens

Les hacktivistes pro-ukrainiens sont davantage des révolutionnaires que des mercenaires. Contrairement à certains de leurs homologues russes, ils sont séduits principalement par l'opportunité de servir leur pays et non par appât du gain. Ainsi, en Ukraine, la communauté des hacktivistes est assez restreinte. Tous se connaissent, par des forums ou des conférences. La plupart n'ont débuté leur vie de *hackers* qu'après 2014, ayant choisi de se livrer à un combat

---

(27) Homologue ukrainien de l'Anssi.

(28) Oleksandr Turchynov opened the Cyberthreats Response Center: Today we have made a significant step towards building a national cybersecurity system, National Security and Defense Council of Ukraine, 2 December 2018 [en ligne] disponible sur : https://web.archive.org/web/20200222110736/https://www.rnbo.gov.ua/en/news/2978.html [consulté le 25/10/2021].

(29) MILLER, Christopher, "What's Ukraine Doing To Combat Russian Cyberwarfare? 'Not Enough", Radio Free Europe, 7 mars 2018 [en ligne] disponible sur : https://www.rferl.org/a/ukraine-struggles-cyberdefense-russia-expands-testing-ground/29085277.html [consulté le 25/10/2021].

politique, consécutivement au début des affrontements dans le Donbass et en Crimée. C'est du moins ce que prétend RUH8, originaire de l'est de l'Ukraine[30]. Les *hackers* pro-ukrainiens ne mènent pas le mode de vie fastueux propre aux cybercriminels russes, amassant des sommes exorbitantes. Les Ukrainiens vivent grâce à leur travail, la plupart du temps dans le secteur de la cybersécurité.

Les appellations de ces groupes de *hackers* font également écho aux affrontements entre manifestants et forces de l'ordre en 2014. Le groupe prorusse Cyber Berkut fait par exemple référence à l'unité antiémeute de la police nationale sous la présidence de Ianoukovitch. Les groupes ukrainiens eux davantage référence à la guerre : Ukrainian Cyber Warriors, l'Ukrainian Cyber Alliance (UCA). L'UCA a été créée peu après l'éclatement du conflit dans l'Est du pays en 2014. Elle rassemble quatre groupes distincts (CyberHunta, Falcons Flame, ayant quitté l'alliance le 20 mai dernier, Trinity et RUH8). Ukrainian Cyber Warriors a été créé par Eugène Dokukin, personnage excentrique et quelque peu paranoïaque vis-à-vis des services de renseignement russes et menant surtout des actions de petite ampleur avec des moyens peu sophistiqués (surveillance de caméras publiques en Crimée et dans le Donbass, géolocalisation de soldats et véhicules au moyen de Google Earth, fermeture de sites séparatistes par des DDoS). Son équipe de volontaires, recrutés en partie par Facebook, a vu ses effectifs diminuer depuis 2016[31].

En outre, des partis politiques (Svoboda) et mouvements d'extrême droite *(right sektor)* ont pleinement participé aux manifestations à Kiev contre les forces de l'ordre fidèles à Viktor Ianoukovitch. Cependant, même si leurs actions concordent parfois avec celles des mouvements de volontaires ukrainiens, ces derniers ne contrôlent pas les *hackers* et réciproquement. Les hacktivistes pro-ukrainiens ne sont pas nécessairement directement liés à ces mouvements, mais des sites d'information tels qu'Informnapalms[32] ou Myrotvorets, notoirement nationalistes, publient certaines de leurs données (principalement celles récupérées par RUH8ou Cyber Hunta). Ainsi une affaire avait légèrement entaché la légitimité des membres de l'UCA, principalement aux yeux de la presse étrangère. Il s'agissait de la publication, sur le site Myrotvorets, de coordonnées de 4508 journalistes ukrainiens et étrangers couvrant le conflit du Donbass, au motif qu'ils servaient la propagande prorusse[33]. Les liens entre

---

(30) MILLER, Christopher, "Inside The Ukrainian 'Hacktivist' Network Cyberbattling The Kremlin", *Radio Free Europe*, 20 novembre 2016 [en ligne] disponible sur : https:/www.rferl.org/a/ukraine-hacktivist-network-cyberwar-on-kremlin/28091216.html [consulté le 25/10/2021].

(31) "Ukraine's cyber security enthusiast counteracts Russia's warfare in cyberspace", *EMPR.media*, Août 2016 [en ligne] disponible sur : https://empr.media/opinion/interviews/ukraines-cyber-security-enthusiast-counteracts-russias-warfare-cyber-space/ [consulté le 25/10/2021].

(32) InformNapalm, créé en 2014, dirigée par Roman Burko, un natif de Crimée, personnellement touché par l'annexion, se désigne comme une communauté internationale de volontaires animés par le désir de dévoiler au grand jour les secrets derrière la guerre hybride menée par la Russie : http://informnapalm.rocks/

(33) RFE/RL's Ukrainian Service, "Ukrainian Official Resigns, Citing 'Attacks on Journalists'" 3 août 2016, [en ligne] disponible sur : https://www.rferl.org/a/ukraine-deputy-minister-popova-resigns-media-freedom/27898439.html [consulté le 25/10/2021].

l'UCA et ces médias ne sont pas établis, mais l'accusation de transfert de ces données n'a pas non plus été démentie par les hacktivistes.

S'agissant des Russes, leur identité est moins claire, moins assumée. Certains groupes comme APT28 et APT29 auraient des liens très étroits avec le GRU et le FSB ou Service fédéral de sécurité de la fédération de Russie[34]. Selon Konstantin Korsun[35], ancien agent du SBU pendant l'ère Ianoukovitch, les agents du renseignement russe ciblent de manière réfléchie leurs exécutants par des forums de *hackers*, chacun s'occupant d'une tâche particulière (création de *malware*, financement de l'opération et, etc.) Le FSB resterait donc maître du processus de A à Z.

La relation complexe entre hacktivistes, gouvernement ukrainien et forces armées

Les attaques informatiques ne sont pas directement revendiquées par leur auteur ou leur commanditaire : en effet, l'une des principales caractéristiques des attaques cybernétiques est la quasi-impossibilité de remonter jusqu'à l'agresseur, « qui masque généralement ses traces en ayant recours à divers proxies, c'est-à-dire des serveurs intermédiaires entre lui et sa cible »[36]. Ainsi, la Russie a été désignée à plusieurs reprises comme commanditaire de cyberattaques (plus d'une trentaine depuis 2014) par les services de renseignements occidentaux sans que le lien avec les *hackers* n'ait été établi. Chez les Ukrainiens, la coopération est moins dissimulée, voire assumée. D'après Yevhen Yakovenko, responsable du département cyber du SBU, ce service de renseignement est prêt à collaborer « avec toute personne souhaitant aider les forces de l'ordre et neutraliser les cybercriminels »[37], tout en réfutant toute implication dans des attaques informatiques contre des gouvernements étrangers.

À cet égard, Yevhen Yakovenko révèle qu'un partenariat « pas très clair d'un point de vue juridique » a été noué avec l'UCA et ajoute : « on fait le maximum pour établir des mécanismes ». D'après RUH8, l'UCA transmet de façon informelle des informations tactiques ou stratégiques à l'armée et aux services de sécurité qui, à leur tour, creusent les pistes et entament des procédures juridiques officielles. Le groupe a mené des actions très fructueuses pour les forces armées et services de renseignement ukrainiens. Leur plus grande réussite demeure jusqu'alors le piratage, en 2016, de la boîte *mail* de Vladislav Surkov[38], conseiller

---

(34) BAEZNER, Marie, "Cyber and Information warfare in the Ukrainian conflict", Center for Security Studies, ETH Zürich, octobre 2018, p.14.

(35) HUVER, Étienne, SEGER, Felix réal. *Les nouveaux mercenaires russes*, *ARTE France*, Slug News, 2018, 59 min 33 s [en ligne] disponible.

(36) LIMONIER, Kévin, GÉRARD, Colin, *Guerre hybride russe dans le cyberespace*, Hérodote, 2017/3 N°166-167, p.6-7.

(37) *Les nouveaux mercenaires russes, op. cit.*

(38) BAEZNER, Marie, *op. cit.*, p.8.

politique du président Vladimir Poutine, révélant des échanges électroniques avec des séparatistes ukrainiens prorusses, notamment Denis Pushilin, actuel président de la république autoproclamée de Donetsk. Étaient également mentionnée une stratégie de déstabilisation politique de Kharkiv, ville du Nord-Est et un plan de fédéralisation de l'Ukraine destiné à fragiliser Kiev.[39]

Selon la *BBC*[40], la présence, dans les mails diffusés, de données relatives au routeur, laissent peu de place au doute quant à l'authenticité des communications interceptées. Une partie des documents n'a pas été publiée en tant que sources ouvertes, probablement en raison de leur valeur stratégique pour l'armée ukrainienne. RUH8 estime que l'UCA effectue des missions relevant du renseignement militaire et n'est donc pas en mesure de tout révéler aux médias. Le ministère de la Défense du pays reste silencieux à ce sujet et n'a pas souhaité répondre aux journalistes d'*Arte* sur les liens du ministère avec les *hackers* proukrainiens[41].

Depuis 2016, les offensives de ces hacktivistes se font plus rares, et ne sont plus relayées par les médias occidentaux, notamment en raison d'une moindre intensité des combats dans le Donbass. Les militants comptent donc sur leur proximité avec des sites d'information tels qu'Informnapalms, qui relatait, en décembre dernier, le piratage par l'UCA du site du ministère russe de la Défense (concernant des fiches de paie de soldats russes identifiés dans le Donbass). Par ailleurs, l'alliance aurait piraté des centrales électriques russes sans en exploiter les données extraites, afin de ne pas s'en prendre à des civils[42]. Ainsi, même dans le contexte actuel de désescalade du conflit du Donbass, toute vulnérabilité de la part d'entreprises ou d'institutions russes pourrait être exploitée par ces combattants de l'ombre.

Enfin, de manière générale, en dépit de leur proximité avec les autorités, les hacktivistes ukrainiens considèrent qu'ils travaillent avant tout pour eux-mêmes, leur pays et leur liberté.

Eugene Dokukin estime que le gouvernement ukrainien ne finance pas assez la cyberguerre et que le fardeau repose sur les épaules de ces combattants qui comme lui consacrent leur temps gratuitement à cette cause. Il ajoute que les autorités ukrainiennes n'ont jamais remercié son collectif pour tous les efforts fournis[43]. RUH8 soutient quant à lui qu'un réseau de *hackers* librement

---

(39) MILLER, Christopher, "Hackers Release More E-Mails They Say Tie Putin Aide To Ukraine Crisis", *Radio Free Europe*, 3 novembre 2016 [en ligne] disponible sur : https://www.rferl.org/a/hackers-russia-ukraine-surkov-emails/28092794.html [consulté le 25/10/2021].

(40) BURRIDGE, Tom "Ukraine hackers claim huge Kremlin email breach", *BBC*, 3 novembre 2016, [en ligne] disponible sur : https://wwwbbc.com/news/world-europe/37857658 [consulté le 25/10/2021]

(41) *Les nouveaux mercenaires russes, op. cit.*

(42) *Ibid.*

(43) "Ukraine's cyber security enthusiast counteracts Russia's warfare in cyberspace", *EMPR*.media, Août 2016 [en ligne] disponible sur : https://empr.media/opinion/interviews/ukraines-cyber-security-enthusiast-counteracts-russias-warfare-cyber-space/ [consulté le 25/10/2021].

connectés les uns aux autres est plus efficace qu'une unité centrale de cybersécurité. On remarque une rhétorique assez similaire chez les volontaires pro-ukrainiens partis combattre au Donbass, se considérant à bien des égards comme plus efficaces que les forces armées régulières. Certaines personnalités politiques telles qu'Olexandr Turchynov semblaient au contraire penser qu'une unité centrale serait plus efficace qu'une lutte désorganisée.

Pour conclure, en dépit de ressources bien inférieures à celles du camp adverse, les hacktivistes proukrainiens ont constitué un contrepoids efficace à la puissance de frappe de la Russie. En piratant des serveurs russes et du Donbass, ils ont montré que l'Ukraine était capable de riposter contre la propagande prorusse en se lançant eux-mêmes dans la guerre de l'information. Ils restent toutefois impuissants face à des attaques telles que NotPetya, nécessitant l'intervention de puissances étrangères. Par ailleurs, il est difficile de prédire si le nouveau président élu maintiendra le même partenariat informel propre à l'ère Poroshenko ou cherchera, dans une perspective de désescalade des tensions militaires, des proxies moins patriotiques et plus contrôlables. Ainsi, si les hacktivistes de l'UCA ont jusqu'alors opéré avec l'accord tacite du gouvernement ukrainien, ils pourraient, d'après leurs convictions, mener leur combat sans soutien politique, particulièrement s'ils estimaient que trop de concessions étaient obtenues par Moscou.

D'un mouvement contestataire aux prémices d'une révolte : approche pluridisciplinaire de la crise vénézuélienne

PAR MARINA DE CASTRO, attachée au délégué régional "Auvergne-Rhône-Alpes"
ET THOMAS SALANOVA, membre de cette délégation

Le Venezuela possède parmi les plus importantes réserves de pétrole du monde. Pourtant, ce pays a perdu 35 % de son produit intérieur brut fin 2017. L'année suivante, il a connu une inflation de 6 534 %[44]. La pauvreté qui concernait 45 % des Vénézuéliens touche aujourd'hui 81,8 % de la population. En outre, le nombre d'homicides a considérablement augmenté ces dernières années, jusqu'à devenir le plus élevé au monde en 2016 avec 28 479 meurtres soit 4,55 fois plus qu'en 1998[45]. Ces constats sur l'économie et la société vénézuélienne coïncident avec la révolution bolivarienne qui a eu lieu tenue de 1999 à 2017.

Dans cet article, les auteurs proposent d'apporter un éclairage sur la situation vénézuélienne. Nous nous concentrerons sur la révolte naissante d'une partie de la population en nous appuyant sur une revue de littérature issue de diverses disciplines. Cette mise en lumière portera sur deux principaux niveaux d'analyse : un premier éclairage géopolitique sur la conjoncture actuelle du Venezuela, puis un second qui abordera davantage les aspects psychosociologiques concourant aux prémices d'une révolte.

---

(44) International monetary fund [en ligne] disponible sur : https://www.imf.org/external/datamapper/profile/VEN/WEO

(45) PUENTE, José Manuel, "Histoire d'un désastre économique et social" traduit de l'espagnol par Juliette SIMONT, *Les temps modernes* 2018/1 n° 697, p. 197-209.

La contestation sociopolitique incarnée par la révolte du 30 avril 2019

L'année 2019 incarne la dégradation de la situation sociale, politique et sécuritaire du Venezuela. En effet, début janvier, la réélection du président Nicolas Maduro est sérieusement critiquée et contestée par certaines institutions démocratiques qui refusent de la reconnaître[46]. Dès lors, le mécontentement de toute une frange de la population n'a cessé de croître. La déliquescence de la démocratie et des instances représentatives s'est aggravée, détériorant de fait les conditions de vie des Vénézuéliens pris entre une tragédie économique qui les condamne à la pauvreté et un gouvernement de plus en plus autoritaire. La crise s'est aggravée au cours de cette année, jusqu'à atteindre son paroxysme en avril dernier.

Les acteurs de la révolte

Le 30 avril 2019, le président de l'Assemblée Juan Guaido et le dirigeant du parti "Volonté populaire" Leopoldo Lopez ont lancé, sur les réseaux sociaux, un appel à la révolte contre le gouvernement en place[47]. Un soulèvement populaire, de moindre ampleur qu'espéré par ses instigateurs, a été appuyé par une petite faction des forces armées régulières.

Leopoldo Eduardo Lopez Mendoza est un homme politique et économiste, *leader* de l'opposition contre le gouvernement de Maduro. Détenu 5 ans au sein d'une prison militaire, il avait été condamné à 14 ans d'emprisonnement en raison de divers délits liés à ses activités politiques. Depuis 2017, il purgeait sa peine à son domicile, sous contrôle judiciaire. Leopoldo Lopez a récemment été libéré par Juan Guaido, président autoproclamé par intérim de la République fédérale du Venezuela et président de l'Assemblée nationale vénézuélienne. Par le biais de divers canaux numériques, tous deux ont appelé le peuple vénézuélien à se révolter contre le gouvernement de Nicolas Maduro. C'est ainsi qu'est née l'Opération liberté, un appel à la révolte du peuple contre le pouvoir en place.

L'Opération liberté

Dans cette vidéo[48] diffusée sur Twitter, Guaido appelait le peuple à se soulever pour protester contre l'usurpation du pouvoir par Nicolas Maduro. Répondant à cet appel, des milliers de personnes ont manifesté dans les rues vénézuéliennes engendrant violences, heurts et accrochages, particulièrement dans l'État de Zulia proche de la Colombie[49]. Des manifestants de l'opposition sont alors

---

(46) SCHÜLER, Stéfanie, "Un deuxième mandat contesté de toutes parts". RFI, 10/01/2019 [en ligne] disponible sur : http://www.rfi.fr/ameriques/20190110-venezuela-maduro-electionreaction-communaute-internationale-opposition

(47) Compte Twitter de Juan GUAIDO, 30/04/2019 [en ligne] disponible sur : https://twitter.com/jguaido/status/1123161692219686912

(48) *Ibid.*

(49) MONTOYA Angélique, "Quatre questions sur l'opération liberté", www.lemonde.fr, le 01/05/2019, https://www.lemonde.fr/international/article/2019/05/01/quatre-questions-sur-l-operation-liberte-de-juan-guaido-au-venezuela_5457139_3210.html

heurtés aux forces loyalistes près de l'échangeur autoroutier de Caracas, face à la base militaire La Carlota. Plusieurs dizaines de soldats se sont ralliés au mouvement contestataire bien que le commandant de la base, le général Padrino Lopez, ait informé que le calme demeurait dans la caserne La Carlota et que les désertions restaient marginales. Cet événement est rapidement passé d'un phénomène national à une préoccupation internationale.

En effet, quelques heures seulement après l'appel à manifester lancé par Juan Guaido, le président colombien a apporté son soutien au mouvement de révolte. De nombreux pays d'Amérique du Sud tels que le Brésil, le Costa Rica ou encore l'Équateur ainsi que des pays européens comme l'Allemagne, la France et le Royaume-Uni ont soutenu l'appel de Juan Guaido. Les États-Unis ont également soutenu l'opposition à Nicolas Maduro en conseillant à leurs alliés d'accepter l'alternative proposée par Guaido, propos qui ont été considérés comme une forme d'ingérence dangereuse par les autorités russes.

Si ce soulèvement révolutionnaire a été suivi dans les 23 États de la République vénézuélienne, il semblerait que l'effet escompté n'ait pas été atteint[50]. Si Juan Guaido entendait renverser le pouvoir madurien, il n'a pas reçu le soutien des militaires. Seule une poignée éparse de soldats s'est ralliée à sa cause. Les troupes sont restées fidèles et loyales au pouvoir, même face aux échauffourées de la base de La Carlota[51].

La révolte vénézuélienne, catalyseur d'influences étrangères

Suscitant l'intérêt de puissances mondiales, ce soulèvement laisse suggérer que la situation vénézuélienne devient un carrefour d'influences régionales et internationales.

Des influences en faveur d'une alternative politique

Plus de 60 États, dont la France et les États-Unis, ont reconnu Juan Guaido comme président de la République fédérale du Venezuela. En janvier dernier, Donald Trump a rompu les relations économiques et diplomatiques avec le Venezuela, tout en soutenant l'opposition à Maduro[52]. Au nom de la démocratie, le secrétaire d'État américain Mike Pompeo[53] n'excluait pas une intervention militaire sur le sol

---

[50] "Pourquoi l'opération liberté de Guaido a échoué", *Courrier international*, 03/05/2019 [en ligne] disponible sur : https://www.courrierinternational.com/article/crise-politique-venezuela-pourquoi-loperation-liberte-de-juan-guaido-echoue

[51] SINGE, Florantonia, CASTRO, Maolis, "Queremos seguir en la calle para luchar por la democracia", *El País*, 01/05/2019 [en ligne] disponible sur :C:\Users\ndemoulin\Documents\ https://elpais.com/internacional/2019/04/30/america/1556650311_657801.html

[52] Compte Twitter de Donald TRUMP, 30/04/2019 [en ligne] disponible sur : Compte Twitter de Donald TRUMP, le 30/04/2019.

[53] Compte Twitter de Mike POMPEO, 30/04/2019 [en ligne] disponible sur : Compte Twitter de Mike POMPEO, le 30/04/2019.

vénézuélien si la crise ne s'endiguait pas[54]. Ces déclarations ont ouvert la voie à une coopération sans précédent entre le gouvernement de Trump et Juan Guaido. Si la promotion de principes démocratiques était au cœur de ces déclarations, la sous-jacence d'intérêts d'ordre économique semblait également prévaloir. En effet, le Venezuela dispose notamment des réserves de pétrole les plus importantes du monde. La contestation des élections présidentielles ayant eu lieu au cours de l'année 2018, la détérioration du parc industriel vénézuélien et les pannes électriques à répétition sont autant d'éléments factuels qui pourraient expliquer ce soudain regain d'attention des Américains pour le Venezuela. Ces derniers sont en passe de devenir exportateurs nets d'énergie en 2020. Toutefois, le pétrole vénézuélien ne semble pas être la seule raison qui expliquerait leur vif intérêt vis-à-vis du Venezuela. Aire d'influence historique des États-Unis, l'Amérique du Sud est devenue une zone à reconquérir pour Donald Trump.

L'Union européenne, quant à elle, reste fidèle à ses positions. Bien que la majorité des dirigeants ait officiellement reconnu Juan Guaido comme président, sa posture reste tournée vers la recherche d'une solution politique pacifique à travers la conduite d'élections démocratiques. Cette prudence pourrait s'expliquer par la divergence des points de vue présents au sein même de l'Union européenne. Le dilemme se pose sur la reconnaissance de la légitimité de Guaido, alors que Nicolas Maduro reste au pouvoir et conserve son autorité politique sur la plupart des institutions vénézuéliennes.

Des influences loyales au gouvernement

D'autres pays tels que la Russie ou la Chine mettent en exergue un soutien indéfectible au président Maduro. Faisant ainsi du Venezuela leur grand allié, ils sont toutefois conscients que si le régime venait à tomber, ils perdraient tous leurs intérêts dans le pays. À titre d'exemple, lorsque les États-Unis ont décrété un embargo sur le pétrole, les Russes sont devenus les seconds créanciers du régime derrière l'Inde. Quant à la Russie, elle est le premier fournisseur d'armes du pays tout en ayant lourdement investi dans le secteur pétrolier vénézuélien. Ces engagements tendent à expliquer le soutien inébranlable de la Russie au gouvernement de Nicolas Maduro et les initiatives menées pour contenir la ferveur populaire en opposition à ce dernier[55]. Nous pouvons ainsi citer l'atterrissage le 28 mars 2019 à l'aéroport de Caracas de deux avions militaires russes transportant une centaine de soldats. Bien que leur arrivée fût officiellement annoncée comme une manœuvre en lien avec la coopération bilatérale existante entre le Venezuela et la Russie, ces militaires ont été employés à des missions de sécurisation de sites stratégiques tels que les centrales

---

(54) Compte Twitter de Donald TRUMP, 30/04/2019 [en ligne] disponible sur : https://twitter.com/realdonaldtrump/status/1123333506346749952

(55) BERMUDEZ Angel, "Crisis en Venezuela: qué papel tiene la poderosa corporación rusa de defensa Rostec", *BBC*, 06/06/2019 [en ligne] disponible sur : https://www.bbc.com/mundo/noticias-america-latina-48522498

électriques en prévention d'éventuels sabotages[56]. L'actuel président n'a eu de cesse d'évoquer le soutien de la Chine et de la Russie dans son opiniâtre lutte contre les États-Unis. Par ailleurs, l'appui russe a été une thématique capitale de la campagne de Maduro pour défendre son pays contre toute invasion étrangère. S'agissant de la Chine, l'aide humanitaire octroyée par Xi Jinping, particulièrement médicale et médicamenteuse, consolide de jour en jour les relations de solidarité et d'amitié qui unissent Caracas à Pékin.

Éclairage psychosociologique sur les prémices d'une révolte

Au-delà des aspects factuels que sont les dimensions économique, géopolitique ou encore sociale, la révolte d'un peuple peut également s'expliquer par des dimensions psychologiques.

Les mouvements de révolte expliqués par la psychologie sociale ou théorie de la privation relative

Durant les cinquante dernières années, de nombreux auteurs en sciences sociales ont mis en évidence, notamment par le biais de la théorie de la privation relative, que la paupérisation d'un peuple n'était pas une dimension suffisante dans l'explication de la révolte de celui-ci[57]. Ce faisant, les psychologues ont mis à mal la vision marxiste de la révolte. Pour Marx, cette dernière est avant tout le résultat d'un désespoir engendré par la dégradation des conditions d'existence[58]. En outre, elle serait liée à des ressentiments envers ceux qui détiennent le pouvoir. L'idéologie entendue comme étant les moyens et les buts de la lutte est une notion de première importance dans la conception marxiste de la révolte[59].

En introduisant la théorie de la privation relative, les psychologues ont apporté un éclairage différent et complémentaire aux causes de la révolte. Celle-ci dépendrait davantage du décalage perçu entre le niveau de vie d'un individu et celui qu'il serait en droit d'attendre, notamment au regard des conditions d'autres individus ou groupes d'individus avec lesquels la comparaison semble pertinente.

---

(56) MOUKHINE, Vladimir, "Les militaires russes au Venezuela parviendront-ils à défendre le régime de Maduro", *Courrier International*, 03/04/2019 [en ligne] disponible sur : https://www.courrierinternational.com/article/vu-de-russie-les-militaires-russes-au-venezuela-parviendront-ils-defendre-le-regime-maduro

(57) GUIMOND Serge, "Les racines de la révolte", *Sciences Humaines*, n°114, 2003, p25.

(58) VIPARELLI, Irène, "Crises, révoltes et occasion révolutionnaire chez Marx et Lénine", *Actuel Marx*, 2010/1, n°47, p27-42 [en ligne] disponible sur : https://www.cairn.info/revue-actuel-marx-2010-1-page-27.htm

(59) *Ibid.*

La théorie de la privation relative est fortement liée à celle de la comparaison sociale[60]. Un des principaux apports de la théorie de la comparaison sociale est d'expliquer qu'en l'absence de critère objectif pour évaluer ses opinions ou ses aptitudes, un individu se comparera aux autres individus. Se basant sur les travaux de Leon Festinger psychologue américain[61], la théorie de la privation relative met en exergue le fait que les individus insatisfaits de leur situation ne le sont pas seulement au regard des éléments objectifs composant leur situation, mais également, voire davantage, par la comparaison avec des individus ou des groupes sociaux significatifs[62].

L'émergence du sentiment de privation relative est liée à l'impression qu'un individu ou un groupe social a d'être privés d'un objet ou d'un statut, alors qu'il pense, de façon légitime ou non, qu'il est en capacité d'obtenir et que d'autres individus ou groupes le détiennent déjà. En outre, Robert Folger, David Rosenfield, Karen Rheaume et Chris Martin (1983)[63] montrent que cette insatisfaction et le sentiment d'injustice qui l'accompagne sont accrus si les individus réalisent que des événements différents de ceux qu'ils ont connus auraient conduit à une amélioration de leurs conditions de vie. Enfin, la volonté de changement des individus est d'autant plus active que leur situation s'est déjà améliorée ou qu'ils perçoivent que le changement est possible[64].

La littérature sur le sentiment de privation relative montre qu'il existe deux types de comparaison amenant à un tel sentiment : une comparaison interpersonnelle et une comparaison intergroupe[65]. En fonction du type retenu, les conséquences au niveau de l'action seront différentes. En effet, la première comparaison conduit à adopter un comportement de mobilité sociale amenant à essayer de changer sa situation personnelle alors que la seconde amène à recourir à des stratégies de changement social telles que l'engagement politique ou associatif, le militantisme ou encore la participation à des actions de protestation. Ces stratégies promeuvent le collectif plutôt que l'individu.

La théorie de la privation relative apporte donc un éclairage sur les conséquences des comparaisons sociales défavorables des individus.

Leurs sentiments deviennent alors des éléments moteurs dans les processus de changement des attitudes et des comportements, comme nous pouvons le constater lors de révoltes. Ces éléments peuvent aider à comprendre pourquoi des mouvements de révolte semblent voir le jour au Venezuela.

---

(60) FESTINGER Leon (1954), "A theory of social comparison processes", *Human Relations*. 7 (2): 117-140.

(61) *Ibid.*

(62) Avec lesquels la comparaison est pertinente, fait sens.

(63) FOLGER, Robert, ROSENFIELD David, RHEAUME Karen, MARTIN Chris, "Relative deprivation and referent cognitions", *Journal of Experimental Social Psychology*, 19(2), 172-184.

(64) WALKER, I., & SMITH, H. (Eds.). (2002). *Relative deprivation: Specification, development and integration*. New York, NY: Cambridge University Press.

(65) VERLHIAC, Jean-François, *op. cit.*

En effet, dans les années 1970, le pays a connu des heures prospères durant lesquelles les dépenses publiques étaient élevées et peuvent, aujourd'hui, être remises en cause. En effet, Hugo Chavez entendait créer un État-providence, jusqu'alors inexistant. D'importants moyens ont été alloués à des programmes sociaux au détriment de programmes de développement industriel ou de recherche et d'innovation. Ce mouvement massif de nationalisation a notamment fait fuir de nombreux investisseurs étrangers[66].

La production chutant de manière vertigineuse, la compagnie nationale d'exploitation du pétrole a perdu la plupart de ses cadres dirigeants et une grande part de ses recettes pétrolières. La déliquescence de l'infrastructure industrielle et pétrolière du Venezuela est aujourd'hui telle que le pays est contraint, par manque de stabilité électrique, à importer ses hydrocarbures du Nigéria. Cela témoigne de la crise traversée par le 11e exportateur mondial de pétrole.

Comment expliquer les révoltes naissantes au Venezuela par le prisme de la théorie de la privation relative ?

D'après le Fonds monétaire international (FMI)[67], le Venezuela a connu la croissance la plus faible d'Amérique latine entre 1999 et 2006. Pour José Manuel Puente[68], cela serait dû à une « politique économique erratique » ainsi qu'à « l'intensification du modèle de la rente pétrolière qui, liés à l'absence de discipline fiscale et monétaire, ont créé un environnement économique extrêmement défavorable, caractérisé par la détérioration de l'appareil productif national, une inflation élevée et durable, une forte pénurie de biens et de services, un endettement toujours croissant et la réduction des investissements étrangers dans le pays ».[69]

Toujours selon les estimations du FMI, le pays a connu la plus faible croissance économique des pays membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), tout en subissant l'inflation la plus forte au monde. Toutefois, pour José Manuel Puente, la crise économique que traverse le Venezuela ne peut pas avoir comme seule origine la chute du prix du baril de pétrole. Afin de soutenir cette hypothèse, l'auteur souligne le fait que la crise a commencé avant la baisse du prix du baril et que malgré cette chute, aucune autre économie pétrolière n'a souffert des "déséquilibres macroéconomiques" que le Venezuela a connus : « contraction économique aiguë, inflation forte et durable, pénurie systématique de produits de base ».[70]

---

[66] WATTEZ Éric, "L'Algérie et le Venezuela sont victimes de la malédiction du pétrole", www.capital.fr, le 03/06/2019, https://www.capital.fr/economie-politique/lalgerie-et-le-venezuela-sont-victimes-de-la-malediction-du-petrole-1340533

[67] World Economic Outlook Databases.

[68] PUENTE, José Manuel, "Histoire d'un désastre économique et social", *Les temps modernes*, 2018, n°697, p 197-209 [en ligne] disponible sur : https://www.cairn.info/revue-les-temps-modernes-2018-1-page-197.htm

[69] *Ibid.*, p. 201.

[70] *Id.*, p. 202.

En outre, entre 2004 et 2017, le Venezuela est le pays membre de l'Opep qui a su le moins tirer profit, à l'exception de la Libye, « de l'essor le plus intense et le plus durable des prix du pétrole qui se produisit dans l'histoire »[71]. Pour l'auteur, il ne fait nul doute que ce constat ne peut être qu'attribué à une mauvaise gestion du gouvernement durant une conjoncture pourtant très favorable.

Compte tenu de ces quelques éléments, il est aisé d'imaginer comment les événements passés ont pu engendrer chez les Vénézuéliens un sentiment de privation relative. En effet, la comparaison groupale avec les populations voisines ou membres de l'Opep, qui ont mieux su gérer la crise[72], a pu faire naître un profond sentiment d'injustice. De plus, cette situation économique peut être directement imputée au gouvernement, dont les mauvais choix du point de vue de la population ont exacerbé les sentiments négatifs et ont créé de fortes tensions.

Ainsi, la théorie de la privation relative permet d'identifier l'une des sources du mécontentement des Vénézuéliens : leurs conditions de vie exécrables les conduisent aujourd'hui à se révolter en s'appuyant sur les comparaisons réalisées avec d'autres groupes significatifs, notamment les pays d'Amérique latine et membres de l'Opep. Si ce soulèvement populaire a pu revêtir des airs de coup d'État, sans le soutien de l'armée, il s'apparente davantage à une révolte du peuple au nom de la démocratie. En dépit des nombreux intérêts étrangers présents dans la région et de l'ampleur de la couverture médiatique locale dont cette révolte a bénéficié, la lutte d'influence qui a opposé les figures politiques vénézuéliennes sur les réseaux sociaux n'a pas semblé attirer particulièrement l'attention de la communauté internationale. Toutefois, l'actualité récente des soulèvements populaires et citoyennes ayant lieu au Chili et en Bolivie, pose la question de la théorie de la privation relative à travers un prisme régional plus étendu.

---

(71) *Id.*

(72) L'idée que les États aient plus ou moins bien géré la crise peut être, ici, discutée. Toutefois, notons que le concept de privation relative utilisé dans cet article et plus généralement en psychologie est moins la "réalité objective" que l'idée que les gens (ici les Vénézuéliens) se font de leur situation.

L'adaptation des entreprises aux contestations citoyennes dans le cadre de la lutte contre le changement climatique

PAR MELVIN POYET ET KEVIN ARNAUD,
membres du comité "Risques et Intelligence économique"

Le 1er juin 2017, les États-Unis, sous la présidence de Donald Trump, se retirent de l'Accord de Paris pour le climat issu de la COP21. Signé le 12 décembre 2015 par 196 pays et mis en application le 4 novembre 2016, cet accord engage les signataires à maintenir le réchauffement climatique sous la barre des 2°C[73]. En réaction au retrait des États-Unis, le président Emmanuel Macron rétorque par la mise en place du programme *« Make our planet great again »*. Celui-ci a pour objectif d'attirer en France les chercheurs américains qui souhaitent développer leur travail sur l'environnement. Une enveloppe de 30 millions d'euros, réévaluée par la suite à 60 millions d'euros, a été mise en place à cet effet. Depuis, le rapport du groupement d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec) publié en 2018[74] a explicité les conséquences d'une augmentation des températures de 1,5 °C à l'échelle mondiale : catastrophes naturelles plus fréquentes, accélération des vagues de chaleur et de froid, disparition de nombreuses espèces, réduction de l'eau douce et montée du niveau des mers… Des conséquences dramatiques pour notre environnement.

Sensibilisés par ces rapports, ces conférences, ces actions engagées par les gouvernements et leur propre expérience, une part grandissante de la population participe à des actions militantes ces dernières années. Ces actions parfois radicales contraignent de temps à autre le monde économique à modifier ses façons de faire. Comment les entreprises s'adaptent-elles à ces révoltes et contestations citoyennes ?

---

[73] Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères [en ligne] disponible sur : https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/climat-et-environnement/la-conference-de-paris-ou-cop21/

[74] "Global warming of 1.5", IPCC, 2018 [en ligne] disponible sur : https://www.ipcc.ch/sr15/

État des différents types de contestations

Le 19 septembre 2010, des activistes de Greenpeace naviguent jusqu'à une plateforme pétrolière russe afin d'afficher une banderole dénonçant les opérations de forage au sein de l'Arctique. Les trente militants sont arrêtés par les forces de l'ordre du pays[75]. En 2018, la ZAD de Notre-Dame-des-Landes, où différents mouvements contestataires se sont succédés depuis le lancement en 1960 du projet de construction d'un aéroport, est évacuée et le projet abandonné[76]. Le 19 avril 2019, une centaine de militants écologistes bloquent l'entrée de quatre tours au quartier de La Défense[77]. Le 14 mai 2019, trois activistes de Greenpeace avec des pancartes contre le charbon sont appréhendés après s'être accrochés au Harbour Bridge, à Sydney, en Australie[78].

Bénéficiant d'une médiatisation de plus en plus importante et d'une organisation facilitée grâce aux réseaux sociaux, les ONG mobilisent toujours plus d'adhérents. Ainsi, Greenpeace ne réunit pas moins de 215 000 adhérents en France et plus de 3 millions dans le monde. Par ordre de comparaison, en France, Greenpeace ne comptait que 69 000 adhérents[79] au cours de l'année 2003. Cette augmentation permet à ces acteurs de s'étendre et de financer des campagnes plus ambitieuses.

Aujourd'hui, ces révoltes contestataires évoluent. Dans les années 2000 à 2010, les actions "coup de poing" proviennent principalement des ONG. Celles-ci mènent des actions dangereuses, à la limite de la légalité, le plus souvent dans le but d'interpeller l'opinion. Ces ONG se tournent également vers le contre-lobbying, intensif, afin de faire pression auprès des entreprises et des institutions[80].

---

(75) WALSH, Jonathan, "Les actions coup de poing de Greenpeace", *France 24*, 13 Octobre 2013, [en ligne] disponible sur : https://www.france24.com/fr/20131023-greenpeace-ong-action-russie-mer-piraterie ; https:// www.lemonde.fr/planete/article/2019/10/08/qui-est-extinction-rebellion-le-mouvement-qui- bloque-des-places-et-des-ponts-dans-le-monde_6014616_3244.html

(76) https://www.lemonde.fr/planete/article/2016/02/18/notre-dame-des-landes-petite-histoire-de-la-plus-vieille-lutte-de-france_4868063_3244.html

(77) *France Info* [en ligne] disponible sur : https://www.francetvino.fr/meteo/climat/climat-2-000-militants-ecologistes-bloquent-l-entree- des-sieges-de-total-de-la-societe-generale-et-d-edf-a-la-defense_3405825.html ; https://www. lemonde.fr/planete/article/2019/10/08/qui-est-extinction-rebellion-le-mouvement-qui-bloque- des-places-et-des-ponts-dans-le-monde_6014616_3244.html

(78) https://www.connaissancedesenergies.org/la-situation-energetique-de-laustralie-en-3-grandes-donnees-180226

(79) https://fr.statista.com/statistiques/603948/nombre-adherents-actifs-donateurs-association-greenpeace-france/

(80) BERNY, Nathalie "Le lobbying des ONG internationales d'environnement à Bruxelles. Les ressources de réseau et d'information, conditions et facteurs de changement de l'action collective", *Revue française de science politique*, 2008/1 (Vol. 58), p. 97-121 [en ligne] disponible sur : https:// .www.cairn.info/revue-francaise-de-science-politique-2008-1-page-97.html

Aujourd'hui, la cause environnementale n'est plus cantonnée aux activistes. Les citoyens sont dorénavant au cœur de la révolte pour le climat. On a pu notamment le constater avec la "Marche du siècle" qui a réuni 350 000 personnes en France le 16 mars 2019[81]. Ces actions visent rassembler toutes les générations dans des manifestations de grande ampleur, autour de personnalités bénéficiant 'une forte tribune médiatique comme Greta Thunberg.

Les actions d'oppositions passent également par des pétitions à grande échelle organisées sur des plateformes comme Avaaz ou Change.org. Ces sites Internet permettent à n'importe quelle personne d'ajouter sa voix au sein d'une pétition qui est, par la suite, envoyée aux acteurs visés. Avaaz, un des deux sites majeurs, rassemble plus de 51 millions de membres et a réalisé plus de 406 000 actions et 2 700 campagnes pour des sujets divers et variés, en grande partie liées à l'environnement. Change.org, pionnière du genre, annonce pour sa part plus de 240 millions de membres sur son site web.

Ces plateformes offrent une fluidité de communication inédite et déterminent véritablement les décisions prises par les États et les entreprises. En effet, de nombreuses pétitions réalisées sur ces sites ont abouti à des mesures concrètes. Ainsi, une pétition pour protéger les abeilles a réuni plus de 2,6 millions de personnes dans le monde et a permis d'interdire provisoirement la commercialisation de produits phytosanitaires à base de néonicotinoïdes en Europe.

Si les protestations citoyennes contre le réchauffement climatique connaissent des tons contestataires, d'autres formes de remises en cause existent. Ces dernières se caractérisent par une démarche de responsabilité active des individus. Néanmoins, il existe une porosité entre les révoltes contestataires et celles-ci. Afin de lutter contre le réchauffement climatique, certains consommateurs deviennent des "consom'acteurs". Ces derniers prennent en compte des critères éthiques lors de leurs achats. Ainsi, sur le marché de l'alimentation, le bio avec les normes AB et Demeter prend de l'ampleur. Des coopératives émergent et les magasins bio se développent sur le territoire grâce à la conscience d'une meilleure qualité alimentaire et de l'impact anthropologique sur l'environnement.

Dans ce domaine, d'autres mouvements recrutent en intégrant la lutte contre le réchauffement climatique à leur plateforme. Ainsi, l'éthique *végan* inclut maintenant des questions de santé et environnementales[82], au-delà de la question animaliste. De même, le mouvement "zéro déchet" favorise le vrac

---

[81] https://www.lepoint.fr/societe/succes-pour-la-marche-du-siecle-partout-en-france-16-03-2019-2301666_23.php

[82] MATHIEU, S., DORARD, G., "Végétarisme, végétalisme, véganisme : aspects motivationnels et psychologiques associés à l'alimentation sélective", *La Presse Médicale* (2016), [en ligne] disponible sur : http://dx.doi. org/10.1016/j.lpm.2016.06.031

avec des contenants réutilisables. Le "localisme" remet en question l'importation de produits sur de longues distances et favorise la consommation proche de chez soi pour limiter les gaz à effet de serre. Ce mouvement ne se résume pas au simple facteur de consommation, puisqu'il vise aussi à l'inclusion démocratique. Les Amap, les coopératives, le bio d'ici[83] représentent cet état de fait.

Au-delà de ce domaine, les questions de transport se posent également. Des mouvements tels que *Flygskam*[84] et *Stay on the ground*[85] promeuvent de ne plus utiliser les moyens de transport aériens pour se déplacer. Ils optent pour l'utilisation du train alimenté par une énergie décarbonée. En ville, des associations de cyclistes[86] mettent en avant l'utilisation du vélo contre le réchauffement climatique. La contestation se traduit aussi sur Internet. De nombreux utilisateurs quittent les services des Gafam pour des hétérotopies, à l'instar des moteurs de recherches[87] qui participent au financement de projets[88] contre le réchauffement climatique. Enfin, les pratiques d'autogestion développent le *do it yourself* et le mouvement *low-tech* qui visent à la réutilisation et à la transformation des objets (ex. : produits ménagers), ainsi qu'à la réduction de la consommation énergétique des nouvelles technologies.

Si toutes ces évolutions n'ont pas comme origine la lutte contre le réchauffement climatique, certaines l'ont joint à leurs objectifs comme les associations de cyclistes et les mouvements autour de la cause animale. Toutefois, certains paradoxes subsistent autour de ces mouvements tels que la consommation alimentaire de produits biologiques hors saison et une consommation exclusivement végane. Ces révoltes ont pour caractéristiques de reprendre le contrôle, en agissant elles-mêmes et en boycottant certaines entreprises pour offrir d'autres perspectives aux individus et à notre planète.

État des réponses stratégiques des entreprises

Face à cette conscientisation des consommateurs aux nouveaux enjeux, les grandes entreprises[89] se trouvent dans l'obligation d'adapter leur stratégie afin de rester compétitives. Les entreprises du secteur de l'énergie sont particulièrement touchées par ce phénomène du fait de la transition énergétique. D'autres secteurs, tels que l'automobile et les sociétés de transport, la plasturgie ou encore le secteur bancaire sont également en pleine mutation.

---

(83) https://www.lebiodici.com/La-demarche

(84) https://www.ouest-france.fr/environnement/climat/flygskam-en-suede-la-honte-de-prendre-l-avion-porte-desormais-un-nom-6303900

(85) http://www.stayontheground.org/?lang=fr

(86) https://www.fub.fr/velo-ville/environnement/velo-atout-environnement

(87) https://www.lilo.org/fr/#les-projets-soutenus-par-lilo

(88) https://www.ecosia.org/

(89) https://www.insee.fr/fr/metadonnees/definition/c1035

Ainsi, le groupe Total investit de plus en plus dans le marché des énergies renouvelables. Cet investissement se traduit par les rachats du fournisseur de gaz et d'énergie verte Lampiris en juin 2016 (transformé en Total Spring en octobre 2017), celui de Direct Énergie en avril 2019 et enfin celui de G2Mobility (recharge pour les véhicules électriques) en septembre 2018[90]. Cette stratégie agressive est complétée par un incubateur de *start-up* ouvert aux grandes entreprises du secteur de l'énergie (Air Liquid, Orano, Vinci énergie)[91].

Autre industrie, autre stratégie, les constructeurs automobiles se lancent dans la transition énergétique sous la pression des *outsiders* comme Tesla Motor. Peu importe le segment (haut, moyen ou bas de gamme), les constructeurs investissent les énergies alternatives comme l'électrique, l'hydrogène et la biomasse. Ainsi, les ventes aux particuliers ont bondi de 24 % sur le segment des voitures électriques [92]en 2018. Toutefois, la transition énergétique de ce secteur ne passe pas uniquement par l'énergie.

L'autre solution envisagée s'inscrit dans le cadre d'une amélioration globale de la mobilité avec une réduction de vente de véhicules personnels et une augmentation de la mobilité partagée. BMW et Daimler ont investi plus d'un milliard d'euros en inaugurant leur propre service de mobilité partagée[93] tandis qu'Opel mise sur la location de véhicules entre particuliers, CarUnity et Ford parient sur la location de véhicule en libre-service avec GoDrive[94].

Ces grandes entreprises verdissent leurs activités grâce à des *start-up*, à l'instar de Climeworks[95], qui propose de capturer le CO_2 afin de le valoriser et de réduire les compensations carbone. Le marché de cette entreprise porte sur la lutte contre le réchauffement climatique, en permettant à ses partenaires d'obtenir des émissions négatives, et ainsi de verdir leurs activités et protéger leur réputation.

La transition écologique opérée par les entreprises intègre aussi l'optimisation des ressources. Ainsi, Esope AP[96], une PME charentaise de recyclage, valorise les déchets d'entreprises implantées dans l'hexagone grâce à l'économie sociale et solidaire. La PME permet aux entreprises d'avoir une approche intégrée du

---

(90) https://www.capital.fr/entreprises-marches/total-acquiert-la-startup-francaise-g2mobility-1307754

(91) https://www.usinenouvelle.com/editorial/dans-l-incubateur-usine-4-0-de-total-les-start-up-a-l-epreuve-du-terrain.N665294

(92) https://www.auto-moto.com/green/voitures-electriques-tous-les-modeles-du-marche-leur-prix-leur-autonomie-renault-tesla-nissan-peugeot-bmw-55400.html#item=1

(93) https://www.lesechos.fr/industrie-services0/automobile/bmw-et-daimler-mettent-un-milliard-dans-les-services-de-mobilite-993395

(94) https://www.lemonde.fr/economie/article/2015/06/17/les-constructeurs-automobiles-investissent-l-autopartage_4655854_3234.html

(95) https://www.climeworks.com/

(96) http://www.esope-ap.fr

cycle de vie de leurs produits et de leurs matériels. Des associations producteurs s'engagent aussi en ce sens. L'association "Le bio d'ici", est un regroupement de producteurs qui vendent leurs produits sur Internet, cherche à réduire les intermédiaires grâce à la vente directe en ligne. Les agriculteurs et les consommateurs sont sur le même territoire, permettant ainsi une mutualisation des moyens de transport. Rechercher une meilleure efficience n'empêche donc pas de s'inscrire dans la lutte contre le réchauffement climatique.

La responsabilité sociétale des entreprises (RSE) définie par la norme ISO 26 000 est un comportement éthique adopté par les sociétés contribuant au développement durable, au respect des lois et des normes, au respect de la personne et qui est intégré dans l'ensemble de l'organisation[97]. Du fait de leur taille, les grandes entreprises ont un impact considérable sur l'environnement et sur la société. Afin d'améliorer leur communication auprès du grand public au travers des médias, la RSE est devenue un objectif prioritaire, parfois stratégique, au sein des entreprises.

En effet, les entreprises y voient ici un axe majeur de communication, mais aussi un moyen de se protéger contre l'opinion. En effet, selon une étude de Denjean & Associés réalisée en 2018, 90 % des Français apprécient lorsqu'une entreprise possède une bonne politique RSE et 97 % des Français seraient prêt à boycotter une entreprise à cause de ses pratiques sociales et environnementales destructrices[98].

De plus, selon une étude de l'observatoire du RSE, l'ensemble des grands groupes ont au moins une personne dédiée à la RSE au sein de leur entreprise. Ce taux descend à 46 % dans les ETI et 19 % dans les PME[99]. Cette différence peut s'expliquer par la médiatisation secondaire moins importante des ETI et des PME.

En France, le sujet a été placé dans les objectifs stratégiques au cours des années 2010. À cet effet, Engie a dévoilé en 2016, pas moins de dix-sept objectifs RSE[100]. Le groupe Carrefour quant à lui, se concentre sur le gaspillage alimentaire[101] en augmentant la part de ses surfaces de vente dédiées au vrac. Enfin, le groupe Coca-Cola European Partner s'engage notamment à réduire le sucre de ses boissons, à utiliser 50 % de plastique PET recyclé pour ses bouteilles et à réduire ses émissions de gaz à effet de serre.[102]

---

[97] Lignes directrices relatives à la responsabilité sociétale – https://www.iso.org/obp/ui/fr/#iso:std:iso:26000:ed-1: v1:fr

[98] DENJEAN & ASSOCIÉS – La responsabilité sociale et environnementale des grands groupes vue par les Français – 2018.

[99] FORT, Géraldine, RAMBAUD-PAQUIN, Agnès, "RSE & Gouvernance, Panorama des acteurs de la transformation", Juin 2018.

[100] https://www.engie.com/analystes-rse/objectifs-rse/

[101] https://www.lesechos.fr/2014/10/comment-cinq-grands-groupes-sapproprient-la-rse-310883

[102] https://www.cokecce.fr/system/content_panels/161/pdf/ONE_PAGER_EN_ACTION_DEF.PDF

Si ces engagements peuvent sembler ressortir du *greenwashing* au regard des effets de ces entreprises sur la société, il convient de comprendre que la mise en place et d'objectifs significatifs sont épineux à mettre œuvre. En effet, ils imposent des changements drastiques au sein des flux logistiques, de l'approvisionnement et nécessitent de lourds investissements.

Face à l'urgence climatique, les actions de lutte s'intensifient au travers des ZAD, *sit-in*, manifestations parfois violentes, campagnes publicitaires chocs, contre-lobbyisme et pétitions. Ces contestations radicales disposent d'excellents vecteurs de communication et alertent efficacement l'opinion sur le sujet du réchauffement climatique. Les mouvements progressistes proposent des solutions en s'appuyant sur le tronc commun de la responsabilité individuelle de chacun en tant que consommateur (végétarisme, localisme, zéro déchet, covoiturage, moteur de recherches, etc.) et producteur (*do it yourself*, *low tech*, coopératives d'énergies, etc.).

Ces changements retentissent fortement sur les entreprises, qui se voient contraintes de mettre en place des parades. Ainsi, si ces contestations citoyennes présentent des risques pour les entreprises, ces dernières peuvent les saisir comme des opportunités afin de se réinventer et d'augmenter la valeur de leurs marques notamment auprès des *millenials* sensibles à la question climatique. En ce sens, les entreprises s'adaptent en investissant dans des technologies alternatives, lors d'acquisitions, en interne ou en créant des incubateurs. Des *start-up* viennent aussi bouleverser le secteur grâce à leurs innovations. Il s'agit de la stratégie technologique. D'autres acteurs y répondent par une stratégie d'optimisation (recyclage, réduction des emballages, mise en commun d'outils de productions, réduction du bilan carbone par un ancrage territorial fort, etc.). La RSE est l'axe qui permet aux entreprises d'inclure dans leur démarche les externalités environnementales négatives.

Enfin, si les révoltes contestataires radicales et le *greenwashing* sont irréconciliables, des liens sont possibles entre les révoltes progressistes et les démarches actives des entreprises pour lutter contre le réchauffement climatique. Les entreprises peuvent construire une relation en ce sens avec les consommateurs, afin de valoriser durablement leur marque.

Le soviétisme inoxydable et la Révolution des pantoufles en Biélorussie (2020-2021)

PAR HÉDI ZERAÏ, membre du Comité directeur des Jeunes IHEDN

Par ces mots sévères tracés dans son ouvrage *La fin de l'homme rouge* publié en 2013[103], la prix Nobel de littérature biélorusse Svetlana Alexievitch dressait le triste constat d'une situation d'atrophie qu'elle généralisait à l'ensemble de l'espace postsoviétique. Singeant l'écrivain Juvénal et son fameux *panem* et *circenses* (où il fustigeait la décadence du peuple romain et son goût immodéré pour la fête et le Colisée), Svetlana Alexievitch se montrait très pessimiste pour l'avenir des États issus de la dislocation de l'Union soviétique en 1991, considérant que nombre de citoyens n'avait plus d'autre perspective que les illusions de l'enrichissement matériel (les "années fric" de la décennie 1990 ayant permis à nombre de spéculateurs peu scrupuleux d'acquérir des biens publics à vil prix) et la nostalgie kitsch de l'URSS, savamment entretenue par le pouvoir.

La longueur et la stabilité de la vague de contestations qui secoue la Biélorussie depuis août 2020[104] et la réélection contestée du président Alexandre Loukachenko – qui règne sans partage sur la Biélorussie depuis 1994 – est toutefois venue nuancer ce constat, malgré les résultats des vagues de protestation qui par le passé ont secoué d'autres États postsoviétiques (révolution orange en Ukraine en 2004, révolution des roses en Géorgie en 2003, révolution des Tulipes au Kirghizistan en 2005). Mitigés, parce que même si ces soulèvements ont parfois permis la chute effective de gouvernements contestés (démission d'Édouard Chevardnazé, de Viktor Ianoukovytch et de Askar Akaïev), ils ne sont jamais parvenus à installer des institutions stables, effectives, purgées de la corruption et capables d'inspirer confiance à la population.

---

(103) https://www.lemonde.fr/livres/article/2013/10/03/svetlana-alexievitch-en-lettres-rouges_3489001_3260.html

(104) https://www.liberation.fr/international/europe/lopposition-belarusse-un-an-apres-sorganiser-pour-durer-20210831_WMG7AI3HH5ELLAVVD5XB26BPRA/

Un pays traversé par diverses influences et où le sentiment national peine à émerger

Du point de vue occidental, la Biélorussie a rarement été considérée autrement que comme une énième "marche" de l'Empire russe ou soviétique. Un point de vue qui a été accentué par la domination des russisants parmi la masse des spécialistes de l'Europe de l'Est et de l'Union soviétique[105]. Le pays est lui-même déchiré entre des élites culturelles et intellectuelles contestatrices qui mettent l'accent sur la spécificité culturelle du pays – notamment pour se démarquer d'une influence moscovite jugée particulièrement envahissante – et un pouvoir central, largement contrôlé par les cadres de l'appareil sécuritaire, qui de manière générale met plutôt l'accent sur le partenariat historique et naturel avec la Russie de Vladimir Poutine.

Dotée d'une superficie relativement faible (207 700 km^2 environ), d'un nombre limité d'habitants (environ 9,5 millions) recouverte à 40 % de forêts (c'est le sens de la bande verte qui figure sur le drapeau biélorusse officiel), dépourvue de ressources naturelles importantes et sans tissu industriel d'envergure[106], la Biélorussie fait souvent figure au mieux d'enclave, et au pire de nation supplétive du Kremlin. Historiquement, cette donnée est renforcée par le fait que le pays n'a que très occasionnellement eu d'existence pleinement indépendante. Paradoxalement, son apogée se situe au moment de son intégration au Grand-Duché de Lituanie, État composite où l'élément biélorusse était majoritaire au point d'en devenir la langue officielle. Cet ensemble sera intégré à la République des Deux Nations en 1569, vaste pays réunissant la Pologne et la Lituanie, où le premier élément devenu majoritaire ne tardera pas à s'imposer au détriment de la Lituanie[107].

Sur le temps long, l'absorption de la Biélorussie dans la sphère d'influence russe est donc relativement tardive, puisque ce n'est qu'en 1795 qu'elle est placée sous domination russe après le troisième partage de la Pologne, apogée de l'œuvre d'expansion territoriale de la tsarine Catherine II. Dans cette opération, la Biélorussie perdra même son nom, pour devenir une simple "Province du Nord-Ouest", que la russification à marche forcée du XIXe siècle et le bolchévisme du XXe siècle ne parviendront jamais à totalement arrimer à Moscou, jusqu'à la déclaration d'indépendance de 1991. Il est toutefois indéniable que des siècles d'écartèlement entre deux dominations – celle de la noblesse polonaise, puis celle des bureaucrates russes – n'ont pas contribué à ce que le pays puisse entreprendre sereinement cette indépendance : l'absence de société civile et

---

(105) TIEPLAKOFF, Arkadiusz, "La Biélorussie : une nation qui se cherche", 2006 [en ligne] disponible sur : https://www.cairn.info/revue-etudes-2006-7-page-9.htm

(106) LECLERC, Jacques, "Biélorussie : considérations géographiques générales", Université de Laval, septembre 2021 [en ligne] disponible sur : http://www.axl.cefan.ulaval.ca/europe/bielorussie1-general.htm

(107) RADVANYI, Jean, Les États postsoviétiques : identités en construction, transformations politiques, trajectoires économiques, Armand Colin, 2011.

le vide politique qui s'en est suivi ayant tracé la voie au monopole de l'appareil de sécurité et des anciens cadres communistes reconvertis au nationalisme.

Les *"silovikis"* – nom d'origine russe que l'on donne usuellement aux membres des services de renseignement et aux cadres militaires – biélorusses disposent donc encore de marges de manœuvre très larges, ce qui différencie la Biélorussie du cas d'un pays comme l'Ukraine, où les entrepreneurs privés et autres *"tycoons"* dont la fortune a explosé dans les années 90 disposent d'une grande influence, qu'ils soient proches du pouvoir ou de l'opposition. Le marché de l'emploi en Biélorussie est occupé à 61 % par le secteur tertiaire, mais une part significative des emplois est liée à l'appareil d'État, ce qui place une proportion non négligeable de la population dans une dépendance directe des décisions prises à Minsk (70 % du PIB est produit dans le secteur public)[108].

La crise met en relief la dépendance continue de Minsk vis-à-vis du Kremlin

Le lien étroit avec la Russie avait paru s'éroder sur les dernières années, notamment sous le coup des critiques virulentes et répétées d'Alexandre Loukachenko, qui s'est toujours plu à jouer une forme de tennis de table politique entre son voisin russe et l'Occident afin d'arracher un maximum de concessions. Dans son discours de campagne du 4 août 2020, il accusait encore le Kremlin de chercher à vassaliser la Biélorussie, dans le sillage de l'arrestation à Minsk d'une trentaine de supposés mercenaires du groupe Wagner, société militaire privée souvent soupçonnée de servir de proxy à Moscou pour des opérations militaires à l'étranger[109].

Toutefois, les affirmations martiales dépassent rarement la réalité de la situation géoéconomique des relations entre Minsk et Moscou. Outre le fait que la dépendance de la Biélorussie est totale en matière énergétique et monétaire (importations de gaz russe à prix cassés, investissements directs à l'étranger et crédits bancaires), son PIB dépendrait à plus de 50 % des exportations en direction de son voisin intérieur, alors que les sanctions européennes lui interdisent de diversifier efficacement ses perspectives économiques. Fort de cette position, l'intérêt du Kremlin est de trouver un équilibre capable de domestiquer le régime de Loukachenko, notamment en laissant l'opposition prendre de l'envergure pour qu'elle représente une menace suffisamment crédible, contraignant ainsi Minsk à revenir dans le giron russe.

Du point de vue des cadres russes, cette solution est d'autant plus adaptée qu'à

---

(108) Banque mondiale, "The World Bank in Belarus", 2020 [en ligne] disponible sur : https://www.worldbank.org/en/country/belarus/overview#3

(109) SBBY, Президент: независимость стоит дорого. Но она стоит того, чтобы ее сохранить и передать будущим поколениям, 4 août 2020 [en ligne] disponible sur : https://news.sb.by/articles/prezident-nezavisimost-stoit-dorogo-no-ona-stoit-togo-chtoby-ee-sokhranit-i-peredat-budushchim-pokol.html

l'inverse des épisodes de Maïdan en Ukraine ou de la Révolution des Roses en Géorgie, l'opposition biélorusse ne semble pas caractérisée par un tropisme pro-occidental très prononcé. Auditionnée par la commission des Affaires étrangères du Parlement européen en août 2020, l'opposante Svetlana Tikhanovskaïa (désormais réfugiée en Lituanie), principale candidate d'opposition de l'élection a défini le mouvement comme "ni prorusse, ni proeuropéen, mais simplement démocratique".

Une opposition dynamique, mais éclatée et faiblement représentative de l'ensemble des Biélorusses

L'observation fine des images des manifestations permet également de constater que le drapeau européen y est quasi-absent (là où il était omniprésent en Ukraine), au bénéfice presque exclusif de l'ancien drapeau national biélorusse (blanc traversé par une bande rouge, référence appuyée à l'ancien duché de Lituanie dont faisait partie la Biélorussie). Il est interdit par le pouvoir (qui l'avait déjà fait remplacer en 1995) et est devenu le symbole de l'opposition. De plus, l'opposition ne se situe pas dans une perspective révolutionnaire, mais cherche plutôt le compromis (exigence d'une élection libre et transparente notamment), ce qui la rend plus imperméable aux habituelles critiques d'inféodation à l'Occident.

La réalité est que l'ancrage russe de la Biélorussie est difficilement réversible. Alexandre Loukachenko ayant tout misé sur celle-ci pour mieux asseoir son pouvoir après le coup de force de 1996, où il priva le Parlement de l'essentiel de ses prérogatives et fit de la langue russe une langue officielle du pays, maintenant employée par près de 73 % des habitants du pays, au détriment du biélorusse[110].

Si elle est parvenue à retenir efficacement l'attention de la communauté internationale, à commencer par celle des principaux États de l'Union européenne (dont les membres n'ont pas reconnu la réélection d'Alexandre Loukachenko[111]), l'opposition fait toutefois face au défi de réunir sinon une majorité, au moins une force politique suffisamment puissante et prête à un affrontement durable avec l'appareil répressif de Minsk. Surpris par l'importance de la contestation qui a suivi l'élection, Loukachenko l'a été d'autant plus qu'il a vu cette dernière s'amplifier après avoir activé l'appareil répressif, la brutalité des forces de police et de l'armée n'ayant fait qu'amplifier la colère des manifestants.

---

[110] GOURDIN, Patrice, "Belarus : géopolitique d'une 'crise gelée'", Diploweb, mars 2021 [en ligne] disponible sur : https://www.diploweb.com/Belarus-geopolitique-d-une-crise-gelee.html

[111] Conseil de l'Union européenne, "Biélorussie : déclaration du haut représentant, au nom de l'UE, sur le premier anniversaire de l'élection présidentielle frauduleuse qui s'est tenue le 9 août 2020 en Biélorussie", août 2021 [en ligne] disponible sur : https ://www.consilium.europa.eu/fr/press/press-releases/2021/08/08/belarus-declaration-by-the-high-representative-on-behalf-of-the-eu-on-the-first-anniversary-of-the-9-august-2020-fraudulent-presidential-elections-in-belarus/

Essentiellement composé d'intellectuels et de membres des classes moyennes urbaines de Minsk connectées à la mondialisation (dans la mesure de ce qui est possible en Biélorussie), le pays devra parvenir à composer avec la réalité de la sociologie des habitants. Le peuple est majoritairement rural et a été entretenu pendant trois décennies dans la nostalgie du soviétisme avec un nationalisme prorusse soutenu par l'Église orthodoxe, elle aussi toute acquise à Moscou, mais dont une partie a en revanche activement soutenu les manifestants[112]. Cependant, le temps fait aussi émerger une jeunesse biélorusse exigeante et dynamique que le pouvoir peut difficilement entretenir dans la nostalgie d'une Union soviétique qu'elle n'a pas connue. Malgré les moyens importants dont il dispose (à commencer par son contrôle quasi monopolistique sur la production d'informations), le pouvoir peut également difficilement dissimuler ses affres, comment l'a montré la gestion cataclysmique de la pandémie de Covid-19, durant laquelle le président Loukachenko n'hésitait pas dans ses interventions télévisées à recommander pratique du hockey sur glace et consommation de vodka pour prévenir la maladie[113].

Si elle peut compter sur le soutien d'une très importante minorité catholique (en bonne partie constituée de Polonais, qui représentent plus de 3 % de la population), elle devra aussi trouver des arguments pour séduire la grande masse des Biélorusses, dont la classe ouvrière qui détient les clés de la production manufacturière et des infrastructures de transport. Une équation difficile à résoudre lorsque l'on considère la violence de l'appareil d'État et la puissance des services de renseignement, qui rendent peu ou prou toute organisation structurée impossible. Une équation dont on a du mal à distinguer comment elle pourrait se résoudre de façon pacifique à court terme, même si le temps travaille là encore pour l'opposition. Depuis une trentaine d'années, la dictature d'Alexandre Loukachenko fonctionnait sur un principe semblable à celui du régime autoritaire de Vladimir Poutine : un pacte social fondé sur un appareil politique répressif que compensait la rente de l'Union soviétique (emploi garanti, qualité du système éducatif, sécurité sociale encore efficace…).

Un conflit dont la solution est liée au Kremlin

Mais l'ampleur de la crise économique et l'inertie du système néo-soviétique sont venues casser ce schéma routinier. Avec l'aide de la Russie, Loukachenko est parvenu à juguler – au moins temporairement – les manifestations de rue, avec près de 35 000 arrestations à l'automne 2020. Mais sa situation reste fragile avec 40 % des Bélarussiens qui souhaiteraient son départ. Comme depuis 30 ans,

---

(112) TRAFIMOVICH, Anton, "Au Belarus, la remise au pas de l'Église orthodoxe", *Courrier d'Europe centrale*, 4 juillet 2021 [en ligne] disponible sur https://courrierdeuropecentrale.fr/au-belarus-la-remise-au-pas-de-leglise-orthodoxe/

(113) Открытые медиа, Лукашенко посоветовал лечить коронавирус водкой, mars 2020 [en ligne] disponible sur : https://openmedia.io/om_tv/lukashenko-posovetoval-lechit-koronavirus-vodkoj/

le sort du pays dépend moins d'une opposition volontaire, mais dispersée, que du bon vouloir du Kremlin, prêt à supporter les caprices de Minsk à condition que cela n'affecte pas les positions stratégiques que la Russie détient dans le pays : liaison terrestre directe pour alimenter l'enclave de Kaliningrad, radar de détection avancée de Baranavichy… Contrairement à l'Ukraine, la Pologne ou la Géorgie, la proximité culturelle et linguistique entre les deux nations fait que la Russie jouit d'une image relativement positive et consensuelle chez la majorité des habitants, y compris dans l'opposition. On peut donc douter de l'effectivité des tentatives de Loukachenko de rallier une partie de l'opposition en jouant la carte de l'ennemi commun russe.

Comme c'est souvent le cas, il est en réalité probable que le Kremlin joue sur le temps long, en attentant de constater du côté de qui finira par pencher le rapport de force. Sous la pression de Moscou, le président Loukachenko a amorcé quelques concessions en annonçant des élections anticipées après un référendum constitutionnel – dont on ignore encore tout, si ce n'est que la teneur n'en sera pas négociée avec l'opposition – qui sera organisé en janvier/février 2022. Peut-être une autre manière pour Loukachenko de gagner ce dont il manque cruellement : le temps ?

LES JEUNES
IHEDN
FLORILÈGE
2018
2019

La "Guerre du Bush" en Rhodésie du Sud (1965-1979) : l'échec d'une contre-insurrection oubliée

PAR CHARLES NEVEU, membre du comité "Afrique" des Jeunes IHEDN

La Rhodésie du Sud ? Voilà un nom peu évocateur pour les plus jeunes d'entre nous. Et pour cause, celui-ci désignait le Zimbabwe avant 1980. Il fut le théâtre d'une guerre civile ravageuse à partir de la seconde moitié des années soixante qui opposa un régime rebelle, ségrégationniste aux mains de la minorité blanche, à des mouvements nationalistes noirs en faveur de la mise en place d'un régime respectant la règle de majorité. Cette guerre dura quatorze années, de 1965 à 1979, et coûta la vie à plus de 30 000 personnes[114]. Peu abordé dans les ouvrages disponibles en langue française, il nous a semblé intéressant de revenir sur ce conflit à travers le prisme de la contre-insurrection menée par le régime.

La guerre civile en Rhodésie : un pic de température en pleine guerre froide

Conquis par les armes à la fin du XIXe siècle par Cecil Rhodes, entrepreneur et aventurier britannique, ce territoire devient une colonie britannique à partir de 1923. Une autonomie similaire à celle d'un dominion lui est accordée. Le régime se caractérise par une ségrégation affichée : le pouvoir politique et économique appartient à la minorité blanche (représentant seulement environ 200 000 personnes). La majorité noire (environ 4 millions de personnes)[115] se voit quant à elle privée de droits civiques comme le droit de vote, en raison d'un système censitaire et doit se contenter de la moitié des terres cultivables, qui plus est, les moins fertiles.

Avec la fin de la Seconde Guerre mondiale et la décolonisation des empires coloniaux, les riches blancs Rhodésiens s'inquiètent de l'avenir de leur régime.

---

[114] MOORCRAFT, Paul, McLAUGHLIN, *Peter, The Rhodesian War: Fifty Years on*, Barnsley, Pen & Sword Military, 2008, p. 15.

[115] *Ibid.*, p. 33.

En effet, Londres impose la mise en place d'un système de scrutin majoritaire comme condition sine qua non à l'indépendance. En 1965, la rébellion du pouvoir blanc contre la tutelle britannique éclate avec la proclamation d'une déclaration unilatérale d'indépendance (UDI), portée par l'ultraconservateur Premier ministre rhodésien, Ian Smith. La mécanique de la guerre civile est engagée : les mouvements nationalistes noirs, existants depuis déjà plusieurs années, s'engagent dans la lutte armée. Deux mouvements politiques concurrents principaux et respectivement dotés d'une branche armée émergent : l'Union du peuple africain du Zimbabwe (Zapu) puis l'Union nationale africaine du Zimbabwe (Zanu).

En pleine guerre froide, le conflit prend immédiatement une autre dimension avec le soutien apporté par les États du Pacte de Varsovie et Cuba au Zapu et par la République Populaire de Chine au Zanu. Les États de la région jouent aussi un rôle important dans ce conflit : la Rhodésie dépend du soutien économique et militaire de l'Afrique du Sud, alors en plein *apartheid*. La Zambie, le Mozambique et la Tanzanie soutiendront la guérilla de façon variable.

L'Organisation des Nations unies (ONU) considère le régime ségrégationniste de Ian Smith comme l'opprobre de la "communauté internationale" : régime illégal, fondé sur la suprématie de la minorité blanche, ne respectant pas le droit à l'autodétermination des peuples. Dès lors, par l'action du Conseil de sécurité, un embargo et une absence de reconnaissance répudieront la Rhodésie.

Sur le terrain, les insurgés vont accroître leur pression grâce au soutien des puissances du bloc de l'Est, des États de la région, mais aussi de l'Organisation de l'unité africaine qui essaye de coordonner les deux mouvements concurrents. Sous la direction de Robert Mugabe, la Zanu prend le pas sur son concurrent. Au lieu de se focaliser sur la construction, à l'étranger, d'une force conventionnelle, elle fait le pari d'une stratégie de guerre révolutionnaire maoïste. Mugabe incite à attaquer continuellement des cibles "molles" comme les fermes afin d'asphyxier l'économie rhodésienne. Le régime va épuiser ses maigres ressources pour protéger sa minorité blanche et son pouvoir. En 1979, malgré tous les efforts de Salisbury, la capitale, les éléments insurgés opèrent sur la majorité du territoire rhodésien sans être la plupart du temps inquiétés. L'étau se resserre inexorablement et il faut attendre le 21 décembre 1979 et la signature de l'accord final de la conférence de Lancaster House pour arriver à une solution politique au conflit. Réunissant toutes les parties au conflit, elle aboutit à un cessez-le-feu, à l'adoption d'une nouvelle constitution, au désarmement des insurgés nationalistes et à l'organisation d'élections respectant la règle de majorité sous la supervision du Royaume-Uni. Le 4 mars 1980, Robert Mugabe est élu à la tête du pays.

Une tactique fruit d'une réelle tentative d'adaptation de l'outil militaire rhodésien à la lutte contre-insurrectionnelle

Durant les quatorze années du conflit, en dépit d'une large infériorité numérique, les forces bien entraînées du régime de Salisbury resteront tactiquement supérieures aux insurgés des branches armées du Zanu et Zapu. De fait, on peut observer que les Rhodésiens ont réussi à faire évoluer leur outil militaire issu d'un reliquat de l'armée coloniale britannique au moment de la déclaration unilatérale d'indépendance à une force moderne, plus adaptée à la contre-insurrection avec des composantes aéromobiles et aéroportées. Deux aspects importants de cette adaptabilité tactique doivent être détaillés : le recours par l'armée rhodésienne à des tactiques originales et une réelle faculté d'innovation et d'adaptation matérielle illustrée par la lutte contre les mines.

L'utilisation de tactiques originales

Le concept de *Fire Force*

Suivant le pas des tactiques initiées par les Français en Algérie dans les années cinquante[116], les Rhodésiens vont mettre en place une tactique d'enveloppement vertical aéromobile nommée *Fire Force*. Celle-ci consiste à combiner la petite cinquantaine d'hélicoptères de l'armée de l'air rhodésienne à une unité d'élite de l'armée de terre réservée aux blancs, organisée sur le modèle britannique des commandos. Les quatre commandos de l'unité étaient répartis sur des bases avancées avec leurs moyens aériens attachés afin d'assurer le maillage le plus efficace possible du territoire.

L'action de cette force de réaction rapide pouvait être déclenchée lors d'une prise à partie d'une unité locale, sur un renseignement de la population, par le guidage d'une unité de renseignement[117]. Le schéma était simple : une fois l'ennemi repéré, l'avion d'appui aérien rapproché et l'hélicoptère d'appui-feu engageaient en premier l'adversaire. Les hélicoptères de transport déposaient ensuite chacun leur groupe d'hommes sur les potentiels itinéraires de repli afin de fixer l'ennemi. Parfois un avion de transport pouvait larguer un second échelon en renfort afin de réaliser une prise en tenaille[118]. Enfin, une colonne motorisée rejoignait le lieu de l'opération afin de ravitailler les hélicoptères et les hommes. Cette tactique interarmées, combinant rapidité et effet de surprise était redoutable et produit des pertes significatives dans les rangs de la guérilla

---

(116) Sur l'armée française, voir BOS, Frédéric, "Les détachements d'intervention héliportés dans la guerre irrégulière", *Stratégique*, 93-94-95-96, 2009, p. 445-459.

(117) HOFFMAN, Bruce, TAW, Jennifer, ARNOLD, David, *Lessons for Contemporary Counterinsurgencies: The Rhodesian Experience*, Santa Monica, Rand publication, 1991, p. 35 [en ligne] disponible sur : https://www.rand.org/pubs/reports/R3998.html

(118) Pour plus de détails, voir le témoignage de Jean Michel CAFFIN par HENNINGER, Laurent. *Guerres & Histoire*, 33, octobre 2016, p. 9-12.

(avec un ratio estimé à plus de 30/1)[119], tout en maintenant un important moral pour les troupes de Salisbury. Il était toutefois nécessaire pour un tel déploiement d'obtenir des renseignements précis et à jour.

Les opérations sous fausse bannière des Selous Scouts

En contre-insurrection, le concept des opérations sous une fausse bannière consiste à opérer sous l'apparence de l'insurgé afin de recueillir du renseignement. Deux précédents historiques vont largement inspirer les Rhodésiens : d'une part, la contre-insurrection britannique au Kenya contre la révolte Mau Mau (1952-1960), où le capitaine Frank Kitson fut pionnier dans l'utilisation d'insurgés retournés pour obtenir du renseignement tactique. D'autre part, les Portugais au Mozambique utilisèrent pour lutter contre les indépendantistes des groupes sous une fausse bannière que les Rhodésiens ont pu observer de très près[120]. Au début du conflit, les forces du régime s'appuyèrent sur la population pour recevoir des renseignements sur les groupes d'insurgés qui depuis les États frontaliers s'infiltrèrent sur le territoire rhodésien. Néanmoins, sous la pression croissante de ces infiltrations, le régime perdit le contrôle de la population rurale.

Pour faire face à ce problème, le commandement rhodésien décida de créer, à la suite d'expérimentations de la police, une unité de forces spéciales chargée de recueillir le renseignement en utilisant des insurgés retournés : les *Selous Scout*[121]. Par la suite, cette unité devint l'unique source de renseignements pour les régions sévèrement infiltrées. Elle profita d'une faiblesse matérielle des insurgés pour collectes des renseignements : le manque de radio obligeait la rédaction d'ordres écrits et l'utilisation de coureurs[122]. Avec l'intensification du conflit et notamment l'indépendance du Mozambique, les *Selous Scouts* au-delà d'être une unité de renseignement, devinrent une force de frappe extérieure à partir de 1976 avec pour mission principale d'attaquer les sanctuaires des insurgés à l'étranger[123].

---

(119) GRANT, Neil, *Rhodesian Light Infantryman 1961-80*, Oxford, Osprey publishing, 2015, p. 50.

(120) BAXTER, Peter, *Selous Scouts: Rhodesian Counter-Insurgency Specialists*, Solihull, Helion & Company Ltd, 2011, p. 30.

(121) ABOTT, Peter, BOTHAM, Philip, Modern African Wars (1) : *Rhodesia 1965-80*, London, Osprey publishing, 1986, p. 19.

(122) PBAXTER, Peter. *Bush War Rhodesia: 1966-1980*, Solihull, Helion & Company Ltd, 2014, p. 37.

(123) CILLIES, J.K, *Counter-Insurgency in Rhodesia*, Beckenham, Croom Helm Ltd, 1985, p. 127. Pour un détail en français des opérations extérieures des Selous Scouts voir le blog de TOUCHARD, Laurent, CONOPS : "Histoire : les raids motorisés des forces spéciales rhodésiennes, les 'pseudo operations'", [en ligne] disponible sur : http://conops-mil.blogspot.com/2016/04/histoire-les-raids-motorises-des-forces.html

Une permanente adaptation matérielle à la guérilla : l'exemple de la lutte antimine

Les véhicules de *"Mad Max"* en Rhodésie

Au cours du conflit, les forces armées rhodésiennes vont montrer une grande faculté d'adaptation, voire de "bricolage" de leurs moyens matériels afin de s'adapter à la lutte contre-insurrectionnelle. Dès 1972, la Zanu et la Zapu ont largement recours au minage des routes afin d'entraver la liberté de mouvement des forces armées comme de la population rhodésienne. Des mines antichars de fabrication soviétique sont principalement utilisées.

Les Sud-africains avaient déjà commencé à travailler sur les ancêtres de ce que l'on nomme aujourd'hui les véhicules "MRAP" *(Mine-Resistant Ambush-Protected)*[124]. Sur la base de ces premiers essais, afin de faire face à cette nouvelle menace, la police puis l'armée rhodésienne vont créer à partir de châssis civils et militaires largement disponibles en Rhodésie leurs propres véhicules et camions résistants aux mines. Ces véhicules aux profils très singuliers, tout droit sortis d'un film de science-fiction, vont être équipés de contre-mesures plus ou moins sophistiqués : plancher renforcé par des sacs de sable, pneus en partie remplis d'eau pour absorber l'effet de souffle et alourdir le véhicule, coque en "V" afin de dévier le souffle de l'explosion, blindage du vitrage, siège en acier avec harnais d'épaule.

Ces mesures prises vont produire un résultat réel puisque la part de pertes par mines sera significativement réduite, le moral d'autant préservé que le capital humain des Rhodésiens est précieux. Sur 1 276 explosions de mines en Rhodésie, 927 explosions de mines ont impliqué des véhicules protégés impliquant 5 830 personnes transportées, 91 ont été tuées et 1 453 blessées[125].

L'ancêtre du détachement d'ouverture d'itinéraire piégé

Il est possible de voir la "Guerre du Bush" comme un des laboratoires ayant servi la maturation du concept d'ouverture d'itinéraire piégé en Afghanistan[126] et en Irak. Au-delà du développement d'une gamme de véhicules blindés résistants aux mines, un ingénieur rhodésien, Ernest Konschel, va créer un véhicule capable de détecter les mines sans les faire exploser en roulant. Ce véhicule, produit à 59 exemplaires jusqu'en 1979[127] et conduit par des sapeurs spécialement formés, se révélera très efficace. Son emploi sera repris par les Sud-africains et son design se retrouve encore sur les véhicules actuels.

---

(124) HOFFMAN, Bruce, TAW, Jennifer, ARNOLD, David, *op. cit.*, p. 62.

(125) STIFF, Peter, *Taming the Landmine*, rapporté par MOORCRAFT, Paul, McLAUGHLIN, Peter, *The Rhodesian War: … op. cit.*, p. 95.

(126) Sur le détachement d'ouverture d'itinéraire piégé français en Afghanistan, voir LAFAYE, Christophe, *L'armée française en Afghanistan : le Génie au combat 2001-2012*, CNRS Editions, Paris, 2016, p. 145, p. 153.

(127) TOUCHARD, Laurent, "Guerre dans le bush ! les blindés de l'armée rhodésienne au combat", *Batailles et blindés*, 72, Avril/Mai 2016, p. 69.

Un échec à la hauteur des succès du champ de bataille : l'errance stratégique des Rhodésiens

Les Rhodésiens ont gagné sur le champ de bataille, au prix de la défaite de la guerre. Cela peut s'expliquer par l'absence d'une réelle stratégie afin de faire face à l'insurrection. Au-delà de la stratégie, on peut douter de la possibilité de préserver un régime archaïque, à la fois isolé et de plus en plus fragilisé.

Une stratégie militaire de recherche et destruction dissimulant l'absence de réelle stratégie politique

La mauvaise appréciation de l'ennemi et la chimère du *"kill ratio"*

Comme le rappelle en 1964 le théoricien français David Galula[128], "la contre-insurrection ne se définit que par rapport à la cause qui lui donne naissance"[129]. Il est ici possible de constater une certaine cécité de la part des stratèges rhodésiens quant à la réelle nature et les motivations de l'ennemi qu'ils affrontaient. Au début du conflit, l'insurgé est appréhendé comme un "criminel", ce qui revient à nier sa dimension politique puisque l'individu est perçu alors comme un simple contrevenant à la loi.

La police mène la conduite des opérations avec l'appui seulement de l'armée. Cela crée des frictions qui ne seront qu'en partie résolues lorsqu'en 1977 l'armée prend le pas sur la police dans le poids décisionnel[130]. Avec l'intensification du conflit, les rapports d'opérations qualifient l'insurgé de *"Communist trained terrorist"*[131]. Le régime souhaite ainsi replacer le conflit dans la logique manichéenne de la guerre froide et espère que l'Ouest viendra soutenir ses efforts dans la lutte contre le communisme : l'insurrection est donc considérée comme une menace provenant de l'extérieur des frontières. Ainsi, le centre de gravité de l'adversaire est perçu comme se situant davantage dans les régions frontalières du Mozambique et de Zambie que sur le territoire rhodésien. L'effort est alors accru dans ce sens : les opérations sous une fausse bannière et opérations extérieures mobilisent des moyens croissants.

Dès lors, le haut commandement rhodésien et les politiques fixent leur priorité sur l'élimination physique des "terroristes" par la mise en place d'une stratégie militaire de recherche et destruction. L'ensemble des tactiques employées ne suivra que ce but. Le *"kill ratio"* (ratio pertes adverses/pertes amies) devient dès lors l'instrument principal de mesure du succès d'une opération. Ainsi, les stratèges se félicitent de l'efficacité de la tactique de *Fire Force* qui conduit à

---

(128) Officier français ayant servi durant la guerre d'Indochine et d'Algérie, il est considéré en particulier par les Américains comme un penseur et théoricien important de la contre-insurrection, ajout d'un possible lien pour étayer ce propos.

(129) GALULA, David, *Contre-Insurrection – Théorie et pratique*, Paris, Economica, 2008, p. 10.

(130) MOORCRAFT, Paul, MCLAUGHLIN, Peter, *op. cit.*, p. 176.

(131) *Ibid.*, p 64.

un ratio de 30/1[132] ou que les opérations de renseignement sous fausse bannière dérivant en commando de chasse contribuent à hauteur de 68 % des pertes totales ennemies[133]. Dans cette recherche d'attrition, les forces rhodésiennes commencent à partir de 1976 à frapper les camps de la guérilla réfugiés dans les États frontaliers. Cette violation de la souveraineté des voisins nouvellement indépendants apparaît comme une volonté d'étendre le conflit et ne fait qu'accroître la perte de légitimité du régime sur le plan international (voir *infra*).

L'absence de prise en compte de la population

La prééminence de la destruction physique de l'ennemi dans la stratégie amène à négliger une dimension essentielle de la stratégie contre-insurrectionnelle : le soutien de la population.

Tout d'abord, les opérations sous une fausse bannière sont autant de victoires à la Pyrrhus que celles-ci conduisent les unités rhodésiennes à des massacres et atrocités contre la population dans le but de discréditer l'insurgé. La propagande de celui-ci s'est toujours empressée de relayer les faits et a pu aussi en profiter pour attribuer la responsabilité de ses propres massacres à ces opérations, aggravant le règne de la confusion et la crise de légitimité du pouvoir en place.

Plus important encore, la Zanu, à travers son active propagande, propose un réel discours politique et une idéologie. Face à cela, Salisbury est inaudible et semble ne savoir répondre que par les armes. La focalisation sur la dimension idéologique de l'ennemi, renforcée par la propre propagande produite par le régime amène ce dernier à ne pas comprendre le caractère nationaliste, indépendantiste des insurgés. Ainsi, si la propagande de Salisbury semble avoir fonctionné, ce n'est que sur sa minorité blanche. L'absence d'une réelle représentation de la population noire dans les organes du pouvoir par rapport à leur poids démographique ne changera jamais, même avec l'élection de façade en 1979 d'un premier ministre noir, Abel Muzorewa.

L'impossible préservation d'un régime rhodésien isolé et affaibli

Un relatif isolement sur la scène internationale : la dépendance envers l'allié sud-africain

Isolé des populations de la majorité du pays, le régime l'est aussi sur le plan international. Durant la guerre, tant à travers ses moyens militaires (humains comme matériels) qu'économiques, la Rhodésie n'a pu se passer du soutien de l'Afrique du Sud. La frontière entre les deux États est essentielle : entre 80 et 90 % des importations rhodésiennes pendant le conflit proviennent de cet

---

(132) GRANT, Neil, *op. cit.*, p. 50.

(133) Rapport de 1978 de la direction du renseignement militaire rhodésien selon CILLIERS, J.K., *op. cit.*, p. 132.

allié[134]. Dès lors, l'unique axe routier reliant les deux pays fut une cible privilégiée de la guérilla à la fin de la guerre et consomma une grande quantité de moyens sans que jamais il ne soit complètement sécurisé. Pretoria déploya pendant la guerre à la fois des hommes et du matériel en appui direct des Rhodésiens, en particulier dans les opérations extérieures, et fournit une aide financière équivalente à la moitié du budget de défense rhodésien[135]. La survie du régime de Salisbury était donc entièrement du fait de Pretoria.

Face à la "communauté internationale", le régime ségrégationniste rhodésien en devient l'opprobre, à cause de la violation du principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes[136]. L'ONU et son Conseil de sécurité votent la mise en place d'un embargo à travers plusieurs résolutions, notamment la résolution 232[137] (1966) et 253[138] (1968)[139]. Enfin, durant tout le conflit, jamais le gouvernement de la minorité blanche ne sera reconnu par les autres États[140]. Ni même l'allié sud-africain ne s'y risqua, d'autant que le Conseil de sécurité décida dans sa résolution 277 de 1970 « que les États membres s'abstiendront de reconnaître ce régime illégal »[141].

Un régime arc-bouté au bord de la rupture face à une guerre de plus en plus totale

La Rhodésie, considérée jusqu'alors comme un havre de paix pour les riches blancs, a bien changé depuis la déclaration unilatérale d'indépendance. Afin de grossir les effectifs des forces de sécurité dont le besoin est croissant, le service militaire est étendu en 1977 aux classes d'âge de 38 à 50 ans et la durée de service s'allonge jusqu'à 190 jours[142]. Par ailleurs, le gouvernement n'a pas d'autres choix que d'accroître les taxes afin de réduire le déficit produit par l'explosion des dépenses militaires comme en 1978 où est instaurée une taxe additionnelle pour l'effort de guerre de 12,5 % sur le revenu[143].

---

(134) MOORCRAFT, Paul, McLAUGHLIN, Peter, *op. cit.*, p. 124.

(135) *Ibid.*, p. 32.

(136) Article 1 §2 de la Charte des Nations Unies de 1945.

(137) Résolution 232 [en ligne] disponible sur http://www.un.org/en/sc/documents/resolutions/1966.shtml [consulté le 18/11/2018].

(138) Résolution 253 [en ligne] disponible sur : http://www.un.org/en/sc/documents/resolutions/1968.shtml [consulté le 18/11/2018].

(139) Sur les sanctions, voir P. Willaert, "Les sanctions économiques contre la Rhodésie (1965-1970)", in *Les moyens de pression économique et le droit international*, Bruylant, 1984, p. 216.

(140) Voir toutefois le débat en droit international public entre portée déclarative et constitutive de la reconnaissance.

(141) Résolution 277 [en ligne] disponible sur : http://www.un.org/en/sc/documents/resolutions/1970.shtml [consulté le 18/11/2018].

(142) MOORCRAFT, Paul, McLAUGHLIN, Peter, *op. cit.*, p. 148.

(143) *Ibid.*, p. 153.

Dès lors, l'émigration des Rhodésiens blancs s'accroît avec le départ vers la fin de la guerre d'environ 2 000 blancs chaque mois[144]. Cette réduction de la part de la minorité blanche et le besoin croissant de soldats ont conduit à intégrer de plus en plus la majorité noire dans les forces de sécurité, fragilisant de fait l'idéologie ségrégationniste défendue par le régime : comment légitimer un pouvoir de minorité blanche fragile, incapable de se défendre ?

Vers la fin de la guerre, les opérations extérieures se multiplient avec l'appui de l'allié sud-africain. L'intensité et la durée des combats s'accroît aussi face à des insurgés nombreux, de plus en plus combatifs et équipés. L'opération *Uric* de 1979, une des ultimes opérations rhodésiennes, témoigne de cette évolution importante : le sacro-saint *"kill ratio"* est bien moins large que durant les premières opérations (20/1)[145] et les pertes rhodésiennes sont relativement importantes (17 hommes et 2 hélicoptères)[146] et ce malgré l'important appui de l'allié sud-africain.

Malgré les coups des forces de sécurité, la Rhodésie flanche inexorablement et ne peut éviter la table des négociations qui ne feront qu'acter la fin du régime de la minorité blanche. Le 21 décembre 1979 est signé le *Lancaster House Agreement* proclamant le cessez-le-feu, amenant progressivement à la proclamation et à la reconnaissance internationale du Zimbabwe.

---

(144) *Id.* , p. 131.

(145) BAXTER, Peter, *Bush War Rhodesia : 1966-1980*, Solihull, Helion & Company Ltd, 2014, p. 58.

(146) MOORCRAFT, Paul, McLAUGHLIN, Peter, *op. cit.*, p. 165.

Les forces armées en Égypte (2010-2021)

PAR MARTIN GUILLEAUTOT, membre du Comité "Moyen-Orient et Monde arabe" des Jeunes IHEDN

« LA SITUATION EXIGE UNE FORCE, RASSEMBLANT SES MEMBRES EN UN CADRE LES ÉLOIGNANT, JUSQU'À UN CERTAIN POINT, DES CONFLITS ENTRE PERSONNES ET ENTRE LES CLASSES, UNE FORCE FAISANT PARTIE DU PEUPLE, DONT LES MEMBRES SONT CAPABLES DE SE FAIRE CONFIANCE ET QUI ONT EN LEUR MAIN LES ÉLÉMENTS DE LA FORCE MATÉRIELLE LEUR PERMETTANT UN ACTE HONORABLE ET DÉCISIF. »

GAMAL ABDEL NASSER, 1953

De la chute de la monarchie en 1952 jusqu'à la révolution de 2011, l'armée égyptienne a entretenu avec le pouvoir une relation ambiguë en étant à la fois l'ultime défenseure de l'État, une puissance économique et un contre-pouvoir face au clan présidentiel. La révolution a perturbé le statu quo existant entre la présidence et l'institution militaire. Après l'échec de la cohabitation avec le régime des Frères musulmans et depuis le coup d'État du maréchal Abdel Fattah AL-SISSI, la question de l'influence de l'armée est une donnée essentielle pour comprendre la vie politique égyptienne.

Les forces armées en Égypte avant 2011 : instrument et contre-pouvoir du régime Nasser et processus de militarisation de la vie publique égyptienne

L'acte de naissance de l'armée égyptienne moderne correspond au Traité anglo-égyptien de 1936, qui octroie au jeune royaume davantage d'indépendance et limite le nombre de troupes britanniques sur le territoire égyptien. Ce traité octroie à l'armée égyptienne le statut d'allié mineur en cas de conflit tandis que les Britanniques s'engagent à l'armer et la moderniser[147].

La hausse du nombre de cadets formés par l'Académie militaire constitue l'une des premières concrétisations de ce traité. Les jeunes officiers sortis de l'académie se considèrent comme une avant-garde de la nation égyptienne et

[147] ACLIMANDOS, Tewfik, "L'armée égyptienne : ultime garant de la pérennité du régime", *Les Champs de Mars*, 2012/1 (n° 23), p. 39-56 [en ligne] disponible sur : https://www.cairn.info/revue-les-champs-de-mars-ldm-2012-1-page-39.htm

commencent leur carrière dans une armée mal équipée et commandée par des officiers supérieurs souvent moins compétents qu'eux. En conséquence, beaucoup sont attirés par des idéologies nationalistes et islamistes, hostiles à la monarchie et souhaitent une modernisation autoritaire du pays[148]. Parmi cette première génération d'officiers, on compte notamment Anwar El Sadate (président de la République arabe d'Égypte de 1970 à 1981) et Zakariyya Muhi Al Din (chef des services de renseignements de 1952 à 1955) pour la promotion 1936 et Gamal Abd El Nasser (président de l'Égypte de 1956 à 1970) pour la promotion 1937.

Après la défaite de 1949 contre Israël, le sentiment nationaliste s'intensifie chez les officiers. La même année, Nasser fonde le Mouvement des officiers libres, où il est rapidement suivi par la majorité des officiers. En 1952 ce mouvement prend le pouvoir et chasse le roi Farouk. Cet événement est aujourd'hui surnommé la "Révolution du 23 juillet".

Nasser confie dès les premières années de la nouvelle République un grand nombre de postes-clés de l'administration et du nouveau parti unique à ses anciens camarades officiers libres[149]. Commandant en chef de l'armée sous Nasser et ancien membre fondateur du Mouvement des officiers libres, Abdel Hakim Amer cherche à autonomiser l'armée par rapport à la société et à doter le pays d'une industrie militaire. Extrêmement populaire, le maréchal Amer est considéré comme "le numéro un ex æquo du régime" et étend considérablement l'influence de l'armée sur le secteur civil[150]. Toutefois, sa relation avec Nasser se dégrade rapidement et il est écarté après la guerre de 1967 avant de mettre fin à ses jours.

À la mort de Nasser en 1970, l'appareil d'État comme le parti unique sont dominés par d'anciens militaires et les civils ne sont majoritaires qu'au Parlement. Les moukhabarats (les services de renseignement) sont également composés majoritairement d'anciens militaires, mais ceux-ci n'ont que peu de contacts avec les forces armées.

---

(148) ACLIMANDOS, Tewfik, "Armée populaire", *Outre-Terre*, 2011/3 (n° 29), p. 317-332 [en ligne] disponible sur : https://www.cairn.info/revue-outre-terre1-2011-3-page-317.htm

(149) "L'armée égyptienne : ultime garant de la pérennité du régime", *op. cit.*

(150) *Ibid.*

Les années Sadate : la montée en puissance de l'armée inquiète le régime

Sadate, ancien officier libre et vice-président à la mort de Nasser, entre très vite en conflit avec les "gardiens du temple" nassériens. À partir de 1971 il s'efforce de les remplacer par des civils. Toutefois les officiers à la retraite restent un vivier de candidats pour l'appareil d'État, en particulier dans les collectivités locales[151].

Après la guerre du Kippour en 1973, l'armée est l'institution la plus populaire du pays, mais ses relations avec la présidence sont complexes. L'armée ne se mêle pas des grandes décisions politiques, mais le chef de l'État surveille de près les affaires internes des militaires, la possibilité d'un coup d'État n'étant pas nulle. Par sécurité, Sadate développe donc à la fois les services de sécurité et visite régulièrement les unités. Il estime l'avis des militaires est estimé : les officiers peuvent poser des questions qu'un député n'aurait pas osé soulever et Sadate reçoit les officiers qui émettent des critiques[152]. L'objectif est clairement de s'assurer la loyauté des forces armées.

Le régime continue également à développer l'industrie militaire notamment avec la création, en 1975, de l'Organisation arabe pour l'industrialisation. Pendant la même période, l'armée étend son bras économique et universalise ses intérêts, ce qui lui permet d'avoir des revenus ne dépendant pas du budget étatique et de proposer à la population des denrées de première nécessité à bas prix[153].

Sur le plan diplomatique, Sadate rompt avec la politique de Nasser et s'aligne sur les États-Unis, ce qui permet, à partir de 1979, aux forces armées de bénéficier très largement de l'aide militaire américaine[154].

Les années Moubarak et la montée de la contestation

Au cours des années 1970, l'islamisme se propage considérablement au sein des forces armées. Sadate est la cible de deux attentats menés par des militaires islamistes en 1974 et 1981. Le second lui coûte la vie. Le vice-président Moubarak, ancien chef d'état-major de l'armée de l'air, prend sa succession le 14 octobre 1981.

Durant sa première décennie au pouvoir, Moubarak poursuit la politique de Sadate et accorde de très nombreux avantages financiers aux militaires pour s'assurer de leur loyauté[155].

---

(151) *Ibid.*

(152) "Armée populaire", *op. cit.*

(153) "Armée populaire", *op. cit.* ; "L'armée égyptienne : ultime garant de la pérennité du régime", *op. cit.*

(154) MARSHALL, Shana, "The Egyptian Armed Forces and The Remaking of an Economic Empire", 15 avril 2015, *Carnegie Middle East Center* [en ligne] disponible sur : https://carnegieendowment.org/2015/04/15/egyptian-armed-forces-and-remaking-of-economic-empire-pub-59732

(155) "Armée populaire", *op. cit.*

En parallèle, les moyens des quatre services de sécurité et du ministère de l'Intérieur sont augmentés et leur dispositif pour prévenir un éventuel coup d'État est perfectionné. Les rotations et mutations sont fréquentes et les officiers susceptibles de mettre en mouvement des unités sont sous étroite surveillance.[156] Comme le souligne Tewfik Aclimandos, chercheur associé à la chaire d'histoire contemporaine du monde arabe au Collège de France et spécialiste de l'histoire de l'Égypte : « Hosni Moubarak veillait à régulièrement humilier publiquement son ministre de la défense […] cette constance indique un besoin de rappeler à l'opinion qui a le pouvoir, ce qui implique que la chose n'est pas évidente ».[157]

Du fait de cette ambivalence, les rapports entre l'institution militaire et la présidence se tendent particulièrement à partir des années 2000. Le clan Moubarak cherche alors à garantir la transmission du pouvoir au fils cadet du président, Gamal Moubarak, qui ne fait pas partie de l'institution. En effet, en cas de disparition soudaine de Moubarak père, le pouvoir tomberait immanquablement aux mains des militaires. Ainsi, en 2003, quand le président est pris d'un malaise, c'est le ministre de la Défense, le maréchal Tantawi, qui prend le contrôle de la situation. Le Parlement est bouclé et le Premier ministre et Gamal Moubarak sont immédiatement tenus à l'écart.[158]

Au cours des années 2000, en réponse à la campagne de privatisation et de libéralisation de l'économie menée par l'équipe de Gamal Moubarak, les forces armées diversifient leur portefeuille et investissent massivement dans des secteurs très divers : construction automobile, matériel informatique, traitement des eaux, transport de fret maritime, consolidant un véritable empire économique.[159]

En 2007 des élections présidentielles ouvertes sont envisagées pour l'année 2011 avec des conditions très restrictives pour la validation des candidatures. Selon Aclimandos, « [ces élections] ont un triple objectif : montrer une façade démocratique b) permettre au régime de continuer à « choisir » son opposition c) ne plus permettre à l'armée d'intervenir dans le choix du futur président. […] Le conseiller du président enfonce le clou, affirmant que « l'ère de l'intervention de l'armée dans les affaires politiques est terminée »[160]. Dans les forces armées, les signes d'hostilité vis-à-vis de Gamal Moubarak se multiplient.

---

(156) "L'armée égyptienne : ultime garant de la pérennité du régime", *op. cit.*

(157) "De l'armée égyptienne : Éléments d'interprétation du 'grand récit' d'un acteur-clé du paysage national", *op. cit.*

(158) "Armée populaire", *op. cit.* ; "L'armée égyptienne : ultime garant de la pérennité du régime", *op. cit.*

(159) MARSHALL, Shana, , *op. cit.*

(160) "L'armée égyptienne : ultime garant de la pérennité du régime", *op. cit.*

L'armée : arbitre ou adversaire de la révolte égyptienne ? La rupture du régime Moubarak

Le 28 janvier 2011, après quatre jours de manifestations, la police cède face à la pression de la rue. La présidence demande le secours de l'armée. Cette dernière, dont la popularité est encore élevée, a toutes les cartes en main. Selon Aclimandos, la priorité pour le commandement est de maintenir la cohésion interne de l'institution. En effet, bien que la majorité des officiers supérieurs soient conservateurs (et généralement plus proches des islamistes que des jeunes révolutionnaires), les plus jeunes sont plus favorables aux révolutionnaires et très opposés aux plans de "dispersion des manifestations par la force" envisagés par la présidence.[161]

Le 29 janvier, l'armée obtient du président la renonciation au plan de transmission héréditaire du pouvoir et la disgrâce de l'équipe de Gamal Moubarak[162]. Le 31 janvier, l'armée promet de ne pas ouvrir le feu contre "le grand peuple"[163]. Le 30 janvier, le maréchal Tantawi, ministre de la Défense, est aperçu avec les manifestants place Tahrir.[164] Le 2 février, lors de "la bataille des chameaux", des partisans du régime, à dos de chameaux et équipés d'armes blanches, tentent de faire évacuer les manifestants place Tahrir. On dénombre plus de 500 blessés tandis que l'armée n'intervient pas.[165]

À partir du mois de février, l'élite militaire comprend que le régime est à bout de souffle. Le 10 février, le Conseil supérieur des forces armées (CSFA) présidé par le ministre de la Défense, le maréchal Tantawi, se réunit de sa propre initiative et publie un communiqué qui affirme que l'armée a pris le contrôle de la situation pour « sauvegarder le pays ».[166]

Deux jours plus tard, Moubarak démissionne et le nouveau vice-président, Omar Suleiman (ex-directeur des services de renseignement), confirme que le CSFA restera au pouvoir jusqu'à l'élection d'un nouveau gouvernement civil. Le CSFA fait également savoir que l'Égypte continuera d'honorer tous ses engagements internationaux – y compris le traité de paix signé avec Israël auquel les islamistes sont très hostiles.

---

(161) *Ibid.*

(162) *Ibid.*

(163) ACLIMANDOS, Tewfik, "Armée et police face à la révolution", *Les Cahiers de l'Orient*, 2013/1 (n° 109), p. 11-33 [en ligne] disponible sur : https://www.cairn.info/revue-les-cahiers-de-l-orient-2013-1-page-11.htm

(164) "Egypt's Minister of Defense Joins Protesters in Tahrir Square", Al-Masry Al-Youm. 31 May 2012 [en ligne] disponible sur : https://web.archive.org/web/20120531104631/http://www.egyptindependent.com/news/egypts-minister-defense-joins-protesters-tahrir-square

(165) FAHIM, Kareem, SHADID, Anthony et KIRKPATRICK David D., "Clashes Erupt in Cairo Between Mubarak's Allies and Foes", *The New York Times*, 2 février 2011 [en ligne] disponible sur : https://archive.nytimes.com/www.nytimes.com/2011/02/03/world/middleeast/03egypt.html

(166) "Mubarak meets with VP, protesters flood square". *Apnews.myway.com*, 10 mars 2012 [en ligne] disponible sur : https://web.archive.org/web/20120310225642/http://apnews.myway.com//article/20110210/D9LA1S980.html

Le 13 février, le CSFA dissout le Parlement, suspend la Constitution et annonce la mise en place d'un comité pour rédiger une nouvelle Constitution qui sera soumise à référendum.[167] Le 17 février, l'armée annonce qu'elle ne présentera pas de candidat à l'élection présidentielle.

Malgré quelques tensions avec la population, en particulier avec les Coptes et les révolutionnaires les plus libéraux, l'opinion publique est restée très majoritairement favorable au CSFA dans la période précédant l'arrivée au pouvoir des Frères musulmans. Un sondage d'octobre 2011 indique ainsi que 91 % des Égyptiens font confiance au CSFA pour l'organisation des élections.[168]

L'expérience Morsi, une tentative vouée à l'échec ?

Pendant la période de transition qui précède l'élection présidentielle, l'armée et la confrérie des Frères musulmans se révèlent être des alliés objectifs. L'armée estime en effet que l'organisation d'élections libres et la transition vers un gouvernement civil sont le meilleur moyen de rétablir l'ordre. Étant la seule formation politique organisée du pays, la confrérie a également tout à gagner à laisser le CSFA organiser les élections.

Le 18 juin, le CSFA publie une déclaration constitutionnelle limitant considérablement les pouvoirs du président tout en garantissant une autonomie toujours plus large du ministère de la Défense. Le 30 juin, Mohamed Morsi est élu cinquième président de la République arabe d'Égypte. Le CSFA est dissous, ses fonctions transférées au commandement général des forces armées et le maréchal Tantawi devient à nouveau ministre de la Défense. Malgré la popularité réelle dont bénéficie le nouveau président, la majorité des forces non islamistes craignent une nouvelle dérive autoritaire.

Le 12 août, à la suite d'une attaque terroriste dans le nord-Sinaï où seize soldats sont tués, le président Morsi met à la retraite Tantawi et le chef d'état-major des armées, Sami Anan. Son porte-parole indique que les deux officiers restent « conseillers du président » sans apporter plus de précision. Ils sont remplacés par deux officiers jugés très musulmans et politiquement sûrs : le directeur de l'agence de renseignement militaire Abdel Fattah Al-Sissi, qui devient ministre de la Défense, et le général Sidqi Subhi qui devient chef d'état-major. Les chefs d'état-major de la marine, de l'armée de l'air, et de la force de défense aérienne sont également remplacés et rendus à la vie civile dans des hauts postes de l'empire économique de l'armée. La déclaration constitutionnelle de juin est abrogée et le président récupère tous les pouvoirs que le CSFA s'était réservés[169].

---

[167] "Egyptian military dissolves parliament", *BBC News*, 13 février 2011 [en ligne] disponible sur : https://www.bbc.com/news/world-middle-east-12443678

[168] "Poll-Do Egyptians really want to overthrow the military government?", RAMAN, Suby, Tabeer 22 novembre 2011 [en ligne] disponible sur : https://web.archive.org/web/20130601064948/http://subyraman.com/poll-do-egyptians-really-want-to-overthrow-the-military-government/ (archive)

[169] ABOULENEIN, Ahmed, "Morsy assumes power: Sacks Tantawi and Anan, reverses constitutional decree and reshuffles SCAF", The Daily News Egypt, 12 août 2012 [en ligne] disponible sur : https://www.dailynewsegypt.com/2012/08/12/morsy-assumes-power-sacks-tantawi-and-anan-reverses-constitutional-decree-and-reshuffles-scaf/

Pour la majorité des observateurs, le message est clair : le pouvoir est dans les mains du gouvernement civil et l'armée n'a plus son mot à dire. Selon Aclimandos, cette manœuvre de Morsi fait suite à un accord avec les officiers supérieurs, Al-Sissi étant un protégé et le successeur désigné de Tantawi. La nouvelle Constitution accorde encore plus de privilèges économiques aux militaires : l'autorité en charge de lutte contre la corruption n'aura pas autorité sur les officiers et la nouvelle définition du travail forcé exclut explicitement le travail des conscrits dans les entreprises de l'armée[170]. En contrepartie, l'armée accepte de soumettre les branches civiles de son empire économique au contrôle de la Cour des comptes[171]. Tantawi et Anan se mettent en retrait de la vie publique.

Au cours de l'année, la popularité de Morsi et des Frères musulmans décline. La situation économique de l'Égypte est critique et le gouvernement Morsi, de plus en plus autoritaire, est perçu comme incompétent. En outre, la politique étrangère du président,en particulier l'alliance avec le Hamas, inquiète de plus en plus les militaires[172]. Le 21 novembre, le gouvernement publie une nouvelle déclaration constitutionnelle qui supprime la possibilité de recours judiciaire contre les décrets présidentiels, rendant de fait obsolète le dernier contre-pouvoir légal. Des milliers de manifestants viennent protester devant le palais présidentiel : plusieurs Cairotes sont tués dans des heurts avec des miliciens membres des Frères musulmans.

L'opposition non islamiste tente de se rassembler en un "front du salut", mais les divisions internes empêchent toute action efficace. En février 2013, le chef d'état-major Sidqi Subhi déclare que l'armée sera peut-être contrainte d'intervenir si la situation se complique. En mars, les officiers sont de plus en plus nombreux à manifester leur hostilité vis-à-vis de la confrérie[173]. Morsi tente de remplacer Al-Sissi par un candidat plus malléable, mais la manœuvre est jugée trop risquée au vu de l'opposition au sein de l'armée[174].

Le 26 avril, deux jeunes égyptiens, déçus par le "front du salut" lancent une pétition pour obtenir la destitution du président Morsi. La pétition atteint 2 millions de signatures en deux semaines, puis 5 millions (le score de Morsi au 1er tour de la présidentielle), puis 15 millions[175]. Une manifestation est prévue pour le 30 juin pour demander la démission de Morsi. La police fait savoir qu'elle

---

(170) "The Egyptian Armed Forces and The Remaking of an Economic Empire", op cit.

(171) ACLIMANDOS, Tewfik, "Il regno di un anno ascesa e caduta dei fratelli musulmani", *Rivista italiana di Geopolitica*, septembre 2013 [en ligne] disponible sur : http://www.limesonline.com/cartaceo/il-regno-di-un-anno-ascesa-e-caduta-dei-fratelli-musulmani?prv=true (version publiée dans la revue) https://www.academia.edu/8372902/Un_r%C3%A8gne_dun_an (version française intitulée "Un règne d'un an").

(172) *Ibid.*

(173) *Id.*

(174) *The Egyptian Armed Forces and The Remaking of an Economic Empire*, op cit.

(175) "Un règne d'un an", *op. cit.*

ne tirera pas sur les manifestants et l'armée informe le régime qu'elle interviendra pour défendre les manifestants en cas d'attaque par des milices.

Le 30 juin, l'armée estime à 14 millions le nombre de manifestants dans toute l'Égypte (soit un Égyptien sur 6[176]). Le 1er juillet, Al-Sissi envoie un ultimatum à tous les partis politiques : ils ont 48 heures pour "répondre aux demandes du peuple" ; dans le cas contraire, l'armée interviendra. Le lendemain, le président rejette l'ultimatum : il est arrêté le jour suivant par le chef de la garde républicaine. Le 3 juin, Al-Sissi annonce la tenue de nouvelles élections présidentielles ; le président de la Cour suprême, Aldy Mansour, est chargé d'assurer la présidence par intérim.

L'Égypte du maréchal Abdel Fatah Al-Sissi : quelles perspectives pour le rôle de l'armée ?

Le nouveau dirigeant égyptien n'est pas étranger aux États-Unis. Il a en effet étudié au United States Army War College en 2006 où il a rédigé un mémoire portant sur la démocratie au Moyen-Orient. Durant les deux mois qui suivent la chute de Morsi, le Department of Defense américain signe près de 300 millions de dollars en contrats d'armement avec l'Égypte.

En parallèle, le nouveau gouvernement égyptien accorde à l'armée près d'un milliard de dollars en contrats d'infrastructures, et supprime les possibilités de recours contre les contrats publics[177]. Le 6 octobre 2013, le maréchal Al-Sissi déclare « nous [l'armée] nous sommes engagés devant Dieu, pour le peuple égyptien à protéger l'Égypte, les Égyptiens et leur libre arbitre[178] ». Le 14 octobre, l'armée et la police évacuent par la force deux campements occupés depuis six semaines par des manifestants pro-Morsi. Le nombre de victimes fait débat : 638 morts et 3 994 blessés selon le ministère de la Santé, 817 morts selon Human Rights Watch. Le gouvernement affirme que 43 policiers ont été tués lors d'affrontements avec les militants fréristes et que d'importantes quantités d'armes et de munitions ont été retrouvées.[179]

En novembre, les manifestations sont interdites, la juridiction des tribunaux militaires est étendue et le recours à la détention préventive est facilité. Une spirale de la violence prend place dans le pays. Le 24 mars, on estime que

---

[176] FAYED, Shaimaa, SALEH, Yasmine, "Millions flood Egypt's streets to demand Mursi quit", *Reuters*, 30 juin 2013 [en ligne] disponible sur : https://www.reuters.com/article/us-egypt-protests/millions-flood-egypts-streets-to-demand-mursi-quit-idUSBRE95Q0NO20130630

[177] "L'institution militaire égyptienne, l'entreprise la plus puissante du pays", *Nemrod*, Février 2018 [en ligne] disponible sur : http://nemrod-ecds.com/?p=1262

[178] "Worse than the dictators: Egypt's leaders bring pillars of freedom crashing down", Patrick KINGSLEY, *The Guardian*, 26 décembre 2014 [en ligne] disponible sur : https://www.theguardian.com/world/2014/dec/26/sp-egypt-pillars-of-freedom-crashing-down

[179] "Egypt rights groups voice misgiving about army's call for rallies", *Daily News Egypt*. 7 octobre 2013 [en ligne] disponible sur : http://english.ahram.org.eg/NewsContent/1/64/77394/Egypt/Politics-/Egypt-rights-groups-voice-misgiving-about-armys-ca.aspx

depuis la chute de Morsi, plus de 16 000 personnes ont été arrêtées. Les prisons sont saturées et des ONG dénoncent l'usage de la torture. Durant la même période, près de 224 policiers et soldats sont tués lors d'attaques terroristes.[180]

Fin 2013, plusieurs campagnes sont lancées pour demander la candidature du maréchal Al-Sissi à la présidentielle. L'une d'entre elles prétend avoir rassemblé 26 millions de signatures. En décembre, le maréchal Al-Sissi, dont la popularité est au plus haut, est nommé "personne de l'année" par le magazine *Times*. En février 2014, il annonce son intention d'être candidat à la présidentielle « pour répondre à la demande du peuple égyptien ».[181]

Le 6 juin, le maréchal Abdel Fatah Al-Sissi est élu président avec 96 % des votes comptabilisés (la participation est estimée à 42 %)[182]. Le 22 juin, les États-Unis reprennent le versement de l'aide militaire précédemment gelée par l'administration Obama, auquel s'ajoutent 1,3 milliard de dollars supplémentaires en décembre.

Aujourd'hui l'armée égyptienne exerce un fort contrôle sur la vie économique et politique égyptienne et bénéficie du soutien des États-Unis (dont elle est le deuxième bénéficiaire d'aide militaire) ainsi que des monarchies du Golfe (qui ont versé plus de 20 milliards de dollars d'aide militaire à l'Égypte entre 2013 et 2015)[183]. L'Égypte s'impose aussi comme un acteur géopolitique de premier plan dans la région, notamment dans la crise libyenne marquée par les interventions russe et turque. Elle entretient un partenariat stratégique important avec la France matérialisé par la vente d'équipements de défense et des relations régulièrement entretenues.

L'institution militaire est traversée par des courants contradictoires. Ainsi en janvier 2018, le général Sami Anan, l'ancien chef d'état-major, a voulu se présenter aux élections présidentielles contre le maréchal Al-Sissi. Trois jours après le début de sa campagne, il a été arrêté par la police militaire. Après sa réélection, le président a fait remplacer les ministres de la Défense et de l'Intérieur par deux de ses anciens subordonnés.[184]

---

(180) HAUSLOHNER, Abigail, AL-HOURANI, Sharaf, "Scores dead in Egypt after security forces launch assault on protesters' camp", *The Washington Post*, 14 août 2013 [en ligne] disponible sur : https://www.washingtonpost.com/world/egyptian-security-forces-move-against-protesters-camps/2013/08/14/bc079750-04a7-11e3-9259-e2aafe5a5f84_story.html?_=ddid-1-1572384480

(181) GREGORY, Michael, "Egypt army chief Sisi says he will run for president – report", *Reuters*, 6 février 2014 [en ligne] disponible sur : https://uk.reuters.com/article/uk-egypt-sisi-election/egypt-army-chief-sisi-says-he-will-run-for-president-report-idUKBREA1426W20140206

(182) DUNNE, Michele, WILLIAMSON, Scott, "Egypt's Unprecedented Instability by the Numbers", *Carnegie Endowment for International Peace*, 24 mars 2014 [en ligne] disponible sur : https://carnegieendowment.org/2014/03/24/egypt-s-unprecedented-instability-by-numbers/h5j

(183) KINGSLEY, Patrick, "Abdel Fatah al-Sisi sweeps to victory in Egyptian presidential election", *The Guardian,* 29 mai 2014 [en ligne] disponible sur : https://www.theguardian.com/world/2014/may/29/abdel-fatah-al-sisi-sweeps-victory-egyptian-election

(184) TOLBA, Ahmed, KNECHT, Eric, "Egypt changes key government posts for Sisi's second term", *Reuters*, 14 juin 2018 [en ligne] disponible sur : https://www.reuters.com/article/us-egypt-politics/egypt-changes-key-government-posts-for-sisis-second-term-idUSKBN1JA1IP

Moins d'un an après la réélection, un référendum est organisé pour modifier la constitution : la durée du mandat du président passe de 4 à 6 ans et le nombre maximum de mandats successifs passe de 2 à 3. Plus significatif encore, le texte prévoit que le président prenne la tête du Conseil suprême de la magistrature et nomme le président de la Haute Cour constitutionnelle. La réforme est approuvée le 23 avril 2019 à 88,8 % des suffrages. L'avenir politique du maréchal-président Abdel Fatah AL-SISSI serait donc vraisemblablement assuré au moins jusqu'en 2030.[185]

Aujourd'hui la question du retour à un rôle plus mesuré de l'armée égyptienne dans le jeu politique reste posée. Certaines mesures récentes semblent indiquer une volonté de libéralisation de la société. Le président Abdel Fatah Al-Sissi a ainsi annoncé en novembre 2021 le lancement d'une Nouvelle stratégie nationale des droits humains « afin de promouvoir et de respecter davantage tous les droits civils, politiques, sociaux, économiques et culturels ».[186] Le président égyptien a également annoncé que 2022 serait « l'année de la société civile ». Il faut cependant relever que la mise en œuvre de cette stratégie a été confiée au ministre des Affaires étrangères et non au ministère des Affaires sociales, et pour certains observateurs cette initiative est avant tout une opération de relations internationales.[187]

---

[185] MICHAELSON, Ruth, YOUSSEF, Adham, "Sisi wins snap Egyptian referendum amid vote-buying claims", *The Guardian,* 23 avril 2019 [en ligne] disponible sur : https://www.theguardian.com/world/2019/apr/23/sisi-wins-snap-egyptian-referendum-amid-vote-buying-claims

[186] President El-Sisi Launches the National Strategy for Human Rights, presidency.eg, 11 septembre 2021.

[187] EMAIRA, M. A, "Egypt announces human rights strategy to mixed reviews", *Al-Monitor : The Pulse of the Middle East*, 22 septembre 2021 [en ligne] disponible sur : https://www.al-monitor.com/originals/2021/09/egypt-announces-human-rights-strategy-mixed-reviews

Terres rares : des enjeux de la transition énergétique aux enjeux géopolitiques ?

PAR LOUIS-MARIE ZELLER, responsable du comité énergies et environnement
ET WASSIM ALIDRA, membre du comité Asie[188]

Dans son dernier ouvrage *La guerre des métaux rares : la face cachée de la transition énergétique et numérique*, le journaliste Guillaume Pitron nous expose le nouvel eldorado de ces matières rares, et la remise en cause de la durabilité ainsi que de la résilience de la transition décarbonée espérée. Cette enquête de six ans, à travers de nombreux pays, illustre qu'en essayant de se soustraire à son addiction au pétrole, l'Occident se piège dans une dépendance encore plus grande.

Mais que sont les terres rares ? Il s'agit d'un sous-ensemble de 17 éléments chimiques aux noms peu communs parmi plus de trente métaux rares[189], dont le point commun est d'être associés aux métaux les plus abondants de la croûte terrestre. Les terres rares (en anglais *"Rare Earth Elements"* ou *REE*) sont qualifiées de "rares" pour trois raisons : leur difficulté d'extraction (grande abondance, mais concentration infime), leur faible production (qui devrait à exploser à l'avenir), et leurs propriétés physico-chimiques.

Sur la base de ce livre, nous analyserons la façon dont les métaux rares ont acquis leur rôle de moteurs de la transition énergétique et d'accélérateurs du développement technologique. Nous tenterons également d'illustrer comment la domination de la Chine sur la production de ces ressources représente à la fois une opportunité pour les ambitions stratégiques du pays, et dans le même temps, un risque pour les États non producteurs de l'OCDE. Enfin, nous discuterons des alternatives envisagées par l'Europe pour sortir de cette situation de dépendance.

---

(188) Article initialement publié sur le site Internet Les Jeunes IHEDN : https://jeunes-ihedn.org/terres-rares-des-enjeux-de-la-transition-energetique-aux-enjeux-geopolitiques/

(189) Commission Européenne, 11 septembre 2017, "Study on the review of the list of Critical Raw Materials" [en ligne] disponible sur : https://ec.europa.eu/transparency/regdoc/rep/1/2017/FR/COM- 2017-490-F1-FR-MAIN-PART-1.PDF [consulté le 29/09/2019].

Le visage inconnu des technologies vertes et numériques

L'utilité majeure de ces métaux rares réside dans leur capacité à apporter une nouvelle source d'énergie en s'incrémentant aux deux sources d'énergie primaire historiques, qui furent la réussite des premières révolutions industrielles : le charbon puis le pétrole. L'un des principaux enjeux industriels de notre siècle est de réduire drastiquement nos émissions anthropiques de CO_2. Cet objectif tend à se réaliser en trouvant un moyen différent de produire de l'électricité, qui est une énergie secondaire.

Les métaux rares possèdent également des propriétés magnétiques uniques et constituent donc une partie de la production des technologies vertes : éoliennes, panneaux solaires, véhicules électriques, mais aussi de toute l'électronique moderne (par exemple : traitement, stockage, transmission de l'information). En résumé, les *REE* sont ultra performantes, car efficaces en faibles proportions et ouvrant la voie à l'optimisation de nos machines ainsi qu'à la réalisation de grandes économies d'énergie. Et c'est justement vers quoi veut tendre notre vieux continent.

Vers une nouvelle dépendance énergétique

D'ici 2030, l'Europe vise trois objectifs : diminuer ses émissions de gaz à effet de serre à hauteur de 40 %, augmenter la part d'énergies renouvelables dans sa consommation de 27 %, et améliorer l'efficacité énergétique d'au moins autant[190]. La production des métaux rares, quant à elle, s'accélère : vers 2035, le marché du palladium (catalyseurs) pourrait être multiplié par cinq, celui du scandium par neuf et celui du cobalt (batteries, aimants) par vingt-quatre.[191]

Des quantités pharaoniques de minerais devront être extraites, selon un rapport de la Banque mondiale[192]. L'étude explique le rôle majeur que jouera le secteur de cette économie "verte" censée participer au maintien du réchauffement planétaire, grâce au développement de trois technologies : l'éolien, le solaire et le stockage d'énergie par batteries.

---

(190) Commission Européenne, 22/01/2014 "Cadre de la Commission Européenne pour le climat et l'énergie à l'horizon 2030" [en ligne] disponible sur : https://ec.europa.eu/clima/policies/strategies/2030_fr [consulté le 29/09/2019].

(191) MARSCHEIDER-WEIDEMANN, Frank, LANGKAU, Sabine, HUMMEN Torsten, ERDMANN, Lorenz, TERCERO ESPINOZA, Luis (coll.), "Raw Materials for Emerging Technologies", *German Mineral Resources Agency* (DERA), mars 2016.

(192) ARROBAS, LA PORTA, Daniele, HUND LORI, Kirsten (coll.) "The Growing Role of Minerals and Metals for a Low-Carbon Future", *World Bank Group*, juin 2017 ; JACQUE, Muryel, "Métaux : les besoins colossaux de la transition énergétique", *Les Echos*, 20 juillet 2017.

Cette dernière pourrait être profondément marquée par l'accroissement des accumulateurs électriques ; la demande de métaux (aluminium, cobalt, fer, plomb, lithium, manganèse et nickel) nécessaires pourrait en être multipliée par plus de dix. Par ailleurs, dotées de propriétés magnétiques particulières, les terres rares permettent la fabrication de super-aimants tout en minimisant leur taille. C'est ainsi que les moteurs électriques sont bien plus performants qu'auparavant, révolutionnant le domaine et ses applications. Le néodyme, par exemple, présent dans ces aimants, est extrêmement utilisé pour les voitures hybrides et électriques ou encore pour une partie des éoliennes et turbines hydroélectriques. À travers ces exemples, on constate que cette mutation énergétique passe également par une révolution technologique.

Le nouveau paradigme d'une domination numérique

Dans le même temps, une large gamme de ces métaux est exploitée dans les technologies de l'information et de la communication (TIC), avec un usage souvent dispersif (en quantités infimes, notamment dans le secteur des nanotechnologies), mais avec une croissance exponentielle de la demande. Les propriétés semi-conductrices des REE ont, pour ainsi dire, révolutionné l'informatique et l'électronique. C'est le cas par exemple du germanium (applications dans la fibre optique), l'indium (essentiel pour les écrans tactiles, car transparent et conductible), ou encore du tantale (pour les condensateurs miniaturisés, composant de base dans les montages électroniques)[193].

Ce monde digital pèse lourd pour l'environnement. Pour ne donner que quelques chiffres, 19 % de la part de consommation des métaux rares est destinée aux seuls ordinateurs et smartphones. De plus, le poids énergétique du fonctionnement des réseaux informatiques est considérable. En 2018, 281 milliards de courriels sont transmis à travers le monde tous les jours[194]. L'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe) estime que par exemple, "l'envoi de 33 courriels de 1 Mo à 2 destinataires par jour et par personne génère annuellement des émissions équivalentes à 180 kg de CO_2, ce qui équivaut à plus de 1000 km parcourus en voiture[195]".

Pour donner un autre exemple, les centres de données nécessitent une quantité d'électricité gigantesque. D'après Réseau de transport et d'électricité (RTE), en 2015, la consommation d'électricité de ces zones de stockage de données en France était de l'ordre de trois TWh, l'équivalent d'une consommation d'électricité supérieure à celle de Lyon[196]. Ainsi, la dématérialisation et

---

(193) Sources citées par Guillaume Pitron : Sénat, British Geological Survey, École de guerre économique, Congressional Research Service, Portail de l'IE.

(194) Radicati Group, *Email Statistics Report, 2018-2022*, mars 2018.

(195) ADEME, Internet, courriels : réduire les impacts, février 2014.

(196) OIE (Observatoire de l'Industrie Electrique), Le cloud, les datas centers et l'énergie, janvier 2017 [en ligne] disponible sur : http://observatoire-electricite.fr/IMG/pdf/pedago_data.pdf

l'apparente libération qu'offrirait la transition numérique reposent en grande partie sur des technologies énergivores et dont les métaux rares constituent le pilier essentiel, ressources dont la Chine possède le monopole d'extraction et de production à près de 80 %[197].

Le choix occidental d'une délocalisation de sa pollution

À travers ces matériaux, les intérêts du monde numérique convergent avec ceux du monde énergétique, nous laissant penser que nous allons révolutionner notre impact écologique. Néanmoins, est-ce réellement le cas ? L'extraction minière est dévastatrice, par ses méthodes actuelles, pour l'environnement. La Chine n'est d'ailleurs pas un bon élève dans cette industrie. La filière des *REE*, plus particulièrement dans la ville de Baotou en Mongolie intérieure, a engendré de grands fléaux : pollution de l'air (émissions de gaz à effet de serre et particules fines) due aux quantités gigantesques de minerais extraits puis enrichis pour récolter une once de ces précieux matériaux ; pollution des sols et des eaux par des procédés chimiques très agressifs; déchets radioactifs (thorium) présents par la séparation de métaux rares de leur minerai; conséquences immédiates ou à long terme sur la santé des habitants. Dalahai, un village à proximité de Baotou est désormais surnommé "le village du cancer" à cause des rejets hautement toxiques dans les nappes phréatiques.

Dans le même temps, les pays occidentaux ont parfois fait le choix délibéré de délocaliser leur pollution dans d'autres pays comme l'expédition de déchets électroniques dans des décharges toxiques ghanéennes[198] ou la fabrication polluante en Chine d'une grande partie des produits manufacturés et commercialisés dans le monde. Le cas de l'automobile est étonnant : selon des chercheurs de l'Université de Californie à Los Angeles, la fabrication d'un véhicule électrique requiert beaucoup plus d'énergie que l'usinage d'une voiture classique, notamment en raison des batteries[199].

Ainsi, la transition énergétique et numérique est réservée aux populations les plus aisées : les pays riches deviennent dépollués, mais alourdissent les zones périphériques ou éloignées des regards. Le monde plus vert tant espéré semble bien loin désormais, car il est tributaire de "métaux sales". Compte tenu d'une politique environnementale longtemps laxiste et d'un manque de transparence de la part de la Chine, comment expliquer le rôle prépondérant de celle-ci sur le marché des métaux rares ?

---

[197] RUIZ LEOTAUD, Valentina, Rare earths: Battling China's monopoly after Molycorp's demise? 10/09/2016 [en ligne] disponible sur : www. mining.com/rare-earths-battling-chinas-monopoly-after-molycorps-debacle [consulté le 29/09/2019].

[198] ALBERT, Éric, "Les déchets électroniques intoxiquent le Ghana", *Le Monde*, 27 décembre 2013.

[199] AGUIRRE, Kimberly, LIM, Luke, EISENHARDT, Christian et al., *Lifecycle analysis comparison of a battery electric vehicle and a conventional gasoline vehicle*, *UCLA press*, juin 2012.

Les métaux rares au cœur des rêves de puissance de la Chine

Nous venons de décrire de quelle façon nous assistons à une ruée vers ces ressources précieuses, à mesure que la pression technologique et les enjeux de la transition écologique se font de plus en plus prégnants. Un acteur majeur demeure au cœur de cette course aux ressources : la Chine. Nous allons nous intéresser au rôle unique que le pays a acquis sur le marché des métaux rares et comment cette présence sert ses intérêts domestiques et sa politique étrangère.

La naissance du monopole chinois

Contrairement à ce que leur dénomination suggère, les terres rares sont loin d'être un objet rare en termes de quantités brutes ; le problème de ces terres rares consiste plutôt en la dissémination relativement inégale dans le monde des réserves prouvées. En particulier, la Chine possède près de 37 % (44 millions de tonnes) des réserves prouvées[200], loin devant le Brésil et le Vietnam (22 millions de tonnes chacun) ou encore la Russie (18 millions de tonnes) venant compléter le podium. Les États-Unis sont loin derrière avec seulement 1,4 million de tonnes de réserves prouvées. Cependant, ces chiffres ne nous disent que peu de choses sur la production, sur les besoins et donc sur l'importance géoéconomique des zones où les gisements sont les plus présents. C'est justement en s'intéressant à ces données, fournies par le rapport du US Geological Survey de 2018 sur les terres rares, que l'importance de la Chine sur ce marché saute aux yeux. Comment expliquer que la production chinoise de terres rares représente près de 80 % de la production mondiale[201] ? Comment expliquer que la Russie, dont l'économie est en grande partie basée sur l'extraction des ressources de son riche territoire, ne produise que 2,3 % de la production mondiale ? Alors que la demande, et mécaniquement la production, s'accroissent rapidement depuis plusieurs années, passant de 75 000 tonnes en 2000 à 123 100 en 2016[202], cette interrogation est légitime.

On peut expliquer ce monopole chinois sur la production de terres rares par la rencontre entre contraintes géologiques et stratégie géoéconomique. Comme l'indique la US Geological Survey, même si les terres rares sont abondantes, elles sont bien moins concentrées que les autres minéraux[203]. Leur extraction est donc plus coûteuse en moyenne que des minerais comme le fer. Or, la Chine dispose d'avantages importants sur les autres États possédant de telles ressources, et c'est la combinaison de ces différents facteurs qui amène à présent au quasi-monopole de Pékin sur ce marché. Tout d'abord, un système

---

[200] US Geological Survey, *Mineral Commodities Summary* 2018 [en ligne] disponible sur : https://minerals.usgs.gov/minerals/ pubs/commodity/rare_earths/ [consulté le 16/10/2019].

[201] *Ibid*

[202] ROSKILL, *Rare earths: Global industry, markets and outlook to 2026*, 2016.

[203] *Ibid*

économique où les entreprises d'État appliquent les directives du parti communiste chinois, y compris lorsque cela n'est pas rentable. Ensuite, de 1978 à 2007, le développement d'une stratégie compétitivité-prix par la Chine pour s'imposer dans le commerce international, notamment permise par le retard économique du pays et les économies d'échelle permises par son énorme population[204]. Et enfin, très tôt, l'identification par les dirigeants politiques du pays de l'importance de cette ressource. Deng Xiaoping, l'artisan de la modernisation du pays, dira notamment « le Moyen-Orient a du pétrole, la Chine a des terres rares »[205]. S'en suivront en 1986 puis 1997, deux plans accélérant les recherches et l'exploitation des terres rares par le pays. En 1992, la Chine s'impose comme le plus gros producteur mondial[206] ; dans le même temps, la production américaine s'effondre du fait d'un manque de rentabilité et de compétitivité domestique par rapport à ce nouvel acteur.

Même si la situation évolue, la part de marché de la Chine étant passée de presque 100 % entre 2003 et 2011[207] à 80 % en 2017, l'année 2014 a tout de même vu le dernier producteur américain faire faillite[208]. L'importance des terres rares pour le secteur technologique, et la crainte que provoque ce monopole se sont déjà fait ressentir entre 2009 et 2014, lorsque le prix de certains minerais, comme l'europium, voit son prix multiplié par dix[209]. Cette situation ne devrait d'ailleurs qu'empirer dans le futur.

De la mise en place d'une stratégie chinoise de domination des TIC

En effet, la tension sur le marché des terres rares ne devrait que s'accroître, non seulement parce que le développement d'outils technologiques requérant de tels minerais s'accélère, mais également parce que la Chine est dans une phase de transition économique. Nous avons vu que cette dernière avait suivi une stratégie compétitivité-prix de 1978 à 2007, afin de s'inscrire dans l'économie internationale et de rattraper le retard accumulé sous l'ère Mao. Or, depuis 2007, l'universitaire Laetitia Guilhot explique que la Chine tente de suivre un nouveau modèle de croissance, visant à un rééquilibrage économique s'appuyant sur

---

(204) GUILHOT, Laëtitia, "Le nouveau modèle de croissance de l'économie chinoise, un moyen pour relever le défi de la trappe à revenu intermédiaire ?" XXXIe journées ATM "Le bilan des Objectifs du Millénaire pour le développement 15 ans après : réduction de la pauvreté et/ou montée des inégalités ?", juin 2015.

(205) JEANNE, Ludovic, "Comment la Chine a pris le contrôle du marché des terres rares", *The Conversation*, 22 janvier 2017 [en ligne] disponible sur : http://theconversation.com/comment-la-chine-a-pris-le-controle-du-marche- des-terres-rares-69967 [consulté le 16/10/2109].

(206) *Ibid.*

(207) *Id.*

(208) RUIZ LEOTAUD, Valentina, "The False monopoly : China and the rare earths trade", 19/09/2015 [en ligne] disponible sur : http://www.mining.com/rare-earths-battling-chinas-monopoly-after-molycorps-debacle/

(209) ELS, Frik, "Canada wants 20% of global rare earth market by 2018", 08/01/2014 [en ligne] disponible sur : http://www. mining.com/canada-wants-20-of-global-rare-earth-market-by-2018-27834/ [consulté le 16/10/2019].

la montée en valeur technologique du pays et le développement du marché national[210]. Dans ce cadre-là, la Chine renforce son contrôle sur la production de terres rares et se constitue des stocks stratégiques considérables au regard de la production mondiale annuelle : près de 20 000 tonnes. Dans le même temps, le pays lutte contre l'extraction illégale de cette ressource sur son territoire[211]. Cette hausse de la demande doit être analysée au regard de l'utilisation des terres rares. Par exemple le développement des véhicules hybrides et électriques devrait provoquer une forte hausse de la demande globale d'aimant au néodyme dans les dix prochaines années[212]. De même, certaines éoliennes sont fortement consommatrices de ces minerais (près d'une tonne pour une éolienne de 7MW) et la Chine, à la recherche d'énergies alternatives pour réduire sa pollution atmosphérique, mise énormément sur cette technologie et sur le développement de l'électrique[213].

Ajoutons également qu'au-delà des considérations environnementales, le basculement de l'économie chinoise vers la technologie amène à des enjeux d'approvisionnement similaires. Présentée lors du 18e Congrès du parti communiste, et formalisée en 2016, la stratégie nationale d'innovation vise à faire de la Chine la plus grande puissance technologique et innovante d'ici à 2050[214]. En 2017, un plan encore plus ambitieux est révélé par le ministère de l'Industrie et des technologies de l'information, et vise cette fois à faire de la Chine le *leader* mondial de l'intelligence artificielle (IA) en 2030. Elle ambitionne également de faire de l'IA le "principal moteur de la montée en valeur industrielle chinoise et de la transformation économique", ainsi qu'un garant de la « sécurité nationale »[215]. Ce plan vient, par ailleurs, compléter le projet *"Made in China 2025"*, dont l'objectif est de développer une industrie nationale des semi-conducteurs pour répondre à la demande domestique[216]. Toutes ces technologies, et donc les ambitions chinoises dans ces domaines, reposent ici encore sur l'utilisation de terres rares. Par exemple, entre 2016 et 2019, la Chine

---

(210) GUILHOT, Laëtitia, *op. cit.*

(211) RUIZ LEOTAUD, Valentina, *op. cit.*

(212) GOODENOUGH, Kathryn, WALL, Frances et MERRIMAM, David (coll.), "The Rare Earth Elements: Demand, Global Resources, and Challenges for Resourcing Future Generations", *Natural Resources Research*, 01/04/2017, pp. 1-17.

(213) IEA, *World Energy Outlook 2017: China*, IEA press, 14 novembre 2017, https://www.iea.org/weo/china/ , consulté le 16/10/2019.

(214) Ministère de l'industrie et des nouvelles technologies de la République Populaire de Chine, "工业和信息化部关于印发 '促进新一代人工智能产业发展三年行动计划（2018-2020年)' 的通知", décembre 2017 [en ligne] disponible sur : http://www.miit.gov.cn/n1146295/n1652858/n1652930/n3757016/c5960820/content.html [consulté le 16/10/2019].

(215) DING, Jeffrey, *Deciphering China's AI Dream, Future of the Humanity Institute*, University of Oxford, mars 2018, pp. 1-44.

(216) CADELL, Cate, "Chips down: China aims to boost semiconductors as trade war looms", *Reuters*, 20/04/2018 [en ligne] disponible sur : https://www.reuters.com/article/us-usa-trade-china-chips/chips-down-china-aims- to-boost-semiconductors-as-trade-war-looms-idUSKBN1HR1DF [consulté le 16/10/2019].

est le pays qui a connu la plus forte croissance de la demande en robots industriels, gourmands en métaux rares. De même, alors que l'amélioration de la vitesse de communication est prioritaire dans le pays[217], l'erbium (Er) et l'ytterbium (Yb) jouent un rôle d'amplificateur très important pour les fibres optiques[218]. La Chine tire encore une fois la majorité de la demande de ces éléments, mais en dépit de sa situation quasi monopolistique, même Pékin devrait rencontrer des difficultés d'approvisionnement dans les années à venir : d'ici à 2025, la demande chinoise pour les oxydes de néodyme devrait ainsi dépasser le reste de la demande mondiale[219]. Il est donc également très probable que les prix de ces ressources continuent de s'apprécier, renforçant d'autant plus le phénomène de compétition pour l'accès aux ressources.

Des investissements à l'étranger pour servir les ambitions économiques du pays

Ce monopole présente des risques majeurs pour la sécurité nationale des États non producteurs. À la fois, parce qu'ils entrent dans la composition d'engins militaires avancés (y compris dans l'aéronautique[220]), mais également parce qu'elles peuvent être utilisées comme des armes économiques. Or, dans un contexte où les relations internationales se rééquilibrent après la période de domination américaine, et où nous pourrions nous diriger vers un monde apolaire[221], la sécurité des approvisionnements est une nécessité absolue. L'importance des terres rares est telle qu'elles sont nommées "vitamines du monde moderne"[222].

Dans ces conditions, les investissements énergétiques chinois effectués par le projet des Nouvelles routes de la soie *(Belt and Road Initiative*, BRI ou OBOR) semblent montrer la consistance de la stratégie chinoise de maintien de sa domination sur la production de ces minerais[223]. Ils suscitent surtout des

---

(217) CUSTER, Charlie, "China will get 5G in 2020, say the people who delayed China's 4G launch", *Techasia*, 26 février 2016 [en ligne] disponible sur : https://www.techinasia.com/china-5g-2020-people-control-china-5g [consulté le 16/10/2019.

(218) WALL, *op. cit.*, 2017.

(219) ELS, Frik, "China to become net importer of some rare earths", 02/01/2017 [en ligne] disponible sur : http:// www.mining.com/china-become-net-importer-rare-earths/ [consulté le 16/10/2019]

(220) BARAKOS, Georges, MISCHO, Helmut, *The Potentials of Scientific and Industrial Collaborations in the Field of REE through China's Belt and Road Initiative*, juillet 2018 [en ligne] disponible sur : https://www.researchgate. net/figure/The-Belt-and-Road-Initiative-Roadmap-including-REE-sources-found-in-countries- involved_fig1_326271770 [consulté le 16/10/2019].

(221) HAASS, Richard N., "The Age of Nonpolarity", *Foreign Affairs*, mai-juin 2008 [en ligne] disponible sur https://www. foreignaffairs.com/articles/united-states/2008-05-03/age-nonpolarity [consulté le 16/10/2019].

(222) MEYER, Michael, "Industrial Vitamins", *Science History Institute*, Printemps 2012 [en ligne] disponible sur : https://www. sciencehistory.org/distillations/magazine/industrial-vitamins [consulté le 16/10/2019].

(223) YATSU, Mayuko, "Revisiting Rare Earths: The Ongoing Efforts to Challenge China's Monopoly", *The Diplomat*, 29/08/2017.

inquiétudes dans les pays occidentaux. Amorcé en 2013 par Xi Jinping, le projet BRI vise officiellement à créer des infrastructures de transports (aéroports, autoroutes, ports…) le long de plusieurs corridors[224]. L'idée principale avancée par la Chine est de favoriser les interconnexions commerciales entre différents États[225], tout en permettant au pays de diversifier les moyens de transport de ses marchandises[226]. Dans les faits cependant, les investissements énergétiques restent le poste de dépense principal dans ce projet, devant les dépenses en infrastructures, mais également loin devant ceux dans les terres rares[227]. Pourquoi alors le projet BRI est-il important dans le cadre de la concurrence pour le contrôle des terres rares ? Tout d'abord, car le cadre général des investissements peut servir d'accélérateur pour les ambitions d'exploitations des terres rares à l'étranger. En effet, la création de relations entre la Chine et les pays récipiendaires de ces investissements peut favoriser la mise en place de partenariats pour l'exploitation de ces ressources, en particulier dans les pays fermés aux IDE occidentaux. En ce sens, le cas de l'Afrique est intéressant puisque le continent voit actuellement se lancer plusieurs projets d'exploration et d'exploitation des terres rares[228], et la Chine y développe rapidement son influence. Ensuite, il est important, car à l'image de la prise de contrôle du port sri-lankais de Hambantota par la Chine, des mises en garde ont été soulevées par certains politiciens et chercheurs quant à la possibilité de voir des pays financièrement faibles tomber dans le piège de la dette, et rembourser la Chine grâce à leurs ressources naturelles[229]. Une étude du Center for Global Development a ainsi mis en évidence que huit pays, parmi les soixante-huit états candidats à la réception d'investissements chinois, étaient fortement susceptibles de ne pas pouvoir rembourser leurs dettes[230]. Le projet BRI démontre en tout cas la capacité du pays à investir massivement et à occuper le vide laissé par l'Occident dans certaines régions du monde.

---

(224) WANG, Xieshu, RUET, Joël, RICHER, Xavier (coll.), "One Belt One Road and the reconfiguration of China-EU relations", *CEPN*, mars 2017, pp. 1-18.

(225) JINCHEN Tian, *One Belt and One Road : Connecting China and the world*, McKinsey, juillet 2016 [en ligne] dispoible sur : https://www.mckinsey.com/industries/capital-projects-and-infrastructure/our-insights/one-belt- and-one-road-connecting-china-and-the-world [consulté le 16/10/2019].

(226) STOREY, Ian, China's "Malacca Dilemma", *China Brief*, Vol 6, Issue 8, 12/04/2006 [en ligne] disponible sur : https://jamestown. org/program/chinas-malacca-dilemma/ [consulté le 16/10/2019] ; CSIS, China Power, "How much trade transits the South China Sea?", 2018 [en ligne] disponible sur : https://chinapower. csis.org/much-trade-transits-south-china-sea/ [consulté le 16/10/2019].

(227) FAROOKI, Masuma, "China's Mineral Sector and the Belt & Road Initiative", *Strade (Strategic Dialogue on Sustainable Raw Materials for Europe)*, n°2, mars 2018, pp. 1-11.

(228) HARMER, Robin, NEX, Paul A. M., "Rare Earth Deposits of Africa", *Episodes* 39(2):381, June 2016.

(229) SU, Xiaochen, "Why Chinese Infrastructure Loans in Africa Represent a Brand-New Type of Neocolonialism", *The Diplomat*, 9 juin 2017 [en ligne] disponible sur : https://thediplomat.com/2017/06/why-chinese- infrastructural-loans-in-africa-represent-a-brand-new-type-of-neocolonialism/ [consulté le 16/10/2019].

(230) HURLEY, John, MORRIS, Scott, PORTELANCE, Gailyn, "Examining the Debt Implications of the Belt and Road Initiative from a Policy Perspective", *CGD Policy Paper* 121, mars 2018.

Notons tout de même que d'après une étude de S&P Global Market Intelligence, en janvier 2018, les sociétés minières chinoises sont loin de dominer sans partage le marché mondial[231] sur l'ensemble des extractions. Elles sont en effet jalonnées par les sociétés minières européennes, australiennes ou encore canadiennes. Les capacités d'exploitation existent donc bien en Europe.

Une solution européenne sur l'échiquier mondial ?

Nous avons constaté que la Chine développe une stratégie incisive et de long terme dans les zones abritant des ressources stratégiques. Bien que l'Europe dispose d'armes, notamment avec ses industries minières, nous allons analyser les raisons de son retard dans l'acquisition de ces ressources cruciales pourtant indispensables à sa prospérité présente et future. Ainsi, nous pouvons nous poser la question des alternatives possibles face à Pékin, alternatives que nous allons illustrer en étudiant la situation japonaise.

Le retard européen dans l'industrie de la transition énergétique et numérique face aux poids lourds mondiaux

La stratégie chinoise de remontée de la chaîne aval des métaux rares s'est faite aux dépens du dynamisme industriel européen et états-unien. Elle révèle une certaine vulnérabilité du modèle économique occidental. La connexion stratégique entre les filières amont et aval n'est plus évidente à cerner après la délocalisation des industries vers l'Asie. Selon une logique de plus-value des industries aval, un transfert de richesse du reste du monde vers l'Empire du Milieu s'est opéré non seulement sur ces matières premières, mais également sur l'usinage des composants, des pièces détachées voire des produits finis complexes. Les conséquences sur les emplois à l'Ouest se sont lourdement ressenties. En effet, alors que l'Europe peine à rassembler ses entreprises guidées par leurs propres enjeux privés, le gouvernement chinois décline ses objectifs industriels de longs termes grâce des plans quinquennaux, qui s'imposent à toute entreprise majeure.

Dans le domaine des technologies vertes, la Chine demeure *leader* pour l'industrie des énergies renouvelables (EnR) : pour la fabrication d'équipements photovoltaïques, pour l'investissement dans l'éolien[232], et pour la production et l'utilisation de voitures électriques[233]. À l'échelle planétaire, 333,5 milliards de dollars ont été injectés dans les EnR en 2017 selon l'agence *Bloomberg*. L'Empire du Milieu, à lui seul, a investi 133 milliards de dollars[234]. Heureusement,

---

(231) FAROOKI, Masuma, *op. cit.*

(232) French.china.org, "Chine : transition vers une énergie propre", 16 novembre 2017 [en ligne] disponible sur : http://french. china.org.cn/business/txt/2017-11/16/content_50061977.htm [consulté le 16/10/2019].

(233) McKinsey, "China's electric-vehicle market plugs in", *McKinsey Quarterly*, juillet 2017.

(234) THOUVEREZ, Pierre, "La Chine championne du monde des investissements dans les énergies renouvelables en 2017", *Techniques de l'ingénieur*, 26 janvier 2018 [en ligne] disponible sur : https://www.techniques- ingenieur.fr/actualite/articles/chine-monde-des-investissement-energies-renouvelables-2017-51256/ [consulté le 16/10/2019].

le secteur éolien européen peut compter sur des entreprises allemandes (Siemens-Gamesa, Enercon, Nordex pour ne citer qu'elles) et danoises (Vestas). Ces industries possèdent une part du marché mondial non négligeable et donc des capacités d'investissements potentiellement importantes.

Dans le second domaine abordé, l'un des acteurs principaux du numérique est également sans surprise la Chine. La croissance du secteur TIC reste forte grâce à son marché intérieur colossal servant de moteur économique. Depuis 2010, elle est le principal importateur et exportateur mondial de produits du secteur, d'après les statistiques de la Cnuced[235]. De plus, ce pays a réussi à élever au rang de leaders mondiaux des TIC plusieurs de ses entreprises : Lenovo (ordinateurs), ZTE (équipements télécoms), Suntech (énergie solaire), ou le plus célèbre Huawei (équipements télécoms) qui occupe désormais le deuxième rang mondial derrière Samsung. Par ailleurs, dans le secteur du *web*, les Européens peinent à sortir leur épingle du jeu. En effet, ce marché est monopolisé par les majors américains du numérique Gafam[236], avec des concurrents directs bel et bien chinois : les BATX[237]. Ces géants tendent de plus en plus à concurrencer leurs homologues américains voire à les surpasser dans certains secteurs spécifiques à l'image de Huawei sur la 5G.

Ainsi, le retard européen dans ces secteurs technologiques fort demandeurs en terres rares pourrait s'accentuer et même devenir permanent. Le cas japonais doit rappeler à l'Europe l'urgence de la situation.

Les terres rares comme armes économiques contre les ennemis de Pékin

L'utilisation des terres rares comme armes économiques a déjà un précédent. En 2010, à la suite d'un accrochage entre deux navires chinois et japonais en Mer de Chine, une zone où les deux pays connaissent des contentieux territoriaux, la Chine a ordonné la mise en place de quota de vente de terres rares au Japon[238]. La conséquence immédiate a été des difficultés d'approvisionnement pour de nombreuses entreprises japonaises, en particulier Toyota, dont la gamme de véhicules hybrides nécessite des besoins toujours croissants en terres rares. Bien que l'interdiction ait été levée par la Chine la même année, et que Tokyo ait bénéficié d'une victoire diplomatique avec la condamnation des actions chinoises par l'OMC en 2015[239], la décision de la Chine a marqué

---

[235] Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement, "communiqué de presse de mars 2012" [en ligne] disponible sur : https://unctad.org/fr/pages/PressRelease.aspx?OriginalVersionID=72 [consulté le 19/10/2019].

[236] Google, Apple, Facebook, Amazon et Microsoft.

[237] Baidu (moteur de recherche), Alibaba (vente en gros et au détail), Tencent (services Internet et mobiles, publicité) et Xiaomi (électronique et informatique).

[238] BRADSHER, Keith, "Amid tension, China Blocks Vital Exports to Japan", *The New-York Times*, 22 septembre 2010 [en ligne] disponible sur : https://www.nytimes.com/2010/09/23/business/global/23rare.html [consulté le 16/10/2019].

[239] Organisation mondiale du Commerce, Dispute Settlement DS 431- China : *Measures Related to the Exportation of Rare Earths, Tungsten and Molybdenum*, World Trade Organization, 2015 [en ligne] disponible sur : https://www.wto.org/english/tratop_e/dispu_e/cases_e/ds431_e.htm [consulté le 16/10/2019].

les esprits. Depuis, le gouvernement japonais a mis en place des mesures visant à trouver des alternatives aux terres rares chinoises. Tout d'abord, en sécurisant les approvisionnements du pays : il a ainsi accru les fonds alloués à la Banque japonaise pour la coopération internationale et à la Japan Oil, Gas and Metal National Corporation (Jogmec), qui doivent permettre aux sociétés privées de sécuriser les ressources naturelles stratégiques pour l'économie japonaise. Cela a permis au pays de faire passer la part des terres rares importées depuis la Chine de 90 % à moins de 50 % entre 2010 et 2015[240]. Ensuite, le Japon a mis en place tout un ensemble de subventions qui, doublées des investissements du secteur privé, ont amené à la mise en place de technologies ne nécessitant pas de terres rares (à l'image du nouveau moteur développé par Mazda)[241]. Enfin, une stratégie de recyclage, portée par le National Institute for Materials Science et le secteur privé, permet de redonner une seconde vie à ces matières.

Le Japon illustre la menace que fait peser le monopole chinois sur ces ressources. Si Tokyo a finalement pu réduire sa dépendance et a annoncé récemment avoir découvert des gisements très importants au large de ses côtes[242], une conclusion aussi rassurante ne doit pas faire baisser la garde des décideurs européens. L'Union européenne s'est justement lancée dans un projet de recyclage similaire à celui observé au Japon. Le projet "REE4EU", lancé en 2015, vise à rendre les pays membres autonomes sur un certain nombre de minerais critiques, utilisés notamment dans les éoliennes[243]. Parallèlement, entre 2013 et 2017, la Commission européenne a lancé une vaste étude visant à détailler la chaîne d'approvisionnement des terres rares en Europe, en identifiant les gisements dans la région et les modalités d'extraction[244]. Toujours est-il qu'aucune mine n'exploitant ces gisements n'existe pour le moment en Europe, les problématiques de rentabilité et de technologies d'extraction ayant éloigné les industriels de l'exploitation de ces ressources dans la région[245].

---

[240] Gouvernement canadien, *Mining Sector Market Overvie*w 2016 – Japan, The Canadian Trade Commissioner Service, 2016 [en ligne] disponible sur : https://www.tradecommissioner.gc.ca/japan-japon/market-reports- etudes-de-marches/0001460.aspx?lang=eng [consulté le 18/12/2018].

[241] SHIRAKI, Maki et TAJITSU, Naomi, "Honda co-develops first hybrid car motor free of heavy rare earth metals", *Reuters*, 12 juillet 2016 [en ligne] disponible sur : https://www.reuters.com/article/us-honda-rareearths- idUSKCN0ZS06C [consulté le 16/10/2019].

[242] SATORU, Nihei, "Toyota and academics lead hunt for rare earths in Japan", *Asia Nikkei Review*, 2 juillet 2018 [en ligne] disponible sur : https://asia.nikkei.com/Business/Business-Trends/Toyota-and-academics-lead-hunt- for-rare-earths-in-Japan [consulté le 16/10/2019].

[243] Consortium REE4EU, "REE4EU – Rare Earth Recycling for Europe", *REE4EU Newsletter*, n°2, juillet 2016, pp. 1-4.

[244] Rapport EURAR, *Research and development for the Rare Earth Element supply chain in Europe, Commission Européenne*, 2017, pp. 1-40.

[245] TURNER, Joe, "Europe's rare earth deposits could shore up tech industry", Horizon, 9 mars 2015 [en ligne] disponible sur : https://horizon-magazine.eu/article/europe-s-rare-earth-deposits-could-shore-tech-industry.html [consulté le 16/10/2019].

Les alternatives et opportunités possibles pour l'Europe. La résurgence d'une industrie européenne souveraine ?

L'Europe a plusieurs choix face à la stratégie chinoise : développer une industrie des terres rares souveraines, intensifier la recherche sur les substituts des *REE*, ou bien développer une filière du recyclage viable à grande échelle.

Des firmes minières européennes existent sur le marché mondial ; le bouclier baltique possède d'importantes réserves en fer, en minerais et métaux rares considérés comme stratégiques par la Commission européenne. Ces pays scandinaves sont donc pionniers : le sous-sol suédois regorge de métaux et attire les industriels[246]. Kiruna est par exemple, la plus grande mine de fer souterraine du monde (92 % de la production de fer de l'UE)[247]. De plus, l'industrie minière finlandaise jouit d'importants investissements pour l'ouverture et l'extension de mines. Enfin, le Groenland posséderait le second gisement de terres rares de la planète (réserves encore débattues à ce stade)[248].

Cependant, même dans ce cas-là, l'Europe peut rencontrer des difficultés. Non seulement le Groenland a accru son autonomie vis-à-vis du Danemark, mais surtout il existe de véritables inquiétudes sur la participation de sociétés minières chinoises dans l'exploitation de cette mine de Kvanefjeld : l'industriel chinois Shenghe s'est déjà associé au projet d'exploitation en acquérant 12,5 % des parts[249].

Reprendre une activité minière en Europe pourrait être envisageable, pour mettre fin au contrôle quasi monopolistique de Pékin sur le marché de ces précieux matériaux. Mais les États devront se heurter à la perception négative de l'activité minière par les populations européennes. En effet, le syndrome "NYMBY"[250], pousse les Occidentaux à refuser le retour d'industries polluantes. Ces mouvements de protestations amènent la France à reprendre une activité d'exploration dans les territoires d'outre-mer. Son vaste espace maritime accorde à la France un potentiel de ressources minérales très varié. Par exemple, la Polynésie française possède des encroûtements cobaltifères connus parmi les plus riches dans les océans[251] et les différents gouvernements successifs accordent une attention particulière à Wallis-et-Futuna.

---

(246) TEVA, Meyer, "Le sous-sol suédois, objet de convoitise", *L'atome de discorde*, 20 avril 2017 [en ligne] disponible sur : https:// geoposvea.hypotheses.org/556 [consulté le 16/10/2019].

(247) Mining Technology "Kiruna Iron Ore Mine", *Projects* [en ligne] disponible sur : https://www.mining-technology.com/projects/kiruna/ [consulté le 16/10/2019].

(248) DELAMARCHE, Myrtille, "Un gisement de terres rares en vue au Groenland", *L'Usine nouvelle*, 21 mars 2017 [en ligne] disponible sur : https://www.usinenouvelle.com/article/un-gisement-de-terres-rares-en-vue-au-groenland.N516999 [consulté le 15/10/2019].

(249) ZEUTHEN, Jesper, "Part of the Master Plan? Chinese Investment in Rare Earth Mining in Greenland", *Artic Yearbook* 2017, pp. 1-14.

(250) *"Not in my backyard"* équivalent à "oui, mais pas chez moi".

(251) BOUGAULT, Henri, SAGET, Philippe, "Les encroûtements cobaltifères de Polynésie française", octobre 2011 [en ligne] disponible sur : https://archimer.ifremer.fr/doc/00069/18029/15560.pdf [consulté le 16/10/2019].

Depuis plusieurs années, le Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM), l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (Ifremer) et le groupe minier Eramet (Entreprise minière et métallurgique française) convoitent un immense cratère sous-marin, de 20 km de diamètre appelé la "grande marmite" qui regorge de terres rares. En Guyane, le projet "Montagne d'or" éveille aussi les passions d'extraction de ce métal[252]. La Nouvelle-Calédonie revient également souvent à l'esprit, car elle détient environ 10 % des réserves mondiales de nickel[253].

Concernant la filière du recyclage, le chimiste Solvay (groupe belge *leader* mondial de la chimie et *leader* européen de séparation métallurgique) s'était lancé en 2012 dans le recyclage à grande échelle de terres rares.

En 2016, il renonce à ce projet, faute de rentabilité[254], ce qui illustre le fait que le développement d'une filière de recyclage ne pourra émerger qu'en présence d'une volonté politique forte de la part des pays européens.

Néanmoins, il est possible d'en douter. En effet, les métaux rares sont peu présents à l'état pur dans les composants. Ils y sont sous forme d'alliages en petites quantités dont il est long et coûteux écologiquement et énergétiquement d'extraire les éléments constitutifs. Pour l'instant, le coût apparaît rédhibitoire et le taux de recyclage des métaux rares varie entre 0 et 3 %. À titre d'exemple, le groupe japonais Hitachi considère que le recyclage de 10 % des terres rares présents dans ses technologies constituerait déjà un exploit[255].

---

(252) COSNARD, Denis, "Le projet de Montagne d'or en Guyane va être revu pour obtenir le feu vert de l'État", *Le Monde*, le 07/09/2018 ; DUSSEAULX Anne-Charlotte, "Montagne d'or en Guyane : 'un avis favorable' de l'État a relancé le dossier", *Le Journal du dimanche* [en ligne] disponible sur : https://www.lejdd.fr/Politique/montagne-dor-en-guyane-un- avis-favorable-de-letat-relance-le-dossier-3925870 [consulté le 16/10/2019].

(253) Rapport d'information n°368 du sénateur Éric DOLIGE fait au nom de la commission des finances, Nickel en Nouvelle-Calédonie : tirer les leçons d'une défiscalisation réussie, Sénat, mars 2011, p. 8 [en ligne] disponible sur : https://www.senat.fr/rap/r10-368/r10-3681.pdf [consulté le 16/10/2019].

(254) DELAMARCHE, Myrtille, "Solvay renonce au recyclage des terres rares", *L'Usine nouvelle*, 26 janvier 2016 [en ligne] disponible sur : https://www.usinenouvelle.com/article/solvay-renonce-au-recyclage-des-terres-rares.N375934 [consulté le 16/10/2019].

(255) PITRON, Guillaume, *La guerre des métaux rares. La face cachée de la transition énergétique et numérique*, Les liens qui libèrent, janvier 2018.

Nous avons pu mettre en avant le caractère extrêmement polluant de l'extraction minière des métaux et terres rares, de la délocalisation de la pollution assumée par les Occidentaux ainsi que le manque de transparence de la Chine sur ses réglementations environnementales. À ce titre, il est compliqué de mesurer raisonnablement le coût écologique de l'ensemble des technologies vertes et, dès lors, les progrès réalisés dans la lutte contre le réchauffement climatique et la dégradation de la biosphère. L'utilisation de technologies comportant des métaux rares mène au dilemme de productivité ou de sobriété (à cause de la pollution).

À ce dilemme, la Chine a pendant des décennies fait le choix de la productivité et, couplée avec une vision stratégique de long terme, a très tôt parié sur l'exploitation des terres rares. Concentrant sur son territoire d'énormes gisements et disposant d'une main-d'œuvre peu chère, la Chine de l'ère Deng a su imposer un monopole durable sur l'exploitation de ces minerais. Longtemps, la mise à disposition à bas coûts de ces ressources, et la lutte plus immédiate pour le contrôle des ressources hydrocarbures, a permis le maintien d'une telle situation. Toutefois, la hausse de la demande, l'incorporation de ces minerais dans des technologies avancées et l'utilisation de ces ressources comme armes économiques orientent, tardivement, les États vers une reconfiguration de leurs chaînes d'approvisionnement.

Stratégiquement parlant, l'Occident s'est laissé surprendre. En France par exemple, le BRGM, qui était un acteur prédominant, a graduellement perdu en rayonnement, stoppant les prospections minières dans les années 2000. Aux États-Unis, par manque de rentabilité, les carrières exploitant les terres rares du pays se sont peu à peu tues au profit des cargos transportant les précieuses ressources depuis la Chine. En trois décennies, Guillaume Pitron fait état d'un renversement stratégique complet, dont les causes sont la politique court-termiste du marché et le dumping accompli avec patience par la Chine.

Cependant, la menace que fait peser le monopole de la Chine sur les économies industrialisées de plus en plus dépendantes des terres rares offrent des perspectives intéressantes. L'exemple du Japon qui a découvert un gisement décrit comme presque "illimité" est un exemple frappant de la fiabilité toute relative de cet instrument de guerre économique. De la même manière, l'Europe dispose de ressources, des capacités d'extraction minière, de moyens de substitution technologique, et d'un capital humain à même de répondre à cet enjeu. Cependant, nous pouvons nous interroger sur l'incapacité de l'Europe à anticiper plus tôt cette relation asymétrique pour l'accès aux terres rares. Nous pouvons également nous poser la question de la volonté politique de se heurter sur un premier front à une opinion publique inquiète des conséquences environnementales à court moyen terme du lancement d'une production minière d'ampleur en Europe, et sur un autre front à répondre au défi de long terme de l'ogre chinois.

Les enjeux du renouvellement des deux composantes de la dissuasion nucléaire

PAR JEAN-SAMUEL DE BOISSIEU, responsable du comité industrie de défense[256]

« Dans dix ans, nous aurons de quoi tuer 80 millions de Russes. Eh bien, je crois qu'on n'attaque pas volontiers des gens qui ont de quoi tuer 80 millions de Russes, même si on a soi-même de quoi tuer 800 millions de Français, à supposer qu'il y eût 800 millions de Français ». C'est par ces mots célèbres, dictés par le général Charles de Gaulle au travers d'une directive présidentielle, que la France affiche le 16 décembre 1961 son ambition de maîtriser et posséder au plus vite la bombe H. Si cela est chose faite moins de dix ans plus tard, la portée de ces mots dépasse très largement la maîtrise d'une simple technologie. À elle seule, cette formule résume l'esprit même de la dissuasion nucléaire : l'assurance d'un équilibre mondial entre les puissances et, pour qui la détient, l'assurance de protéger ses intérêts vitaux.

Ainsi, cela fait près de soixante ans que la France dispose d'un arsenal nucléaire, clé de voûte de sa protection et de sa présence sur la scène internationale. Véritable fierté pour le pays, la dissuasion nucléaire est toutefois à l'aube d'une ère nouvelle. Face à l'amélioration des équipements et des systèmes de défense adverses, nos moyens doivent évoluer pour faire face aux défis d'une dissuasion adaptée aux contraintes du XXIe siècle. Pour cela, la modernisation de notre force de dissuasion va devoir relever de nombreux défis au cours des années à venir. Ces défis sont à la fois d'ordre technologique, financier et politique.

[256] Cet article a été initialement publié sur le site de notre association : https://jeunes-ihedn.org/les-enjeux-du-renouvellement-des-deux-composantes-de-la-dissuasion-nucleaire/

Les défis technologiques

Les défis technologiques concernent aussi bien la composante aéroportée que la composante océanique.

Les défis de la composante aéroportée

En ce qui concerne la composante aéroportée, une modernisation s'impose pour le vecteur qui équipe actuellement les Rafales des forces aériennes stratégiques (FAS) de Saint-Dizier, l'ASMPA (air-sol moyenne portée améliorée) du missilier MBDA. Son successeur, l'ASN4G (air-sol nucléaire de quatrième génération), est déjà à l'étude depuis plusieurs années. L'industriel, en lien très étroit avec l'Office national d'études et de recherches aérospatiales (Onera), étudie deux pistes pour son nouveau vecteur : la furtivité et l'hypervélocité. Lors d'un colloque à l'École militaire en 2014, Jean-Yves Le Drian, alors ministre de la Défense, parlait déjà de ces études en ces termes : « des conceptions audacieuses, ayant recours par exemple aux technologies de la furtivité ou de l'hypervélocité, à la pointe de la technologie, seront explorées [257]».

En effet, les deux options sont parallèlement étudiées grâce à deux plans d'études amont (PEA) distincts[258]. La furtivité, objet du PEA Camosis, est étudiée par l'Onera. Même si ces études mettent l'accent sur la furtivité, le missile volerait à vitesse supersonique entre 4000 et 5000 kilomètres par heure, ce qui doublerait les performances actuelles de l'ASMPA. L'autre PEA, Prométhée, porte sur un missile hypervéloce et est mené par MBDA. Ce missile, nous y reviendrons, pourrait être quatre fois plus rapide que l'ASMPA[259].

Qu'en est-il exactement ? Furtivité ou hypervélocité ? Comme tous les sujets qui touchent à la dissuasion nucléaire, les commentaires sont rares et les acteurs concernés peu prompts à livrer les détails des développements et des essais réalisés. Il semblerait toutefois que l'hypervélocité obtienne les faveurs de nos armées, bien qu'il convient de rester prudent sur ce point. Le général Denis Mercier, ancien chef d'état-major de l'armée de l'air (Cemaa), disait à l'occasion d'une audition sur la dissuasion nucléaire à l'Assemblée nationale en 2014 que, des deux options évoquées, « c'est cette seconde solution (l'hypervélocité) qui a ma faveur ». Le Cemaa faisait alors valoir que la plupart des puissances étrangères étudiaient cette option et qu'il était impossible pour la France de ne pas en faire autant, d'autant que notre pays « jouit d'une avance incontestable en matière de statoréacteur »[260].

---

[257] Discours de clôture de M. Jean-Yves LE DRIAN, ministre de la Défense, au colloque "50 ans de dissuasion nucléaire : exigences et pertinences au XXIe siècle", École militaire, Paris, 20 novembre 2014.

[258] STEUER Guillaume. "Quel missile nucléaire français pour 2035 ?". *Air & Cosmos*, publié le 21 août 2012, [consulté le 24 septembre 2019].

[259] Les caractéristiques techniques de l'ASMPA sont classifiées. Les données mentionnées dans le présent article sont à considérer comme un ordre de grandeur communément admis.

[260] Audition du général Denis MERCIER, Cemaa, et du général Patrick CHARAIX, commandant des forces aériennes stratégiques, sur la dissuasion nucléaire. Commission de la défense nationale et des forces armées, Assemblée nationale. 15 avril 2014, p.9.

Il faut se rendre compte de la prouesse que représenterait le développement d'un tel vecteur. L'objectif est en effet capable d'atteindre Mach 7 ou 8, soit environ 9 000 km/h[261]. Comment une défense ennemie serait-elle capable d'arrêter un missile capable de parcourir 2,5 kilomètres en une seconde ? À l'heure actuelle, personne ne pourrait réaliser un tel exploit. Doter la France d'une telle capacité de pénétration, ce serait assurer à la dissuasion une crédibilité renouvelée et sans commune mesure bien que le défi reste de taille. L'ASN4G, pour son développement, nécessite en effet de faire appel à de multiples domaines d'expertise.

L'Onera, évoquant dans son *Rapport stratégique 2015-2025* son action dans le « développement d'armes furtives et hypervéloces », insiste sur ce point. Est ainsi souligné qu'un « très grand nombre de disciplines sont mises en jeu, telles que l'aérodynamisme, la propulsion, l'architecture du vecteur, son contrôle et son pilotage ». En d'autres termes, le projet nécessite de mettre en relation et de coordonner de très nombreux acteurs sachant que le nouveau vecteur doit être opérationnel à horizon 2035[262].

Par voie de conséquence, les têtes nucléaires qui équiperont ce nouveau vecteur doivent elles aussi être modernisées. Le général Patrick Charaix, alors commandant des FAS, résumait ainsi cette nécessité : « Il faut donc engager un véritable travail, avec le CEA, avec MBDA, de recherche technologique sur notamment la résistance des matériaux et les propulseurs». [263]En clair, la tête nucléaire aéroportée du futur devra être capable de supporter la vitesse et l'ensemble des contraintes physiques inhérentes à un vecteur hypervéloce.

Outre le vecteur et les têtes nucléaires qui l'équipent, une autre problématique se pose au sujet des appareils qui interviennent au service des FAS. Le problème est simple : quel sera le futur porteur ? Pour l'heure, le Rafale est indissociable de la force de dissuasion et il est inconcevable qu'il en soit autrement au cours des années à venir. Les futurs standards F3-R et F4 assureront la mission de dissuasion comme le font actuellement les Rafales qui équipent les escadrons de Saint-Dizier. Qu'en sera-t-il pour l'ASN4G ? Nouvelle plateforme, Rafale substantiellement amélioré, ou Rafale en "configuration actuelle" ? La question reste ouverte. Éric Trappier, PDG de Dassault Aviation, disait ainsi devant la commission de défense de l'Assemblée nationale : « Très certainement, ce

---

[261] TRAN Pierre. "Onera explores Mach-8 Missile Engine Technology", www.defensenews.com, publié le 17 octobre 2015 [en ligne] disponible sur : https://www.defensenews.com/2015/10/17/onera-explores-mach-8-missile-engine-technology/ [consulté le 24 septembre 2019].

[262] LAGNEAU, Laurent, "Les défis technologiques posés par l'ASN4G, le futur missile des Forces aériennes stratégiques", www.opex360.com, publié le 18 avril 2016 [en ligne] disponible sur : http://www.opex360.com/2016/04/18/les-defis-technologiques-poses-par-lasn4g-le-futur-missile-des-forces-aeriennes-strategiques/ [consulté le 24 septembre 2019].

[263] Audition du général Denis MERCIER, chef d'état-major de l'armée de l'air, et du général Patrick CHARAIX, commandant des forces aériennes stratégiques, sur la dissuasion nucléaire, commission de la défense nationale et des forces armées, Assemblée nationale, 15 avril 2014, p.15.

porteur sera un avion de combat. Très certainement, ce sera le Rafale. Mais est-ce que ce sera un Rafale amélioré ou pas, la question est posée entre les services, les militaires et nous [264]». Les études en cours lèveront le voile sur le compromis à choisir entre vecteur et porteur. En tout état de cause, la question d'un porteur sans pilote semble être écartée. Dans l'imaginaire collectif et pour l'opinion publique, il semble pour l'heure inconcevable que les têtes nucléaires soient embarquées sur un avion de combat sans pilote.

Enfin, la modernisation de la composante aéroportée concerne également les avions ravitailleurs chargés d'assurer la projection de nos forces aériennes, elle aussi garante de la crédibilité de notre dissuasion. Face au vieillissement des 3 KC-135RG et des 11 C-135FR qui composent la flotte de ravitaillement de l'armée de l'air, 12 A330-MRTT ont été commandés[265] et la première livraison a eu lieu sur la base aérienne d'Istres en octobre 2018. Le bond en avant est énorme, dans la mesure où le MRTT permettra d'emporter trois fois plus de carburant que ses prédécesseurs (50 tonnes contre 17), avec une autonomie de 4 h 30 sur zone à 2000 kilomètres[266].

Pour rappel, le premier C135 est entré en service en février 1964 et la flotte commence à connaître des avaries. Il était donc nécessaire que la capacité de projection aéroportée de la France soit renouvelée dans son intégralité. D'ailleurs, en 2017, le général André Lanata, alors chef d'état-major de l'armée de l'air, disait de la flotte de C-135 que « nous ne sommes plus en mesure de prévoir et de maîtriser les conséquences de son vieillissement sur les enjeux essentiels de la dissuasion, de projection de puissance ou de mobilité stratégique [267]». Pour preuve, le 16 janvier 2017, deux Rafales ont dû interrompre leur mission de renseignement du fait de l'avarie technique d'un C135, contraignant les trois appareils à se poser d'urgence sur l'aéroport international de Malte. Avec le remplacement de toute la chaîne de ravitaillement, c'est la capacité des Rafales à se projeter n'importe où qui est renouvelée et, a fortiori, c'est toute la composante aéroportée de la dissuasion qui retrouve sa crédibilité.

---

[264] Audition d'Éric TRAPPIER, président-directeur général de Dassault Aviation. Commission de la défense – auditions sur le projet de loi de programmation militaire, Assemblée nationale, 28 février 2018.

[265] Douze appareils ont pour le moment été commandés. La cible a été augmentée à quinze appareils dans la LPM 2019-2025.

[266] "MRTT Phénix", defense.gouv.fr, mis à jour le 09/11/2018 [consulté le 13 novembre 2018] (la page a depuis été modifiée).

[267] Cité in LAGNEAU, Laurent, "La ministre des armées confirme l'accélération des livraisons d'avions ravitailleurs A330 MRTT Phénix", www.opex360.com, publié le 20/09/2018 [consulté le 24 septembre 2019].

Les défis de la composante océanique

La composante océanique est également dans l'obligation de moderniser ses moyens. Cette modernisation concerne principalement les sous-marins nucléaires lanceurs d'engins (SNLE) et les missiles balistiques qui équipent ces derniers.

La flotte française est actuellement composée de 4 SNLE : *Le Triomphant*, *Le Téméraire*, *Le Vigilant* et *Le Terrible*. Ils ont respectivement été mis en service actif en 1997, 1999, 2004 et 2010[268]. En d'autres termes, le renouvellement de la flotte approche puisque le 1er SNLE de type *Le Triomphan*t a déjà 20 ans de service. La durée de vie d'un sous-marin de type *Le Triomphant* étant d'environ 35 ans, le sous-marin du même nom devrait être retiré du service vers 2029-2030[269].

Sachant que l'on estime à dix ans la construction d'un bâtiment de ce type[270], le chantier débutera au cours de la prochaine décennie. Quels sont les défis qui attendent Naval Group et ses sous-traitants ? L'industriel possède désormais une solide expérience dans la conduite de tels programmes, mais la DGA et la marine nationale ont des exigences très élevées concernant le nouveau standard de SNLE. Le cahier des charges met ainsi l'accent sur la discrétion acoustique et la détection sonar des nouveaux bâtiments[271]. Il convient dès lors de doter les SNLE de troisième génération des meilleures technologies pour assurer leur discrétion et, en conséquence, leur invulnérabilité.

Dernière question en suspens : la détection des réacteurs nucléaires. De récentes recherches ont montré qu'il était désormais possible de détecter les milliards de particules émises par les réacteurs des sous-marins : les antineutrinos[272]. En plus haut lieu, on s'inquiète de la détection de nos sous-marins en conditions tactiques. La composante océanique, censée être indétectable et capable de frapper n'importe quel point du globe à tout instant, perdrait son invulnérabilité. Pour le moment le déploiement d'une unité capable de détecter nos sous-marins n'est que pure hypothèse, mais à l'avenir des solutions devront sans doute être étudiées pour faire face à cette menace.

Outre les SNLE, le renouvellement de la composante océanique passe également par l'amélioration du missile M51. Sa deuxième version, le M51-2, équipe désormais tous nos SNLE depuis que le dernier SNLE qui n'en disposait pas jusqu'alors,

---

(268) "Les sous-marins nucléaires lanceurs d'engins", www.defense.gouv.fr, en ligne, modifié le 6 janvier 2012, [consulté le 24 septembre 2019].

(269) "SNLE de troisième génération (SNLE 3G)", globalsecurity.org, publié le 30 mai 2016 [consulté le 24 septembre 2019].

(270) GROIZELEAU, Vincent, "Dissuasion, 45 ans de patrouilles pour les SNLE français", www.meretmarine.com, publié le 27 mars 2017 [consulté le 15 août 2019].

(271) *Idem*.

(272) GUISNEL, Jean, "Les sous-marins nucléaires ne pourront plus se cacher", *Le Point*, publié le 27 mai 2014 [consulté le 24 septembre 2019].

Le Téméraire, est sorti "d'indisponibilité pour entretien et réparations" (Iper) en juillet dernier en bénéficiant d'une adaptation au M51-2. Son évolution, le M51-3, doit être livrée en 2025 et répond à un double besoin : l'augmentation de la portée et l'amélioration de ses capacités de pénétration des lignes de défense. C'est cette version qui équipera les SNLE de troisième génération, avant l'arrivée d'un M51-4.

Derrière les défis technologiques, le défi des compétences

Outre la nécessité d'effectuer cette modernisation pour assurer la crédibilité et la continuité de nos moyens de dissuasion, c'est la question des compétences humaines, celles qui opèrent cette modernisation, qui est en jeu. En effet, toutes ces opérations nécessitent l'action d'experts et d'ingénieurs aux compétences très recherchées. Décaler les programmes évoqués précédemment, c'est prendre le risque de ne plus trouver les profils capables de les réaliser quand il s'agira de les mener à bien. L'ancien PDG de NavalGroup, Patrick Boissier, établit le constat clair selon lequel ces compétences sont « longues à acquérir, rapides à perdre et impossible à récupérer »[(273)].

Développer et préserver les filières et les compétences techniques associées, tel est donc, également le défi du renouvellement des deux composantes de la dissuasion. Les députés Jean-Jacques Bridey et Jacques Lamblin, dans leur rapport sur les enjeux industriels et technologiques du renouvellement des moyens de la dissuasion nucléaire, évoquent également cette nécessité. Selon leurs termes, « nombre d'entreprises, souvent des PME, sont en difficulté sur plusieurs points : sécurité de l'approvisionnement, robustesse financière, permanence de l'activité défense, maintien des compétences »[(274)]. Derrière la question technologique se pose donc bien la question de la rareté des profils.

Pour la France, il s'agit de ne pas reproduire les erreurs commises par la Grande-Bretagne. Pendant de nombreuses années, la *Royal Navy* n'a pas commandé de sous-marin à cause des atermoiements de sa classe politique. Du fait de la perte de compétences qui suivit, le programme de livraison des sous-marins nucléaires d'attaque de classe Astute connut d'importants retards. Il en va de même pour la construction des SNLE de classe Dreadnought qui visent à remplacer ceux de classe Vanguard à horizon 2028. Aujourd'hui, BAE Systems Maritime – Submarines, l'industriel responsable de ces programmes, déploie des trésors d'énergie pour retrouver des compétences autrefois acquises. D'ailleurs, l'industriel britannique fut contraint de faire appel à Naval Group pour la fourniture de certains équipements[(275)].

---

(273) Cité *in* MERCHET, Jean-Dominique, "Dissuasion nucléaire : le futur hôte de l'Élysée est au pied d'un mur financier", *L'Opinion*, publié le 22 décembre 2016 [consulté le 24 septembre 2019].

(274) Cités *in* LAGNEAU Laurent. "La modernisation de la dissuasion nucléaire française devra faire face à au moins trois enjeux", sur opex360.com [en ligne], publié le 20/12/2016 [consulté le 2 septembre 2019].

(275) "BAE Systems et DCNS coopèrent pour les sous-marins Astute", naval-group.com, publié le 10/09/2013 [consulté le 24 septembre 2019].

Les défis financiers

S'ils sont d'abord technologiques, les défis qui attendent la modernisation de notre force de dissuasion sont aussi financiers. Afin de conduire les programmes de modernisation évoqués, le budget alloué à la dissuasion nucléaire est dans l'obligation d'être augmenté de façon significative. Selon l'ancien délégué général pour l'armement Laurent Collet-Billon, il doit s'établir à 6 milliards d'euros à horizon 2030[276]. En d'autres termes, il s'agit de doubler les crédits actuellement alloués à la dissuasion.

En effet, dans la Loi de Programmation militaire (LPM) 2014-2019, ce budget s'établit à 3,5 milliards d'euros par an. Porter ce budget à 6 milliards d'euros sonnerait une véritable révolution dans le monde de la défense à une période où les crédits alloués aux dépenses militaires sont constamment rabotés par Bercy. L'annulation en 2017 de 850 millions d'euros de crédits dédiés aux opérations extérieures en fut le parfait exemple.

Toutefois, cette augmentation est tout autant révolutionnaire que nécessaire. En effet, la France fait face à une situation exceptionnelle. Comme constaté, les jalons des différents chantiers de modernisation se profilent de manière simultanée. ASN4G en 2035, SNLE 3G en 2030, têtes nucléaires du futur vers 2040, remplacement du porte-avions Charles-de-Gaulle en 2041… c'est d'un même front qu'il faut mener tous ces programmes. C'est donc bien la nécessité de mener en parallèle les chantiers et les plans d'études amont qui fait que, dès aujourd'hui, le budget de la dissuasion doit augmenter.

Le constat étant posé, il faut répondre à une seconde problématique : comment cette augmentation budgétaire doit-elle se dérouler ? Pour qu'aucun projet ne prenne de retard, le budget de la dissuasion doit monter en puissance au cours de l'actuel quinquennat pour atteindre son rythme de croisière entre 2022 et 2027. Promulguée le 13 juillet 2018, la loi de programmation militaire 2019-2025 semble aller en ce sens puisqu'elle porte l'effort financier au profit de la dissuasion à 23 milliards d'euros sur la période 2019-2023. Reste à savoir si les chantiers seront enclenchés à temps comme prévu. Pour l'heure, la volonté de l'Élysée semble affirmée puisque le président de la République, lors de son premier grand discours sur les affaires militaires, le 19 janvier 2018, prononçait les mots suivants : « Je lancerai, au cours de ce quinquennat, les travaux de renouvellement de nos deux composantes, dont la complémentarité ne fait pas de doute : la force océanique qui, par la permanence à la mer, nous protège de toute surprise stratégique, et la composante aérienne qui, par sa démonstrativité, fait partie du dialogue de la dissuasion ».

---

[276] PFILMLIN, Édouard, "Dissuasion nucléaire : de lourdes questions en suspens", *Le Monde*, publié le 26 septembre 2016 [en ligne] disponible sur : https://www.lemonde.fr/politique/article/2016/09/26/dissuasion-nucleaire-de-lourdes-questions-en-suspens_5003745_823448.html [consulté le 24 septembre 2019].

Si les bases sont donc établies, l'avenir pourrait néanmoins s'avérer plus complexe. La crise sociale que traverse actuellement la France et les annonces gouvernementales qui s'en sont suivies pèseront très lourd sur les dépenses de l'État. S'il est pour l'heure difficile d'annoncer un chiffre précis, il est déjà su et entendu que les différents ministères seront sollicités pour participer à l'effort de guerre… La ministre des Armées, Madame Florence Parly, l'a d'ailleurs énoncé à demi-mot dès le lendemain de l'allocution présidentielle : « le budget des armées pourrait être réduit pour participer aux efforts budgétaires requis »[(277)].

L'autre enjeu financier concerne la façon dont s'articulera cette augmentation budgétaire par rapport aux moyens alloués à la défense conventionnelle. Les moyens de la défense conventionnelle seront-ils sacrifiés sur l'autel de la dissuasion ? L'armée française, déployée aux quatre coins du monde, verra-t-elle sa capacité d'action encore plus contrainte qu'elle ne l'est actuellement ? Cette éventualité serait désastreuse pour nos forces, tant les moyens capacitaires qui leur sont dédiés sont déjà sous-dimensionnés. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle la modernisation de notre force de frappe nucléaire suscite une véritable inquiétude chez une partie de la classe militaire. Il est donc indispensable que la modernisation de notre dissuasion soit pensée de manière autonome, sans conséquence sur la défense conventionnelle. Les marches de l'escalier sont hautes, mais la France n'a pas d'autre choix si elle souhaite qu'aucune de ses forces, qu'elle soit nucléaire ou conventionnelle, ne soit privilégiée aux dépens de l'autre.

Ainsi, comme le demandait l'ancien chef d'état-major des armées Pierre de Villiers en décembre 2016, il est indispensable que le budget de la défense atteigne 2 % de notre PIB avant la fin de l'actuel quinquennat. Atteindre ce seuil porterait le budget des dépenses militaires de 32,7 milliards d'euros pour l'année 2017 à 41 milliards d'euros, et ce dès 2020[(278)]. Pour l'ancien Cema, un des objectifs est bien « d'assurer l'indispensable crédibilité de la dissuasion nucléaire par le renouvellement de ses deux composantes, océanique et aérienne ». Procéder ainsi permettrait la modernisation des moyens de la dissuasion sans pour autant sacrifier la défense conventionnelle[(279)]. Au contraire, celle-ci verrait également ses moyens augmentés. Cependant, l'ancien Cema insiste aussi sur le fait qu'aucune autre solution n'est possible et que « différer cette décision acterait un véritable renoncement », en particulier en matière nucléaire. Le général Vincent Desportes, lors d'une interview donnée au journal *Le Mond*e, n'affirme pas autre chose lorsqu'il dit que « si on n'a pas ce courage politique, le prochain gouvernement devra faire des choix sur le nucléaire ou sur le conventionnel ». Le compte à rebours est donc lancé… Reste à savoir si la France se montrera à la hauteur de ses ambitions militaires et stratégiques.

---

(277) Cité *in* WOLF, Fabrice, "Face à la crise, que faire pour sauver la LPM 2019-2025", www.analysedefense.fr, publié le 10 décembre 2018 [consulté le 24 septembre 2019].

(278) *Idem*.

(279) PFILMLIN, Édouard, "Dissuasion nucléaire : de lourdes questions en suspens", *cf. supra*.

Les défis politiques

Une modernisation difficile à justifier sur le plan national et international

Sur le plan politique, le renouvellement de la force de dissuasion est d'autant plus difficile que celle-ci fait moins consensus qu'il y a quelques années. L'enjeu est de taille puisqu'il s'agit de convaincre l'opinion publique d'une augmentation des moyens financiers alloués à la dissuasion. À l'heure des restrictions budgétaires, d'un climat social particulièrement tendu et d'un doute grandissant quant à la nécessité d'une force de frappe atomique, l'équation est complexe.

Cependant, la difficulté ne se pose pas uniquement vis-à-vis de l'opinion publique. Au niveau international, la France doit garder la crédibilité de la parole donnée alors que celle-ci s'est engagée dans de multiples démarches visant à la non-prolifération nucléaire mondiale. En effet, comme 196 autres pays, la France est signataire du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP). Or, comme le rappelle le dernier rapport d'information du Sénat sur la "Modernisation de la dissuasion nucléaire", le TNP repose sur trois piliers : la non-prolifération, le désarmement et les usages pacifiques de l'énergie nucléaire[280]. La légitimité d'un pays à demander l'arrêt de programmes à vocation nucléaire pourrait paraître bien faible quand, dans le même temps, ce même pays entreprend des mesures qui visent à moderniser sa force de frappe nucléaire.

Toutefois ces considérations politiques, qu'elles soient d'ordre national ou international, peuvent être contestées aisément.

D'une part, aucune considération budgétaire ne saurait justifier la mise à mal de la défense de la nation. La dissuasion nucléaire est le socle de notre indépendance stratégique et un pilier majeur de la position française sur la scène internationale. Si demain la France renonce à ce qui fait sa force depuis 60 ans, notre pays deviendrait un territoire de seconde zone incapable de servir ses ambitions et, pire encore, serait militairement tributaire des autres nations.

Cela est d'autant plus vrai que la France réussit la prouesse de se doter de l'état de l'art en matière de nucléaire militaire avec un budget associé infime par rapport aux autres puissances nucléaires. Il est donc faux d'affirmer, comparé au reste du monde, que la dissuasion nucléaire française coûte cher au contribuable.

D'autre part, sur le plan international, la lutte contre la non-prolifération n'est absolument pas incompatible avec la modernisation de nos deux composantes. En effet, c'est bien la question de la modernisation de nos moyens qui est en jeu et non l'extension du parc nucléaire actuel. La France est donc parfaitement légitime dans ses actions de non-prolifération, d'autant qu'elle a déjà énormément œuvré dans ce domaine.

---

[280] PINTAT, Xavier, LORGEOUX, Jeanny, Rapport d'information sur la modernisation de la dissuasion nucléaire, Sénat,23 mai 2017.

La France reste une figure de proue en matière d'initiatives pour le désarmement nucléaire

Les actions de la France en matière de désarmement nucléaire n'ont sans doute pas été saluées à leur juste valeur au cours des dernières années. La France a en effet entrepris de réels efforts, devenant un véritable exemple pour l'ensemble des pays dotés de l'arme atomique. Ces efforts ont été particulièrement intenses entre le milieu des années 1990 et 2008. Tout commença avec le démantèlement du site nucléaire du plateau d'Albion, dont la fermeture a été annoncée par le président Jacques Chirac le 22 février 1996[281]. Le 16 septembre de la même année, dernier jour d'alerte opérationnelle pour le plateau, la France renonçait définitivement à sa composante sol-sol. À la fin des années 90, la France franchit une étape supplémentaire avec le passage d'une force océanique stratégique (Fost) composée de 4 SNLE et non plus 6 comme cela était initialement envisagé. Enfin, le 21 mars 2008, le président Nicolas Sarkozy annonce la réduction d'un tiers des forces aériennes stratégiques, avec le passage de 3 à 2 escadrons[282]. Au cours des récentes années, le message de la France est donc sans appel : tout a été mis en œuvre pour procéder à un désarmement nucléaire, raisonné certes, mais bien réel.

L'avenir est entre nos mains

La France se montrera-t-elle à la hauteur ? Saura-t-elle faire face à ce défi sans pareil ? Depuis près de 60 ans, notre pays est une place forte dans le concert des nations. La question est donc de savoir si nous saurons la préserver.

Il convient néanmoins d'être très clair sur ce qu'est la dissuasion. L'arme nucléaire n'est pas une fin en soi. D'un point technologique et plus que tout autre système d'arme, la Bombe est dévastatrice et son utilisation serait une catastrophe mondiale. Cependant et c'est ce qui fait tout son paradoxe, s'en doter permet de maintenir pour la France une paix durable même si nous faisons face à des nations bien mieux pourvues que la nôtre. Derrière la question des défis que la France s'apprête à relever et au-delà de la défense de ses simples intérêts, c'est bien la sécurité de la nation qui est au cœur du débat.

« J'ai parfois la curieuse impression que le potentiel d'anéantissement de ces instruments pourra apporter à l'humanité une sécurité absolument imprévisible. Lorsque les progrès des armes de destruction permettront à tout le monde de tuer tout le monde, personne n'aura plus envie de tuer personne »[283].

Winston Churchill

---

[281] "Le démantèlement de la composante sol-sol", www.francetnpgouv.fr, consulté le 24 septembre 2019

[282] Le passage à deux escadrons n'a été effectif qu'à l'été 2011.

[283] Cité in KERSAUDY, François. *Winston Churchill*, Tallandier, 2021, p. 612.

L'Empire ottoman au XIXe siècle : une histoire européenne

PAR ROMAIN PICARD, membre du comité "Moyen-Orient et monde arabe"

Alors que l'on célébrera dans quatre ans le centenaire du traité de Lausanne, qui définit les frontières de la Turquie issue de l'Empire ottoman, l'histoire de cet empire reste teintée de préjugés directement issus de l'orientalisme et du colonialisme européens. En ce sens, à une époque, l'Empire ottoman était classé dans « les petits États de l'Europe »[284]. Resté célèbre sous la formule du tsar Nicolas Ier comme « l'homme malade de l'Europe », il fait preuve d'une vitalité étonnante, comparable à celles des Habsbourg en Autriche ou des Romanov en Russie, qui pourtant paraissaient mieux portants.

Cette réussite ottomane fut loin d'être évidente au XIXe siècle. Cette période marque en effet le déploiement de l'impérialisme européen sur l'ensemble du globe ; l'Empire ottoman est alors une des rares puissances indépendantes aux côtés du Japon, de la Chine et de la Perse. Ce siècle revêt donc une importance considérable, aussi bien dans l'histoire ottomane qu'européenne. D'ailleurs, comme l'a si bien rappelé François Georgeon dans son article sur l'Empire ottoman et l'Europe au XIXe siècle[285], les tristes événements des dernières décennies nous y ramènent lorsque des villes comme Sarajevo, Jérusalem, Bagdad ou encore Mossoul, qui faisaient alors partie des provinces de l'Empire, font les unes de l'actualité. À cela, nous pouvons ajouter que l'éveil des nationalismes arabe, kurde, arménien, albanais, turc, et même du mouvement sioniste, s'inscrit dans ce contexte du XIXe siècle.

L'histoire ottomane[286] occupe donc une place importante dans l'histoire européenne. Cela est d'autant plus vrai que l'Empire ottoman était considéré comme un État européen par ses contemporains, et ce n'est qu'au XXe siècle, à l'aube de la Première Guerre mondiale, que l'Empire perdit la quasi-totalité de ses possessions européennes à l'exception de la région de Constantinople. Ainsi, et ce durant pratiquement toute son existence, la dynastie ottomane a contribué à la vie du continent européen, tant politiquement que militairement ou culturellement.

---

(284) GEORGEON, François, Abdülhamid II. *Le crépuscule de l'Empire ottoman*, CNRS Éditions, Paris, Fayard, 2017.

(285) GEORGEON, François, "L'Empire ottoman et l'Europe au XIXe siècle, de la question d'Orient à la question d'Occident", *Confluences Méditerranée*, n°52, p. 29-39, 2005.

(286) QUATAERT, Donald, *The Ottoman Empire (1700-1922)*, Cambridge, Cambridge University Press, 2005.

Une présence ottomane historique en Europe balkanique et centrale

Au même titre que la menace que représentait l'Empire ottoman sur l'Europe a pu être forte aux XVIe et XVIIe siècles, le voisinage européen a également représenté, pour les Ottomans, un grand défi. Au XVIIIe siècle, et notamment à partir du traité de Küçük Kaynarca en 1774, l'expansion russe sur les terres ottomanes (de Crimée, entre autres) ouvre un nouveau chapitre dans les relations étatiques européennes : la "question d'Orient". Sous ce terme, les puissances européennes se demandent comment gérer le recul territorial de son voisin ottoman sans faire basculer l'équilibre des puissances. Ce dilemme courra jusqu'à la Première Guerre mondiale. Pour la dynastie ottomane, l'enjeu est tout simplement de survivre face à cette expansion russe, mais également française et anglaise, alors en pleine conquêtes coloniales, et autrichienne. À cela, s'ajoutent les aspirations d'autonomie voire d'indépendance des minorités chrétiennes des provinces ottomanes.

Géographiquement parlant, l'Empire ottoman a été une puissance européenne durant pratiquement toute son histoire ; elle occupait non seulement les Balkans, mais aussi la partie occidentale de l'Europe centrale, principalement en Hongrie. Les provinces européennes étaient même considérées comme le cœur de l'Empire par la dynastie ottomane. En effet, les Ottomans s'y sont installés très tôt, au XIVe siècle, avant même de s'emparer de Constantinople, et y ont établi leur seconde capitale en 1361, à Edirne. Les provinces européennes faisaient partie des régions les plus riches et dont les villes étaient les plus modernes. L'héritage culturel de cette présence ottomane se retrouve, d'ailleurs, dans les langues locales (balkaniques et hongrois) ou encore dans les croyances religieuses de certaines populations.

Mais au cours du XIXe siècle, et plus spécifiquement à partir de 1774, l'Empire perd son pied en Europe. L'historiographie distingue alors deux phases. La première, tout d'abord, au début du siècle : les révoltes nationales s'aggravent (dans les années 1820) et aboutissent à l'autonomie de la Serbie (1829), l'indépendance de la Grèce (1830), et de certaines provinces roumaines (1859). Les révoltes balkaniques et la guerre russo-turque (1877-1878) provoquent, ensuite, la deuxième phase de recul : perte définitive de la Serbie, de la Roumanie, de la Thessalie, de la Bosnie-Herzégovine (occupée par l'Autriche-Hongrie) et autonomie de la Bulgarie.

Les toutes dernières provinces européennes, toujours à l'exception de la Thrace, seront perdues lors de la révolution Jeunes-Turcs et des guerres balkaniques (1912-1913)[287]. Malgré ce recul incontestable, l'Empire ottoman est tout de même resté une puissance européenne jusqu'à son dernier souffle puisqu'elle a conservé une partie de la Thrace.

---

[287] Il s'agit de l'Albanie, la Macédoine, la Crète et la Thrace occidentale.

Les puissances européennes ont exercé une grande influence sur l'issue de ces révoltes nationales. C'est notamment le cas de la Grèce, où les mouvements indépendantistes ont été matés par l'armée ottomane et les troupes égyptiennes en 1821. Six années plus tard, une coalition franco-anglo-russe intervient, défait l'armée ottomane et ouvre les négociations d'indépendance. La question de la protection des minorités est un élément déterminant de l'ingérence européenne en terres ottomanes.

Considérant que les minorités chrétiennes étaient persécutées par le joug ottoman, certains pays européens (notamment la France et la Russie) se sont par conséquent portés garants de leur protection[288]. C'est le cas notamment de la Russie pour les populations chrétiennes orthodoxes des Balkans et également de la France pour les chrétiens d'Orient de Syrie et de Palestine. Le principe de protection des minorités, louable, a également une portée géopolitique puisqu'elle justifie une ingérence visant à protéger les intérêts stratégiques propres à chaque pays.

Les grandes réformes du XIXe siècle, ou l'occidentalisation de l'Empire ottoman

Au XIXe siècle, donc, l'Empire ottoman s'éloigne géographiquement de l'Europe. Parallèlement, la présence européenne au sein de l'empire s'accentue. L'Allemagne eut ainsi un rôle dominant dans le domaine militaire, la France dans le domaine culturel et la Grande-Bretagne dans le domaine économique et diplomatique. De son côté, le gouvernement ottoman transforme le pays en un État moderne et centralisé tout à fait à l'image des Européens, de 1839 à 1878, au cours d'une série de réformes plus connue sous le nom de Tanzimat.

Les différents conflits et révoltes que connaît l'Empire ottoman au XIXe siècle l'ont contraint à chercher l'aide militaire et/ou diplomatique des Européens, en échange d'avantages commerciaux promis par les sultans. En conséquence, l'Empire s'ouvre progressivement au libéralisme économique, crée la première banque à capitaux européens (1854-1856) et entame la construction des premiers chemins de fer financés par les puissances européennes, notamment la ligne Berlin-Bagdad. L'Europe se rapproche également d'Istanbul grâce au télégraphe en 1855 et à l'Orient-Express, en 1888, qui raccourcit le voyage de Paris à Istanbul à trois jours. Cette pénétration économique fut logiquement accompagnée d'une pénétration démographique ; commerçants, missionnaires, banquiers, archéologues, ou encore touristes, se bousculent dans les "Échelles du Levant", c'est-à-dire les grandes villes portuaires de l'Empire. Certains symboles témoignent clairement de l'occidentalisation et de la modernité de la société ottomane des villes : on y trouve des hommes vêtus de costume,

[288] Protection qui passe implicitement par l'autonomie ou l'indépendance des populations concernées.

des gares, des tramways ou encore bateaux à vapeur[289]. La France affirme par ailleurs son hégémonie sur le domaine culturel en participant, à travers son ministre de l'instruction publique, à la restructuration du lycée français de Galatasaray, qui est une véritable institution en Turquie et un symbole fort des réformes du XIXe siècle.

Bien sûr, cette transition ne s'est pas faite sans réformes étatiques. De 1839 à 1876, sous le règne des sultans Abdülmecid Ier et Abdülaziz, le gouvernement ottoman organise les réformes les plus profondes de l'histoire de la dynastie avec les pays européens pour modèle. À ce sujet, trois événements font référence : l'édit impérial de Gülhane (1839), le rescrit impérial (1856) et l'adoption d'une constitution (1876). Évidemment, le but de ces réformes n'était pas d'occidentaliser l'Empire – elles répondaient plutôt à un besoin de centralisation fiscale, politique et juridique – mais a eu pour effet de transformer l'Empire en un État moderne, la modernité étant impulsée par les pays européens. Aussi, toute l'expérience qu'ont accumulée les Ottomans au cours de leur histoire au sujet de leurs voisins européens leur a permis, en cette période de réformes, d'adopter ce qu'ils estimaient comme le meilleur des administrations française, autrichienne, russe ou anglaise après les avoir attentivement comparées.

Cette manière de procéder sera d'ailleurs réitérée un siècle plus tard par Mustafa Kemal Atatürk, alors à la tête de la nouvelle République de Turquie, lorsqu'il fera adopter en 1926 un code civil inspiré du code suisse, un code pénal issu du code italien et un code commercial issu du code français[290]. Par ailleurs, le pays promulgue sa première constitution en 1876, qui garantit, entre autres, l'égalité de tous les sujets du sultan. L'intérêt de ce tournant juridique est multiple : d'une part, il permet au gouvernement ottoman de détendre les relations avec les Européens au sujet des minorités chrétiennes, et d'autre part, il permet d'imposer la loi ottomane sur l'ensemble du territoire et ainsi empêcher les minorités de s'organiser en communautés (millets) "en marge" de l'Empire tout en réduisant l'autorité juridique de la loi islamique et des oulémas. Cette volonté d'unification sociale fait écho au principe de nation véhiculé par la Révolution française. Enfin, à l'image de l'Europe au XIXe siècle, le gouvernement ottoman rédige de nombreux codes à partir de 1840 : Code pénal (en 1840, révisé en 1858), Code commercial (1850, révisé en 1861), Code agraire (1858) et enfin Code de commerce maritime (1863).

---

[289] MANTRAN, Robert, Histoire de l'Empire ottoman, Paris, Fayard, 1989, 810 p.

[290] La réforme de l'alphabet, en 1928, s'inscrit aussi dans ce cadre.

Les réformes ottomanes : un échec prévisible ?

En résumé, le défi auquel ont essayé de répondre les sultans ottomans au XIXe siècle fut de suivre la marche imposée par les pays européens et figurer dans le concert des nations "civilisées". L'influence extérieure, caractérisée par la question d'Orient, y a évidemment joué pour beaucoup dans la mise en place ces réformes. Mais en dépit de tous les efforts fournis par les dirigeants ottomans dans leur leitmotiv de civilisation, les réformes n'ont provoqué que le scepticisme des Européens. Par exemple, la proclamation de la constitution de 1876 y fut accueillie avec grande méfiance, ces derniers y voyant une diversion. Quand elle a été suspendue, deux ans plus tard, les Européens ont alors réclamé son application. Puis, quand elle a été de nouveau appliquée en 1908 après la révolution Jeunes-Turcs, l'Occident s'est une nouvelle fois montré suspicieux[291].

Par réformes, les grandes puissances entendaient le maintien de leurs avantages commerciaux et l'ouverture de l'Empire à l'économie libérale et aux intérêts européens. Dans ce cadre, toutes les réformes étaient vouées à l'échec puisqu'elles étaient perçues comme autant de signes de duplicité. L'incompréhension réside, en fait, dans l'incapacité des Européens à concevoir l'idéal ottoman de devenir une civilisation moderne tout en conservant leur identité nationale et religieuse, turque et islamique. L'Empire ottoman n'a d'ailleurs pas le monopole de cet idéal puisqu'on le retrouve au Japon durant l'ère Meiji.

---

[291] François Georgeon, "L'Empire ottoman et l'Europe au XIXe siècle, de la question d'Orient à la question d'Occident", Cairn.info le 01/01/2011.

Alors que retenir de ce XIXe siècle pour l'Empire ottoman ? Tout d'abord, que si l'Empire ottoman a bien perdu pied en Europe, l'Europe n'a pas réussi à conserver l'équilibre des puissances. Les déséquilibres entre ces puissances lors de la question d'Orient, notamment liés aux disputes territoriales des Balkans, apparaissent ainsi comme un des comburants qui ont mené ces dernières au premier conflit mondial, auquel l'Empire ottoman a participé aux côtés des "Empires centraux". Les réformes ottomanes, elles aussi, se sont soldées par un échec : l'Empire ottoman n'a jamais rattrapé son retard sur l'Europe. Il n'a, en outre, pas trouvé la paix sociale qu'il cherchait à établir à travers les Tanzimat. Elles ont, en revanche, permis à la dynastie ottomane de survivre un siècle de plus. La raison de cet échec se trouve dans la précipitation qui caractérise ces réformes, qui répondaient pratiquement toujours à une crise immédiate, intérieure comme extérieure. Elles pouvaient donc soulager "l'homme malade", lui permettre de tenir quelques années de plus, mais en aucun cas le guérir.

Les réformes menées au XIXe siècle au cours des Tanzimat ont cependant eu pour effet de renverser les rapports sociétaux des différentes communautés de l'Empire. En effet, la notion d'égalité de tous les sujets ottomans telle que proclamée par la Constitution de 1876 a balayé le système des millets, qui permettait aux différentes communautés de l'Empire de jouir d'une certaine autonomie vis-à-vis du sultan. Dans ce processus de centralisation, ce dernier espérait rallier les millets à sa cause dans un contexte délétère, caractérisé par des pertes territoriales majeures. Le résultat fut cependant tout autre, tant les relations entre l'Empire ottoman et ses communautés, notamment grecque et arménienne, s'envenimèrent. La montée d'un nationalisme turc, accrédité par le parti politique dominant du Comité Union et Progrès à la fin du XIXe siècle, contribua grandement à la détérioration des rapports sociétaux, et mènera en 1915 à une politique de déportation des Arméniens ottomans qui, près d'un demi-siècle plus tard, sera qualifiée de génocide.

Bibliographie

Ouvrages principaux

GEORGEON François, VATIN Nicolas, VEINSTEIN Gilles (dir.), *Dictionnaire de l'Empire ottoman*, Fayard, 2015, 1334 p.

GEORGEON François, *Abdülhamid II. Le crépuscule de l'Empire ottoman*, CNRS Éditions, Paris, Fayard, 2017, 604 p.

QUATAERT, Donald, *The Ottoman Empire (1700-1922)*, Cambridge, Cambridge University Press, 2005, XVII-201 p.

MANTRAN, Robert, *Histoire de l'Empire ottoman*, Paris, Fayard, 1989, 810 p.

SHAW, Stanford, SHAW, Ezel Kural, *History of the Ottoman Empire and modern Turkey, vol. II, Reform, Revolution and Republic: The Rise of Modern Turkey (1808-1975)*, Cambridge, Cambridge University Press, 1977, XXIV-433 p.

Ouvrages secondaires

AKSAN, Virginia, *The Cambridge History of Turkey, vol. 3 "The Later Ottoman Empire 1603-1839), part II "An Empire in Transition", chapitre 5 "War and Peace"*, Cambridge University Press, 2006, 520 p.

GEORGEON, François (dir.), *L'ivresse de la liberté. La révolution de 1908 dans l'Empire ottoman*, Paris, Peeters, 2012, XXXII-608 p.

GEORGEON, François, *Sous le signe des réformes. État et société de l'Empire ottoman à la Turquie kémaliste (1789-1939)*, Les Éditions Isis Istanbul, 2009, 429 p.

Articles

GEORGEON, François, "L'Empire ottoman et l'Europe au XIXe siècle, de la question d'Orient à la question d'Occident", *Confluences méditerranéennes*, 2005/1, n°52, p. 29-39 [en ligne] disponible sur : https://bit.ly/2yPCMnt [consulté le 28 janvier 2019]

KAYNAR, Erdal, "Le constitutionnalisme au Moyen-Orient", *Politika*, 2016 [en ligne] disponible sur : https://bit.ly/2RlvjUF [consulté le 28 janvier 2019]

S'ENGAGER PAR LA PLUME 3

LA PAROLE À LA JEUNESSE
RÉVOLTES !

Il y a plus de deux ans, l'activité de notre association était bouleversée par la pandémie mondiale de Covid-19, alors même que nous connaissions de grandes transformations. Mélange de travaux entamés avant cette période et d'articles écrits postérieurement, cette troisième édition de *S'engager par la plume* se distingue par un dossier thématique consacré au thème de la révolte.

Elle propose également un florilège des articles écrits par nos membres et publiés sur le site de l'association, avec une diversité de sujets remarquables : lutte-contre-insurrectionnelle en Rhodésie, renouvellement de la dissuasion nucléaire française ou encore histoire de l'Empire ottoman.

Cet ouvrage, réalisé avec l'accord du directeur de l'IHEDN, vise à mettre en avant la contribution active de nos membres aux travaux de l'association, ainsi que la production intellectuelle stimulante dont ils font régulièrement la démonstration. Nous sommes à ce titre très fiers de pouvoir, pour la troisième fois, vous en présenter un modeste extrait.

Hélène ROLET,
Présidente des Jeunes IHEDN

Les JEUNES IHEDN rassemblent aujourd'hui plus de 2 000 jeunes âgés pour la plupart de 20 à 35 ans. Créée en 1996, la mission de l'association consiste à dynamiser et synthétiser une réflexion innovante et impertinente autour des problématiques de défense, regroupant les sphères militaires, diplomatiques, économiques, civiles et culturelles, mais aussi à valoriser l'ensemble des sujets auprès de la jeunesse au sens large.

ISBN 978-2-9563211-0-1
9 782956 321101

IHEDN

LES JEUNES IHEDN